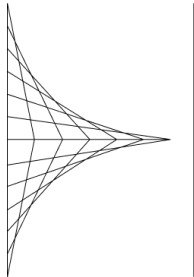


Audit du niveau des charges et produits d'exploitation des entreprises locales de distribution de gaz naturel disposant d'un tarif spécifique

Rapport final, appréciation des charges et produits d'exploitation de R-GDS

Août 2025





PARIS INFRASTRUCTURE ADVISORY

Paris Infrastructure Advisory
www.Parisinfrastructureadvisory.com
contact@parisinfrastructureadvisory.com

Client : Commission de régulation de l'énergie

Projet : Audit du niveau des charges et produits d'exploitation des entreprises locales de distribution de gaz naturel disposant d'un tarif spécifique

Sujet : R-GDS – Rapport final

Commentaire : RevD avec renforcement du paragraphe « Coûts relatifs aux AMRs » et actualisation des tableaux 82 et 145

D	20/08/25	Final	L. Aljounaidi	L. Aljounaidi
C	06/08/25	Final	J.Garnavault	L.Aljounaidi
B	04/08/25	Final	J.Garnavault	L.Aljounaidi
A	21/07/25	Final	J.Garnavault	
Rev	JJ/MM/AA	Statut	Rédigé par	Emis Par



Table des matières

I.	Introduction	2
A.	Contexte	2
B.	Objectif et problématique	2
C.	Récapitulatif des documents reçus et analysés.....	3
D.	Chronologie des échanges	3
E.	Glossaire	4
II.	Synthèse des résultats de l'audit	4
III.	Données et hypothèses.....	7
A.	Trajectoires de références ATRD6.....	7
B.	Inflation.....	7
C.	Données comptables vis-à-vis du réalisé tarifaire 2022-2024	8
D.	Convention utilisée	8
IV.	Consommations externes (Hors AMRs)	8
A.	Fournitures non stockables	8
B.	Achats stockés.....	11
C.	Achats de matériels, équipements et travaux.....	16
D.	Achats de matières et fournitures non stockées.....	21
E.	Loyers.....	25
F.	Redevances.....	27
G.	Services extérieurs, entretien et maintenance.....	31
H.	Assurances.....	51
I.	Frais de recherche	58
J.	Prestations externes	60
K.	Dépenses de communication	65
L.	Dépenses liées à la transition énergétique.....	66
M.	Autres charges.....	69
N.	Synthèse de la rubrique Consommations externes	70
V.	Charges de personnel	71
A.	Rémunération du personnel.....	71
B.	Charges sociales	80
C.	Participation	83
D.	CCAS 1%	85
E.	Autres charges sociales.....	86

F. Synthèse de la rubrique	90
VI. Impôts et taxes	91
A. Taxe foncière	91
B. Impôts et taxes sur les rémunérations	92
C. Contribution économique territoriale	95
D. Versement transport	96
E. Autres	97
F. Synthèse de la rubrique	99
VII. Recettes extratarifaires	100
A. Transfert de charges	100
B. Evolution des points de livraison	101
C. Locations de compteurs et postes	103
D. Pénalités pour dépassement de capacités	105
E. Facturation prestations catalogues	106
F. Travaux et prestations pour tiers	108
G. Préacheminement	111
H. Autres recettes extra-tarifaires	113
I. Synthèse de la rubrique	114
VIII. Production immobilisée	115
IX. Coutts échoués	119
X. Charges et produits communes non péréquées à retraiter	122



I. Introduction

A. Contexte

L'article L. 452-2 du code de l'énergie prévoit que la CRE fixe les méthodes utilisées pour établir les tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel. Ces tarifs, fixés pour une durée d'environ quatre ans, sont des éléments essentiels au bon fonctionnement du marché gazier et représentent plus du quart du prix du gaz naturel facturé aux consommateurs finals (pour des clients résidentiels).

Environ 11 millions de consommateurs sont raccordés aux réseaux de distribution de gaz naturel, qui comptent 23 GRD, de tailles très inégales. GRDF représente 96 % de la distribution du gaz naturel en France, les 22 autres GRD se partageant les 4 % restants. Parmi ces 22 GRD, les neuf plus importants disposent chacun d'un tarif péréqué ATRD spécifique.

Les tarifs actuels d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel (dits « tarifs ATRD6 ») des ELD sont entrés en vigueur le 1er juillet 2022, en application de la délibération de la CRE du 27 janvier 2022.

Dans la perspective de la prochaine période de régulation (2026-2029), la CRE élabore actuellement la trajectoire tarifaire prévisionnelle de ces neuf ELDs. L'établissement des niveaux de charges à retenir doit répondre aux exigences de l'article L.452-1 du code de l'énergie qui précise que « les tarifs [...] sont calculés de manière transparente et non discriminatoire, afin de couvrir l'ensemble des coûts supportés par les gestionnaires de ces réseaux dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau efficace »

L'évaluation de la CRE doit ainsi reposer sur une analyse détaillée des charges prévisionnelles de chaque opérateur, en distinguant les charges d'exploitation et les charges de capital. Il est donc essentiel pour la CRE de disposer d'une connaissance précise de la structure des coûts de ces gestionnaires de réseaux afin d'évaluer leur niveau et leur efficacité, tant sur la période 2022-2025 que sur la période à venir.

B. Objectif et problématique

Cet audit vise à fournir à la CRE la compréhension nécessaire des charges et produits d'exploitation de R-GDS (données réalisées de 2022 à 2024 et estimées pour 2025), ainsi que des charges et produits d'exploitation prévisionnels présentés par l'opérateur pour la prochaine période tarifaire (2026-2029).

Il permet de, pour chaque poste de charges et produits d'exploitation :

- Comprendre les fondamentaux sous-jacents à chaque poste de charges et produits d'exploitation (pour la période 2022-2029)
- Comprendre les hypothèses sous-jacentes à leur évolution
- Porter une appréciation sur les évolutions proposées par les opérateurs sur les exercices 2026-2029, notamment en s'appuyant sur l'analyse des niveaux de charges réalisées et estimées ainsi que sur les derniers budgets d'exploitation validés par les organes de direction des opérateurs



- Porter une appréciation sur l'efficacité des opérateurs sur les exercices 2022, 2023 et 2024 et sur l'amélioration de leur efficacité prévue sur la période ATRD 7
- Éventuellement, si l'analyse conclue que le niveau des charges réalisées et prévisionnelles de R-GDS n'est pas efficace, proposer un niveau de charges d'exploitation efficace pouvant être atteint par l'opérateur

C. Récapitulatif des documents reçus et analysés

Pour la rédaction de ce rapport pré-contradictoire, PIA s'est appuyé sur les documents envoyés dans le dossier tarifaire et transmis en réponse au questionnaire, notamment :

- Le dossier tarifaire pour la période ATRD7 à venir
- Les paramètres et ratios opérationnels de l'activité de R-GDS
- La matrice de trajectoire financière ATRD7
- Les trajectoires de consommation PCE et les budgets de transition énergétique anticipés
- Deux rapports R&D relatifs aux actions passées et à venir
- Les balances comptables des exercices 2022, 2023 et 2024
- Les bilans et comptes de résultat pour ces mêmes exercices
- Les réponses détaillées au questionnaire envoyées le 08/06/25
- Les annexes associées, envoyées pour justifier ces réponses
- Les éléments contradictoires envoyées le 11/07/25
- Les annexes associées, envoyées pour justifier de ces éléments

D. Chronologie des échanges

Le déroulement de l'audit ATRD7 de R-GDS a été le suivant jusqu'à aujourd'hui

Point d'étape	Date
Réception du dossier tarifaire	9 mai 2025
Réunion de démarrage avec R-GDS	12 mai 2025
Envoi du questionnaire à l'opérateur	30 mai 2025
Premier échange technique	2 juin 2025
Réception des réponses au questionnaire	5, 6 et 8 juin 2025
Présentation du rapport pré-contradictoire à R-GDS	26 juin 2025, 2 juillet 2025
Réception des éléments contradictoire de R-GDS	11 juillet 2025
Envoi du rapport final à la CRE	21 juillet 2025
Présentation du rapport final à la CRE	23 juillet 2025

Tableau 1 – Récapitulatif du calendrier de l'audit



E. Glossaire

Sigle	Explication
AMR	Compteur communiquant, « Automatic Meter Reading »
ATRD	Accès des Tiers au Réseau de Distribution de gaz naturel
BAR	Base d'Actifs Régulés
BP	Plan d'affaires, « Business Plan »
CET	Contribution Economique Territoriale
CFE	Cotisation Foncière des Entreprises
CICM	Conduites d'Immeubles et Conduites Montantes gaz
CNE	Charges Nettes d'Exploitation
CRCP	Compte de Régularisation des Charges et des Produits
CVAE	Contribution à la Valeur Ajoutée des Entreprises
DPBE	Dispositif de Protection des Branchements Existants
ELD	Entreprise Locale de Distribution
ETP	Equivalent Temps Plein
GRD	Gestionnaire du Réseau de Distribution
GVT	Glissement Vieillesse et Technicité
SNB	Salaire Nationale de Base
VNC	Valeur Nette Comptable

Tableau 2 – Description des sigles utilisés dans le rapport

II. Synthèse des résultats de l'audit

Cette section détaille les principaux ajustements proposés à l'issue de l'audit des charges et produits de R-GDS.



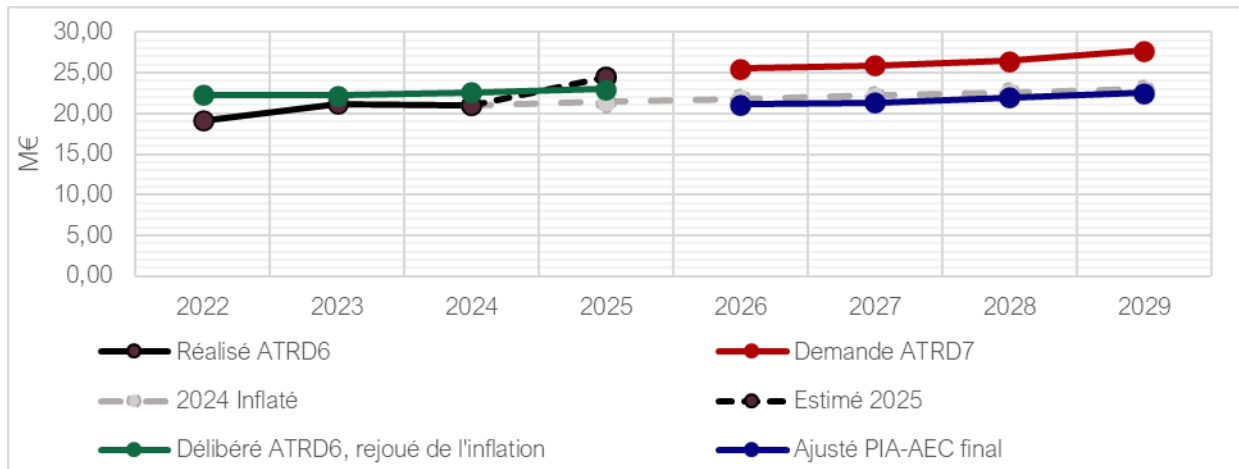


Figure 1 – Trajectoire du total des charges à couvrir

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	25,56	25,90	26,48	27,70	26,41
Ajusté PIA-AEC	21,13	21,40	21,97	22,59	21,77
Ecart (M€)	-4,43	-4,50	-4,51	-5,11	-4,64
Ecart (%)	-17%	-17%	-17%	-18%	-18%

Tableau 3 – Total des charges à couvrir, demande et proposition finale du consultant

L'ajustement global proposé par le consultant revoit en moyenne de 17% à la baisse la demande totale des charges à couvrir de l'opérateur pour la période tarifaire à venir.

Les principaux ajustements sont les suivants :

Rémunération personnel :

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Ecart (M€)	-1,08	-1,34	-1,48	-1,63	-1,38
Ecart (%)	-9%	-10%	-11%	-12%	-11%

Tableau 4 – Rémunération personnel, Ecart Demande opérateur – proposition du consultant

L'écart entre la demande de l'opérateur et la proposition du consultant concernant les rémunérations du personnel s'explique par deux facteurs principaux :

- D'une part, une révision à la baisse du nombre d'ETP, avec une moyenne de -11,4 ETP sur la période 2026-2029, en ne retenant que les effectifs jugés nécessaires à l'exercice des missions de GRD de R-GDS ;
- D'autre part, un écart sur la rémunération moyenne de l'ordre de -4 % sur l'ensemble de la période ATRD7, principalement en raison de la réduction des avantages en nature liés à l'énergie, consécutive à la baisse des prix prévue par la CRE.



Production immobilisée :

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Ecart (M€)	-0,29	1,95	1,04	2,59	1,32
Ecart (%)	-3%	23%	11%	31%	14%

Tableau 5 – Production immobilisée, Ecart Demande opérateur – proposition du consultant finale

L'écart entre la demande de l'opérateur et la proposition du consultant provient des méthodes de calcul utilisées pour projeter la production immobilisée sur la prochaine période tarifaire. La méthode de calcul du consultant étant cohérente avec le réalisé de ce poste. Cet ajustement est moins impactant sur le total des CNE car l'essentiel de la production immobilisée est directement équilibré par sa contrepartie en consommations externes, comptabilisée en charges et présenté dans les postes achats stockés, achats de matériels, équipement et travaux et achats et matières et fournitures non stockées.

Services extérieurs, entretien et maintenance :

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Ecart (M€)	-1,22	-1,00	-1,17	-1,14	-1,13
Ecart (%)	-19%	-16%	-19%	-17%	-18%

Tableau 6 – Services extérieurs, entretien et maintenance, Ecart Demande opérateur – proposition du consultant finale

L'écart entre la demande de l'opérateur et la proposition du consultant sur le poste des services extérieurs, entretien et maintenance s'explique par des écarts sur les sous-postes de la section :

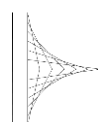
- Pour la sous-traitance, les nouveaux projets de l'opérateur ont été intégrés, cependant le socle de charges a été retraité des dépenses non récurrentes ;
- Pour l'entretien des réseaux, le socle de charges du réalisé a également été retraité des charges ponctuelles ;
- Pour la maintenance SI, les charges supplémentaires liées à l'utilisation du nouveau logiciel Haulogy ont été retraitées par rapport aux charges de l'ancien logiciel utilisé par l'opérateur.

Charges sociales :

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Ecart (M€)	-0,32	-0,40	-0,45	-0,49	-0,42
Ecart (%)	-7%	-8%	-9%	-10%	-8%

Tableau 7 – Charges sociales, Ecart Demande opérateur – proposition du consultant finale

L'ajustement sur le poste des charges sociales provient de celui sur les rémunérations du personnel, le pourcentage des rémunérations hors ANE de l'opérateur ayant été repris par le consultant.



Dépenses liées à la transition énergétique :

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Ecart (M€)	-0,56	-0,56	-0,57	-0,58	-0,57
Ecart (%)	-100%	-100%	-100%	-100%	-100%

Tableau 8 – Dépenses liées à la transition énergétique, Ecart Demande opérateur – proposition du consultant

L'ajustement opéré par le consultant sur le poste des dépenses liées à la transition énergétique s'explique par l'orientation de la CRE, qui consiste à ne retenir aucune charge au titre d'« aides commerciales » pour le tarif ATRD7, en particulier d'aides à la sortie du fioul au profit du gaz.

III. Données et hypothèses

A. Trajectoires de références ATRD6

Dans la suite de rapport, la période ATRD6 désigne la période 2022-2025 et la période ATRD7 se réfère aux années 2026-2029.

La trajectoire ATRD6 de référence délibérée, non rejouée de l'inflation est la suivante :

OPEX Hors AMR	2022	2023	2024	2025	Total	Moyenne
R-GDS	21 536,1	20 723,0	20 923,8	21 206,0	84 388,9	21 097,2

Tableau 9 - Trajectoire de référence ATRD6 OPEX hors AMR (k€)

Pour ce qui est des trajectoires AMR, les données suivantes ont été transmises par la CRE. Celui-ci est conforme avec les données transmises par R-GDS une fois l'inflation prise en compte.

OPEX AMR	2022	2023	2024	2025	Total	Moyenne
R-GDS	786,6	747,5	307,2	117,3	1958,7	498,7

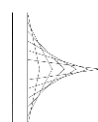
Tableau 10 - Trajectoire de référence ATRD6 OPEX AMR (k€)

B. Inflation

La trajectoire d'inflation réalisée de référence est la suivante:

	2021	2022	2023	2024	2025
Réalisé (INSEE)	Année de référence	5.34%	4.82%	1.85%	1.80%

Tableau 11 - Trajectoire d'inflation réalisée sur 2022-2024 et estimée pour 2025



C. Données comptables vis-à-vis du réalisé tarifaire 2022-2024

Un rapprochement a été effectué entre le réalisé tarifaire d'une part, et les états financiers ainsi que la balance générale d'autre part. Les explications fournies par R-GDS pour justifier les écarts observés sont reprises dans la suite de l'analyse.

Les données issues de la balance générale ont été retenues comme référence pour mener une analyse détaillée des montants réalisés. À partir des balances générales transmises et des numéros de comptes associés, une reconstitution des charges et produits réalisés entre 2022 et 2024 a été réalisée. La comparaison de ces données avec les montants figurant dans les lignes correspondantes des matrices tarifaires (OPEX hors AMR et OPEX AMR) a mis en évidence des écarts, plus ou moins significatifs selon les postes. Ces écarts ont fait l'objet d'explications de la part de R-GDS, ce qui a permis de fiabiliser le business plan présenté dans le cadre de l'ATRD7.

D. Convention utilisée

Les postes « consommations externes », « charges de personnel », « impôts et taxes » ainsi que les « coûts échoués » constituent des charges, et sont donc comptabilisés positivement dans le calcul du total des charges nettes d'exploitation (CNE) de l'opérateur. À l'inverse, la production immobilisée, les recettes extra-tarifaires et les charges et produits des communes non péréquées sont déduits du total des CNE.

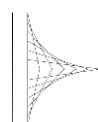
Dans ce rapport, les montants figurant dans les tableaux relatifs à la demande de l'opérateur et à la proposition du consultant sont présentés en valeur absolue. Le retraitement en charges ou en produits (positif ou négatif) est effectué au stade du calcul global des CNE.

IV. Consommations externes (Hors AMRs)

A. Fournitures non stockables

Le poste « fournitures non stockables » regroupe les dépenses liées aux consommations d'énergie nécessaires au fonctionnement de R-GDS, hors achats de réseau ou de gaz pour les clients. Ce poste représente **1% des CNE**. Il comprend notamment :

- L'électricité et l'eau pour les bâtiments et installations,
- La consommation de gaz naturel pour les besoins internes (chauffage, etc.),
- Le GNV (gaz naturel pour véhicules) utilisé pour la flotte de véhicules de l'entreprise.



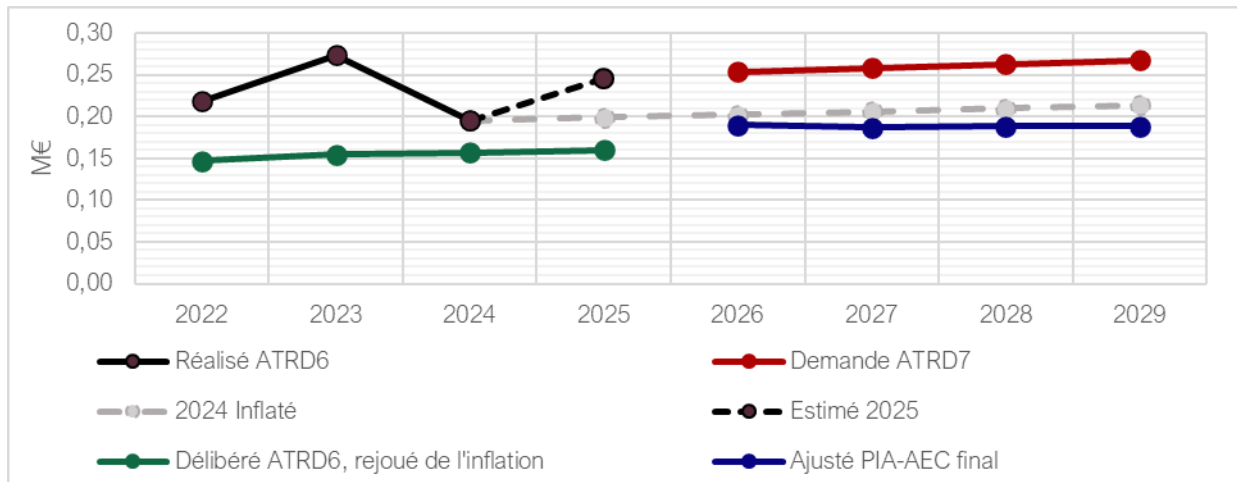


Figure 2 - Fournitures non stockables

1) Bilan ATRD 6

Le réalisé 18-19 pour ce poste était de 135k€ en moyenne. La trajectoire ATRD6 retenue était basée sur la moyenne 18-20 indexée à l'inflation.

R-GDS explique que les variations constatées sur la période 2022–2024 pour ce poste sont principalement liées à l'évolution des prix de l'énergie, particulièrement du gaz naturel, plutôt qu'à une variation des volumes consommés.

Le prix de marché du gaz (indice PEG MA) a fortement augmenté à partir d'octobre 2021, atteignant un pic de 170 €/MWh PCS en septembre 2022. En raison de l'inertie liée à l'indice de référence utilisé par leur fournisseur (anciennement B2I), l'augmentation du prix du gaz s'est matérialisée par une augmentation des factures de R-GDS début 2023. Le prix ayant ensuite baissé en février 2023, cela s'est traduit par une diminution des dépenses en 2024.

R-GDS précise que les volumes de gaz consommés sont restés relativement stables, autour de 1 000 à 1 200 MWh/an, avec une légère baisse en 2023 attribuée à des hivers plus doux.

Les consommations en électricité de l'opérateur sont restées relativement stable sur le réalisé 22-24, (+/- 3%).

Enfin, R-GDS souligne que la trajectoire réalisée pour ce poste est supérieure à celle délibérée dans le cadre d'ATRD6, car cette dernière reposait sur une base de référence (2018–2020) ne tenant pas compte des hausses exceptionnelles de prix intervenues depuis la crise énergétique.

2) Explication de la demande par R-GDS

La demande de R-GDS suit l'estimé 2025 avec inflation.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Compte tenu de la volatilité exceptionnelle des prix de l'énergie, et en particulier du gaz naturel sur la période récente, la construction des trajectoires pour les fournitures non stockables a été fondée sur les hypothèses suivantes :

La trajectoire consultant se fonde sur les trajectoires CRE de prix de l'énergie (eau, électricité et Gaz) sur les prochaines années. Les charges de R-GDS rapportées aux coûts de l'énergie sur les



dernières années permettent d'obtenir une trajectoire cohérente avec les évolutions des prix de l'énergie anticipés par la CRE.

La consommation 2024 est retenue comme référence pour l'électricité et le gaz. Les trajectoires d'évolution des prix définies par la CRE pour ces deux énergies sont ensuite appliquées afin de construire la trajectoire retenue dans le cadre de l'ATRD7. Pour ce qui est des charges en eau, la moyenne du réalisé 22-24 est reproduite, inflatée sur la prochaine période tarifaire.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,25	0,26	0,26	0,27	0,26
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,18	0,17	0,17	0,17	0,17
Ecart (M€)	-0,08	-0,09	-0,09	-0,09	-0,09
Ecart (%)	-45%	-49%	-51%	-54%	-50%

Tableau 12 – Fournitures non stockables, demande et proposition du consultant pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS :

« Pour le gaz, l'année 2024 ne constitue pas la référence à retenir car comme nous l'avons déjà indiqué, les températures étaient relativement douces au cours de la période hivernale 2023-2024. L'année 2022 se rapproche davantage d'une année climatique moyenne car elle représente la moyenne des degrés jours base 16 observés entre 2013 et 2021, soit environ 2 040 DJU base 16. Il serait donc plus pertinent de retenir comme référence, les consommations de gaz de l'année 2022. Pour ce qui concerne l'eau, des consommations supplémentaires ont été enregistrées du fait de son utilisation par les pompiers pour réaliser des exercices « incendie » sur des ouvrages gaz au sein de la plateforme R-Hyfie. Notre estimé 2025 (environ 14 k€) est donc plus cohérent que la moyenne du réalisé 22-24 pour déterminer la trajectoire prévisionnelle sur la prochaine période tarifaire.

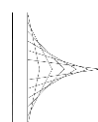
Enfin, nous vous informons que notre estimé 2025 pour ce poste de charges (environ 246 k€) est basé sur le réalisé du 1er semestre de l'exercice comptable. »

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Les trajectoires d'évolution des prix de l'électricité et du gaz données par la CRE sont les suivantes :

Evolution du prix de l'électricité et du gaz (%)	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Evolution élec	1	-12%	-2%	-1%	1%	0%
Evolution gaz	1	-5%	-3%	-2%	0%	0%

Tableau 13 – Trajectoires CRE prix de l'électricité et du gaz



Les années 2022 et 2023 doivent toutefois être analysées avec prudence, car elles ont connu de fortes variations des prix du gaz. En 2024, le prix du gaz a enregistré une baisse. Dans ce contexte, le consultant choisit de retenir le ratio charges de gaz / DJU constaté en 2024 comme référence, puis de le projeter en l'indexant sur l'évolution des prix du gaz publiée par la CRE.

Sur le réalisé 22-24, les charges en électricité varient peu en fonction des années et varient principalement en fonction de l'évolution des prix de l'électricité. La référence est donc à l'année 2024.

[Confidentiel]

Par conséquent, la trajectoire des charges en eau repose sur la moyenne du réalisé 2022 à 2024, corrigée des éléments affectés à la R&D et de l'inflation puis actualisée par inflation pour les années suivantes.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,25	0,26	0,26	0,27	0,26
Ajusté PIA-AEC final	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19
Ecart (M€)	-0,06	-0,07	-0,08	-0,08	-0,07
Ecart (%)	-25%	-28%	-29%	-30%	-28%

Tableau 14 – Fournitures non stockables, demande et proposition finale du consultant

B. Achats stockés

1) Présentation du poste

Le poste Achats stockés se compose de trois sous catégories : i) Fourniture industrielle et variation de stocks (98% des montants), ii) fourniture de bureau et iii) outillage. Ce poste représente **4% des CNE**. R-GDS décompose ce poste en :

- Achats liés à la production immobilisée (PI) (environ 2/3 du total en moyenne) :

Ces achats concernent des fournitures utilisées pour la production immobilisée. Leur montant varie en fonction de la production immobilisée réelle. Ainsi, lorsque la production immobilisée diminue (comme en 2023–2024), les achats stockés correspondants diminuent, et inversement.

- Achats stockés non liés à la production immobilisée :

Ce sont des fournitures industrielles (robinets, peinture, consommables, etc.) utilisées dans les chantiers d'exploitation, d'entretien et de maintenance. Leur montant dépend fortement du calendrier des travaux, de la montée en charge progressive des obligations réglementaires (ex. : loi 3DS), et des disponibilités internes.



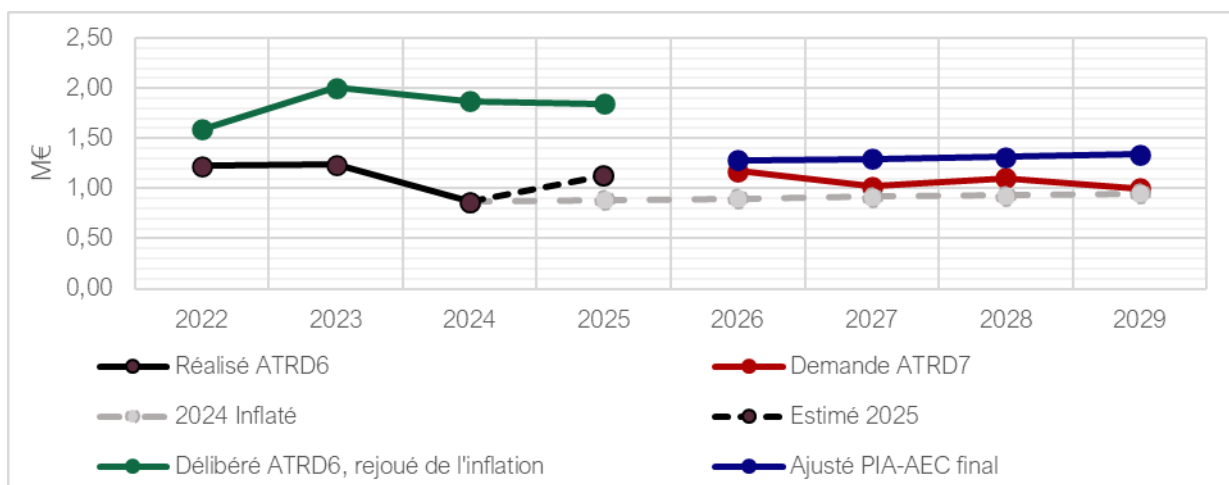


Figure 3 - Achats stockés

2) Bilan ATRD 6

Le réalisé ATRD 6 (22 – 24) est près de 40% en dessous du délibéré ATRD6 rejoué de l'inflation. L'écart de **712 k€** s'explique, pour la part dépendante de la production immobilisée, par une PI inférieure au prévisionnel.

Pour les achats stockés non liés à la PI, l'écart s'explique par des travaux de maintenance des conduites amont compteurs avec l'achat de petits matériels nécessaires à ces travaux (robinets, peinture, consommables...) dont l'enveloppe de 150 k€ / an n'a pas été consommée en totalité sur la période tarifaire, du fait d'une entrée en vigueur de la loi 3DS (février 2022) plus tardivement que prévue et d'une montée en charge progressive de l'activité liée à la maintenance de ces ouvrages.

3) Explication de la demande par R-GDS

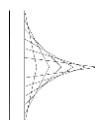
Pour établir sa demande ATRD7, R-GDS distingue la contrepartie de la production immobilisée des achats stockés hors production immobilisée.

- Pour la contrepartie de la production immobilisée, R-GDS retient un taux de 7,58% de la Production immobilisée (contrepartie de la production immobilisée en achats stockés / total de la production immobilisée).
- Pour les achats stockés hors PI, l'opérateur retient la moyenne de la période 2022 à 2024.

4) Synthèse du poste

Le découpage en achats liés à la PI/ non liés à la PI est conservé par le consultant. Le détail de la méthode suivie pour ces deux postes est ensuite présenté dans ce rapport.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	1,18	1,02	1,10	1,00	1,07
Ajusté PIA-AEC	1,28	1,30	1,32	1,34	1,31
Ecart (M€)	0,11	0,28	0,21	0,34	0,23



Ecart (%)	9%	27%	19%	34%	22%
-----------	----	-----	-----	-----	-----

Tableau 15 – Achats stockés, demande et proposition finale du consultant

B.1. Contrepartie des achats stockés dans la production immobilisée

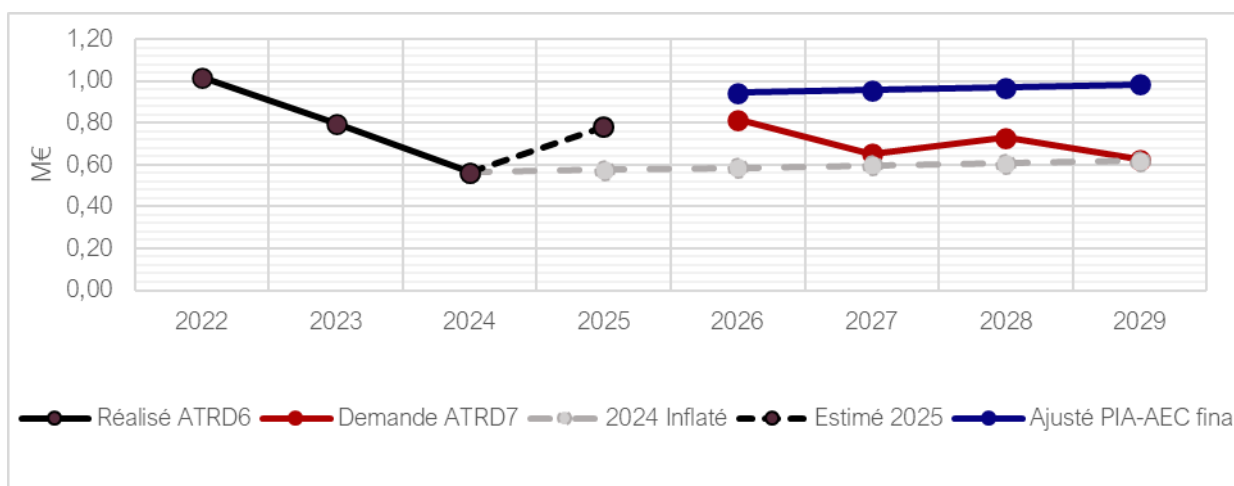


Figure 4 – Contrepartie des achats stockés dans la production immobilisée

1) Bilan ATRD6

La contrepartie des achats stockés en production immobilisée suit l'évolution de la production immobilisée observée dans le réalisé. Ces achats sont symétriquement comptabilisés en production immobilisée et varient avec les montants de PI observés.

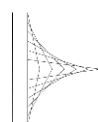
2) Explication de la demande par R-GDS

R-GDS souligne que les achats liés à la production immobilisée ne doivent pas être corrélés directement au montant total des investissements, car ils concernent des actifs spécifiques et répondent à une logique propre. L'évolution de la contrepartie des achats stockés dans la production immobilisée est basée sur le maintien du taux d'achats stockés de 2024 dans la production immobilisée, elle-même évoluant d'une année à l'autre en fonction des actifs concernés des investissements.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

La moyenne du réalisé 22-23 de la contrepartie des achats stockés dans la production immobilisée est reprise par le consultant. Cette moyenne est prise car, comme expliqué en partie VIII – Production Immobilisée, le réalisé en PI de l'année 2024 est particulier. Toutefois, le consultant ne suit pas la même trajectoire de référence pour la production immobilisée. Le calcul de la trajectoire en production immobilisée est présenté en partie VIII de ce rapport.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0.82	0.65	0.73	0.62	0.71



Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0.95	0.96	0.97	0.99	0.97
Ecart (M€)	0.14	0.31	0.24	0.36	0.26
Ecart (%)	15%	32%	25%	37%	27%

Tableau 16 – Contrepartie des achats stockés dans la production immobilisée, demande et proposition du consultant pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

L'opérateur conteste la méthode de calcul de la production immobilisée présentée au stade pré-contradictoire par le consultant. Les éléments présentés par l'opérateur figurent en partie VIII – Production Immobilisée - de ce rapport.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La moyenne du réalisé 22-23 du taux de la contrepartie des achats stockés dans la production immobilisée est reprise par le consultant. Ce taux dans la contrepartie retenu est de 11,21% sur le réalisé. Les éléments contradictoires fournis par R-GDS sur le calcul de la production immobilisée sont présentés en partie VIII.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,82	0,65	0,73	0,62	0,71
Ajusté PIA-AEC final	0,95	0,96	0,97	0,99	0,96
Ecart (M€)	0,13	0,30	0,24	0,36	0,26
Ecart (%)	16%	46%	33%	58%	37%

Tableau 17 – Contrepartie des achats stockés dans la production immobilisée, demande et proposition finale du consultant finale



B.2. Achats stockés nets de la contrepartie de la production immobilisée

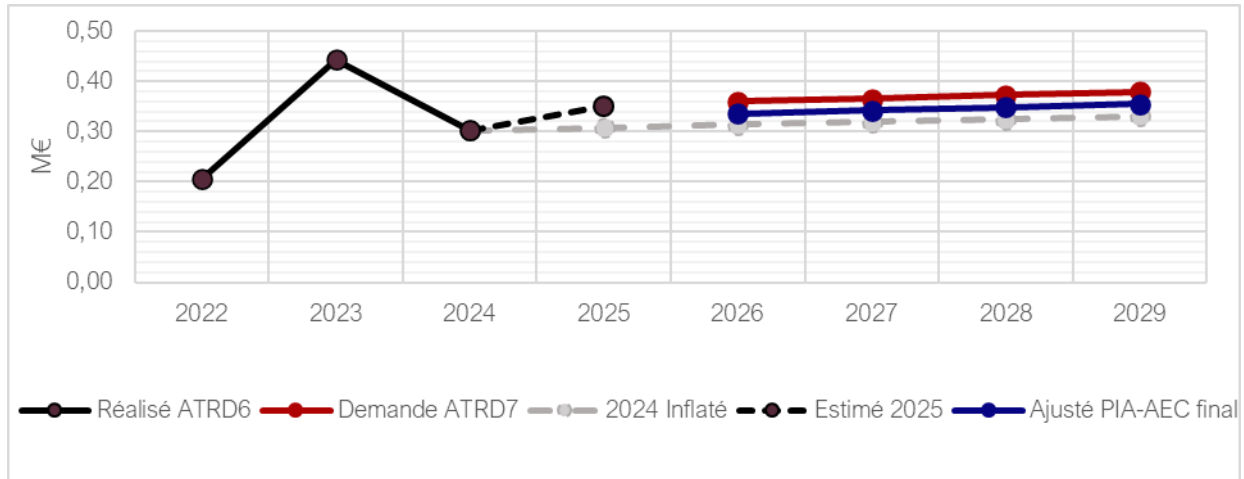


Figure 5 - Achats stockés nets de la contrepartie de la production immobilisée

1) Bilan ATRD6

Les achats stockés nets de la contrepartie de la PI dépendent des chantiers d'exploitation et sont donc variables d'une année sur l'autre. Le volume de chantiers ayant été plus important en 2023, une hausse est observée cette année (+115%), cette hausse est observée dans tous les postes directement corrélés aux chantiers d'exploitation (achats nets de la contrepartie en PI présentés dans la suite de ce rapport).

2) Explication de la demande par R-GDS

Le montant est corrélé aux chantiers d'exploitation et donc fortement fluctuant. Les achats stockés non liés à la production immobilisée correspondent à tous les autres achats de fournitures industrielles utilisables pour les chantiers d'exploitation. Le montant de ce poste, corrélé aux chantiers d'exploitation. La demande de R-GDS repose sur la moyenne de la période 22-24 inflatée.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Le montant est corrélé aux chantiers d'exploitation et donc fortement fluctuant. La valeur de référence retenue est ainsi la moyenne des achats stockés nets de la contrepartie de la production immobilisée sur 2022-2024, avec prise en compte de l'inflation et une décote de 20%.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,36	0,37	0,37	0,38	0,37
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,26	0,27	0,27	0,28	0,27
Ecart (M€)	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10
Ecart (%)	-37%	-37%	-37%	-37%	-37%



Tableau 18 – Achats stockés non liés à la production immobilisée, demande et proposition du consultant pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS indique que sa trajectoire 26-29 en achats stockés nets de la contrepartie de la PI est justifiée.

Le dossier tarifaire n'a pas détaillé d'éléments chiffrés pour justifier du niveau de charges liés aux chantiers d'exploitation.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Le consultant retient la moyenne des montants réalisés sur la période 2022-2024, puis l'ajuste à l'inflation. Cette approche permet de tenir compte de la variabilité constatée sur les chantiers d'exploitation au cours de cette période, la moyenne corrigée est donc représentative pour ce poste.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,36	0,37	0,37	0,38	0,37
Ajusté PIA-AEC	0,34	0,34	0,35	0,35	0,35
Ecart (M€)	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02
Ecart (%)	-7%	-6%	-6%	-6%	-6%

Tableau 19 – Achats stockés non liés à la production immobilisée, demande et proposition finale du consultant

C. Achats de matériels, équipements et travaux

1) Présentation du poste

Ce poste est composé des équipements travaux réseau et des équipements aménagements et installations. Il se décompose aussi en achats liés à la PI (99% du poste en 2024) et des achats non liés à la PI, utilisés principalement dans les chantiers d'exploitation.



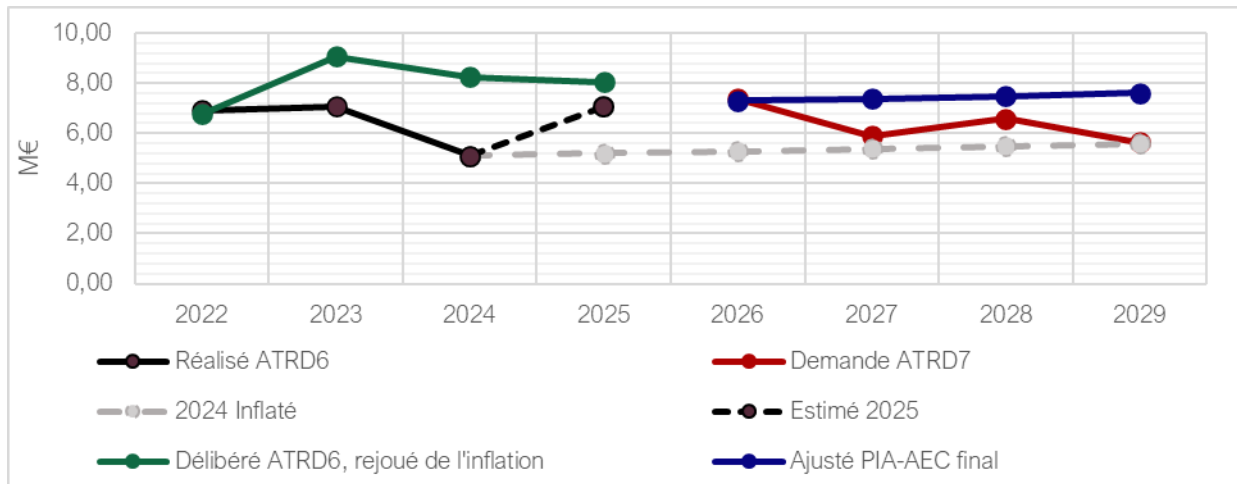


Figure 6 - Achats de matériels, équipements et travaux

2) Explication de la demande de R-GDS

La demande est obtenue par somme des achats stockés liés à la production immobilisée et non liés à la production immobilisée.

3) Synthèse du poste

Le découpage en achats liés à la PI/ non liés à la PI est conservé par le consultant. Le détail de la méthode suivie pour ces deux postes est ensuite présenté dans ce rapport.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	7,38	5,90	6,59	5,64	6,38
Ajusté PIA-AEC	7,30	7,38	7,47	7,61	7,44
Ecart (M€)	-0,09	1,47	0,88	1,97	1,06
Ecart (%)	-1%	25%	13%	35%	17%

Tableau 20 – Achats de matériels, équipements et travaux, demande et proposition finale du consultant



C.1. Contrepartie des achats de matériels, équipements et travaux dans la production immobilisée

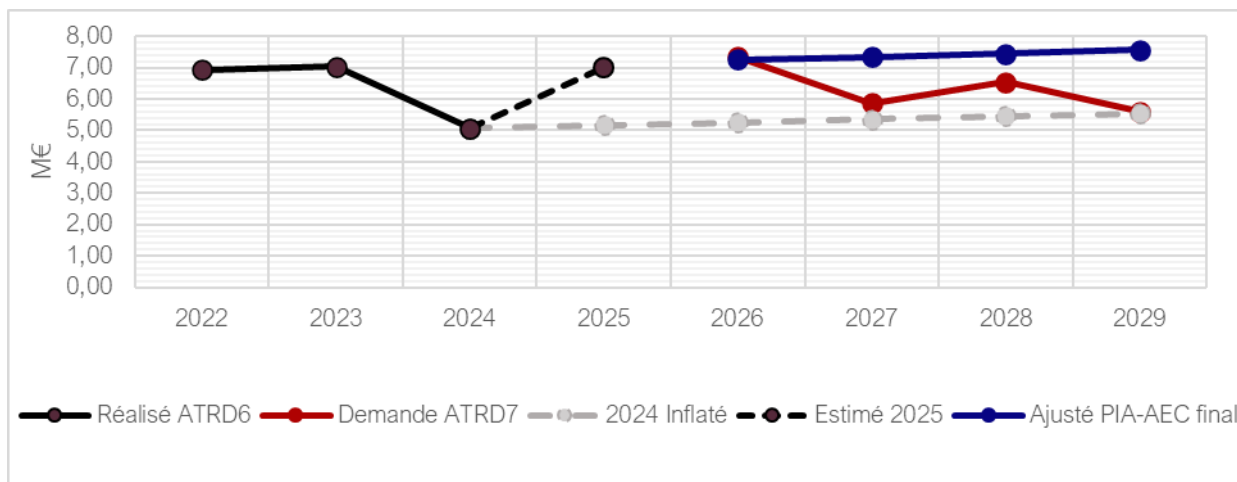


Figure 7 – Contrepartie des Achats de matériels, équipements et travaux dans la production immobilisée

1) Bilan ATRD6

La contrepartie des achats de matériels, équipements et travaux en production immobilisée suit l'évolution de la production immobilisée observée dans le réalisé. Ces achats sont symétriquement comptabilisés en production immobilisée et varient avec les montants de PI observés.

2) Explication de la demande par R-GDS

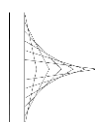
L'évolution de la contrepartie des achats de matériels, équipements et travaux dans la production immobilisée est basée sur le maintien du taux d'achats stockés de 2024 dans la production immobilisée, elle-même évoluant d'une année à l'autre en fonction du niveau des investissements liés.

3) Appréciation du niveau de la trajectoire

La moyenne du réalisé 22-23 de la contrepartie des achats stockés dans la production immobilisée est conservée. Toutefois, la trajectoire consultant en production immobilisée est différente de la demande de l'opérateur. Le calcul de la trajectoire en production immobilisée est présenté en partie VIII de ce rapport.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	7,38	5,90	6,59	5,64	6,38
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	7.38	7.42	7.52	7.61	7.48
Ecart (M€)	-0.01	1.52	0.92	1.97	1.10
Ecart (%)	0%	20%	12%	26%	15%

Tableau 21 – Achats de matériels, équipements et travaux, demande et proposition du consultant pré-contradictoire



4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur dans l'exercice contradictoire

L'opérateur conteste la méthode de calcul de la production immobilisée présentée au stade pré-contradictoire par le consultant. Les éléments présentés par l'opérateur figurent en partie VIII – Production Immobilisée - de ce rapport.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La moyenne du réalisé 22-23 du taux de la contrepartie des achats stockés dans la production immobilisée est reprise par le consultant. Cette moyenne est prise car, comme expliqué en partie VIII – Production Immobilisée, le réalisé en PI de l'année 2024 est particulier.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	7,33	5,86	6,55	5,60	6,34
Ajusté PIA-AEC final	7,27	7,35	7,45	7,58	7,41
Ecart (M€)	-0,06	1,49	0,90	1,98	1,08
Ecart (%)	-1%	25%	14%	35%	17%

Tableau 22 – Contrepartie des achats de matériels, équipements et travaux dans la PI, demande et proposition finale du consultant

C.2. Achats de matériels, équipements et travaux net de la contrepartie dans la production immobilisée

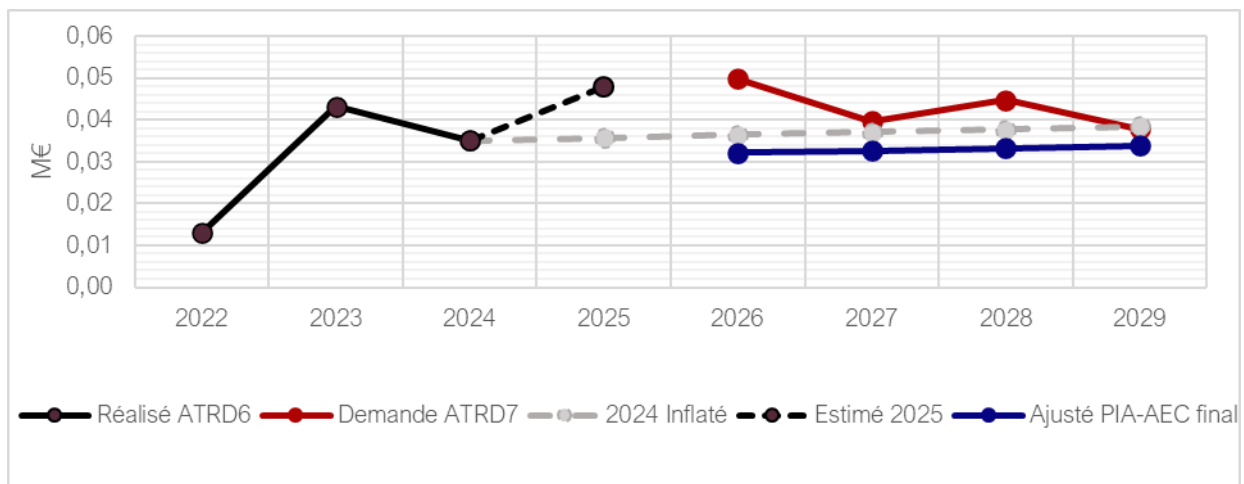


Figure 8 – Achats de matériels, équipements et travaux net de la contrepartie dans la production immobilisée

1) Bilan ATRD6

Les achats de matériels, équipements et travaux nets de la contrepartie de la PI dépendent des chantiers d'exploitation et sont donc variables d'une année sur l'autre. Le volume de chantiers ayant été plus important en 2023, une hausse est observée cette année (+234%), cette hausse



est observée dans tous les postes directement corrélés aux chantiers d'exploitation (achats nets de la contrepartie en PI présentés dans la suite de ce rapport).

2) Explication de la demande par R-GDS

Le montant est corrélé aux chantiers d'exploitation, et est donc fortement sujet à variations. Les charges non liées à la production immobilisée correspondent à tous les autres achats utilisables pour les chantiers d'exploitation.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Le montant est corrélé aux chantiers d'exploitation, et est donc fortement sujet à variations. La valeur de référence ensuite inflatée pour faire la proposition du consultant ATRD7 correspond à la moyenne du poste 2022-2024, avec une décote de 20%.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,05	0,04	0,04	0,04	0,04
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03
Ecart (M€)	-0,02	-0,01	-0,02	-0,01	-0,02
Ecart (%)	-98%	-54%	-71%	-42%	-66%

Tableau 23 – Achats de matériels, équipements et travaux net de la contrepartie dans la production immobilisée, demande et proposition du consultant pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur dans l'exercice contradictoire

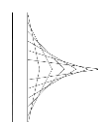
L'opérateur n'a pas fourni d'éléments complémentaires lors de l'exercice contradictoire.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Le consultant reprend la moyenne du réalisé 22-24, ensuite inflaté, étant donné que les chantiers d'exploitation sont sujets à fluctuation d'une année à l'autre.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,05	0,04	0,04	0,04	0,04
Ajusté PIA-AEC	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03
Ecart (M€)	-0,02	-0,01	-0,01	0,00	-0,01
Ecart (%)	-36%	-18%	-26%	-10%	-23%

Tableau 24 – Achats de matériels, équipements et travaux net de la contrepartie dans la production immobilisée, demande et proposition finale du consultant



D. Achats de matières et fournitures non stockées

1) Présentation du poste

Ce poste regroupe l'ensemble des fournitures utilisées pour l'exploitation courante de R-GDS, qu'il s'agisse de besoins techniques ou administratifs. Il comprend notamment : les fournitures d'entretien pour les chantiers, les petits équipements automobiles (non immobilisés), les fournitures informatiques de fonctionnement, les fournitures administratives, telles que le papier, les consommables de bureau. Ces charges sont corrélées au niveau d'activité de l'entreprise et aux besoins des différents services. Une part de ces achats est rattachée à la production immobilisée (environ 25% du total du poste), selon la nature des biens achetés et leur affectation.

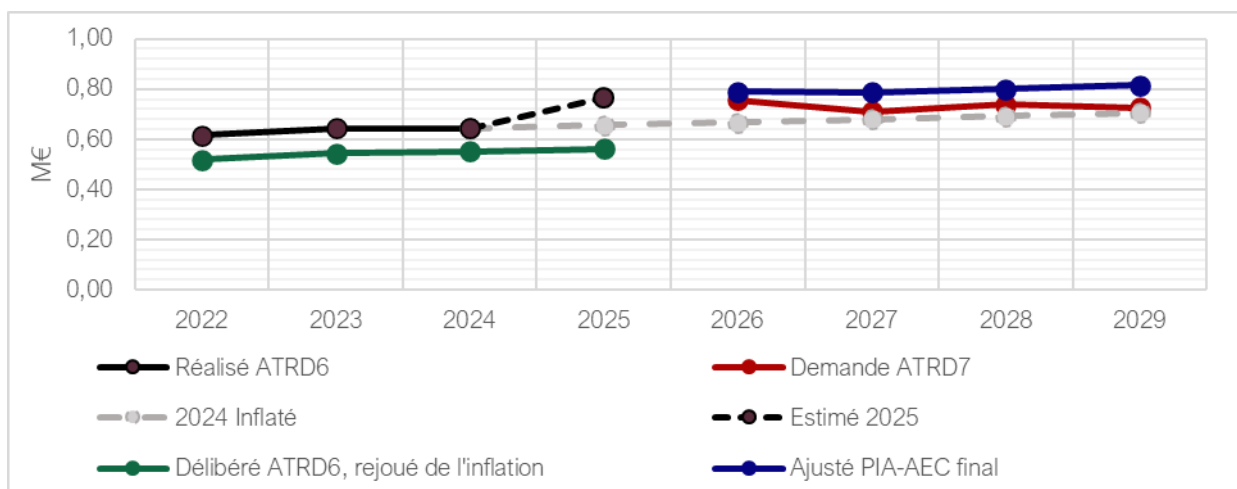


Figure 9 - Matières et fournitures non stockées

2) Explication de la demande de R-GDS

La demande est obtenue par somme des achats de matières et fournitures non stockées liés à la production immobilisée et non liés à la production immobilisée.

3) Synthèse du poste

Le découpage en achats liés à la PI/ non liés à la PI est conservé par le consultant. Le détail de la méthodologie pour ces deux postes est ensuite présenté dans ce rapport.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,76	0,71	0,74	0,72	0,73
Ajusté PIA-AEC	0,79	0,79	0,80	0,82	0,80
Ecart (M€)	0,04	0,08	0,06	0,09	0,07
Ecart (%)	5%	11%	8%	12%	9%

Tableau 25 – Achats de matières et fournitures non stockées, demande et proposition du consultant



D.1. Contrepartie des achats de matières et fournitures non stockées dans la production immobilisée

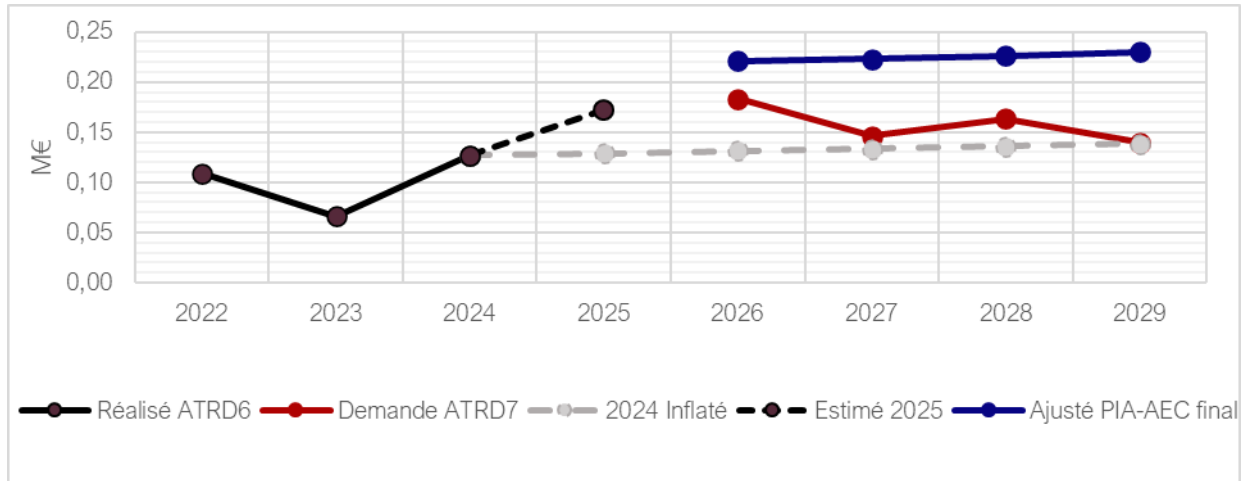


Figure 10 - Matières et fournitures liées à la PI

1) Bilan ATRD6

La contrepartie des achats de matières et fournitures en production immobilisée suit l'évolution de la production immobilisée observée dans le réalisé. Ces achats sont symétriquement comptabilisés en production immobilisée et varient avec les montants de PI observés.

2) Explication de la demande de R-GDS

Le taux de 2024 par rapport à la PI est également retenu pour ce poste.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

La moyenne du réalisé 22-23 de la contrepartie des achats stockés dans la production immobilisée est reprise par le consultant. Toutefois, le consultant ne suit pas la même trajectoire de référence pour la production immobilisée. Le calcul de la trajectoire en production immobilisée est présenté en partie VIII de ce rapport.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0.18	0.15	0.16	0.14	0.16
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0.22	0.22	0.23	0.23	0.23
Ecart (M€)	0.04	0.08	0.06	0.09	0.07
Ecart (%)	18%	35%	28%	39%	30%

Tableau 26 – Achats de matières et fournitures non stockées liés à la PI, demande et proposition du consultant pré-contradictoire



4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur dans l'exercice contradictoire

L'opérateur conteste la méthode de calcul de la production immobilisée présentée au stade pré-contradictoire par le consultant. Les éléments présentés par l'opérateur figurent en partie VIII – Production Immobilisée - de ce rapport.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La moyenne du réalisé 22-23 du taux de la contrepartie des achats stockés dans la production immobilisée est conservée par le consultant. Ce taux est représentatif du réalisé (hors année 2024 particulière pour la PI).

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,18	0,15	0,16	0,14	0,16
Ajusté PIA-AEC final	0,22	0,22	0,23	0,23	0,23
Ecart (M€)	0,04	0,08	0,06	0,09	0,07
Ecart (%)	21%	52%	38%	65%	42%

Tableau 27 – Achats de matières et fournitures non stockées liés à la PI, demande et proposition finale du consultant

D.2. Achats de matières et fournitures non stockées nets de la contrepartie liée à la production immobilisée

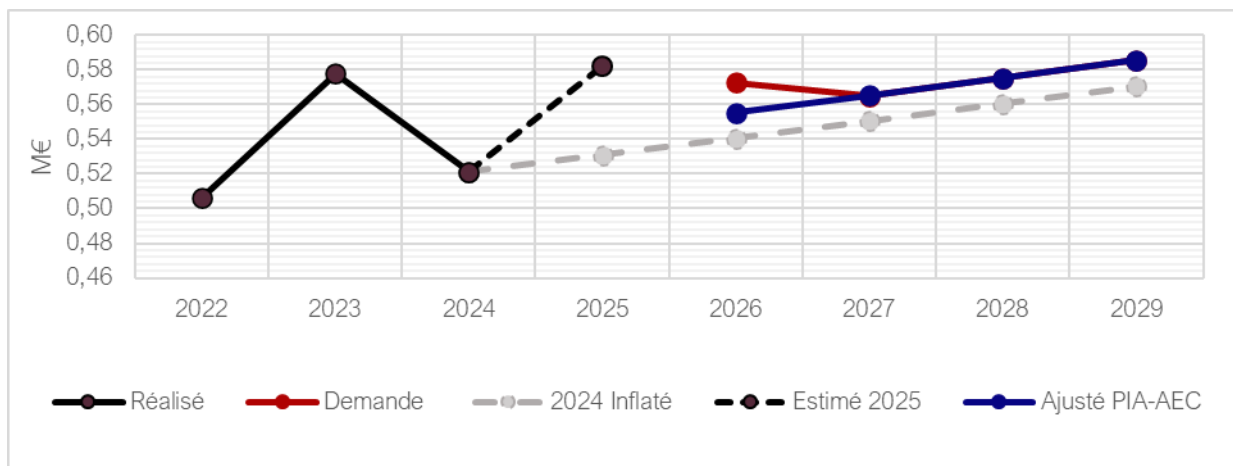


Figure 11 - Matières et fournitures non stockées non liées à la PI

1) Bilan ATRD6

Les achats de matières et fournitures non stockées non liées à la PI sont variables d'une année à l'autre en fonction de l'activité de l'opérateur. Ces achats augmentent entre 2022 et 2023 de +70k€, avant de diminuer en 2024. L'opérateur prévoit aussi une hausse en 2025.



2) Explication de la demande de R-GDS

Pour la part non liée à la PI, R-GDS a défini sa trajectoire sur la base du réalisé 2024, en incluant pour 2025 les coûts non récurrents liés au changement de logo (60k€).

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

La trajectoire du réalisé fluctue entre 2022 et 2024. La valeur retenue pour la trajectoire ATRD7 est donc la moyenne des matières et fournitures non stockées non liées à la PI sur 2022-2024, avec prise en compte de l'inflation et une décote de 20%.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,57	0,56	0,57	0,59	0,57
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,44	0,45	0,46	0,47	0,46
Ecart (M€)	-0,13	-0,11	-0,11	-0,12	-0,12
Ecart (%)	-29%	-25%	-25%	-25%	-26%

Tableau 28 – Achats de matières et fournitures non stockées non liés à la PI, demande et proposition du consultant pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur dans l'exercice contradictoire

R-GDS :

« En 2025 et 2026, l'augmentation provient de l'achat de consommables (papiers en-tête, goodies...) liés au changement de logo (environ 60 k€). »

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Le dossier tarifaire ne détaille pas d'éléments chiffrés permettant de justifier du socle du niveau de charges liés aux matières et fournitures non stockées non liées à la PI, il ne détaille pas la nature des charges en consommables liées au changement de logo de R-GDS en 2025 et 2026. Toutefois, la demande de l'opérateur est à la baisse en comparaison des montants moyens du réalisé ensuite inflaté. La trajectoire du consultant reprend donc la trajectoire de l'opérateur.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,57	0,56	0,57	0,58	0,57
Ajusté PIA-AEC	0,57	0,56	0,57	0,58	0,57
Ecart (M€)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart (%)	0%	0%	0%	0%	0%

Tableau 29 – Achats de matières et fournitures non stockées non liés à la PI, demande et proposition du consultant



E. Loyers

Ce poste regroupe les charges locatives supportées par R-GDS.

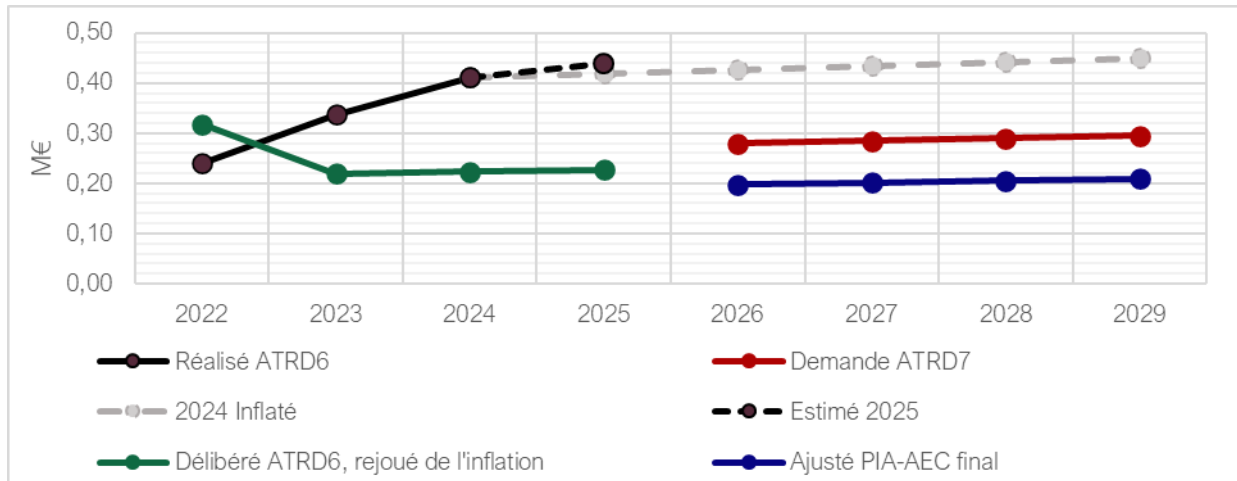


Figure 12 - Loyers

1) Bilan ATRD6

R-GDS explique que les écarts constatés entre réalisé et prévisionnel sur la période ATRD6 s'expliquent principalement par le retard dans l'acquisition du terrain rue du Doubs. Ce terrain, initialement prévu à l'achat dès 2022, n'avait plus de loyer intégré dans la trajectoire ATRD6. Or, le projet ayant été repoussé, R-GDS a continué à payer environ 160 k€/an de loyer entre 2022 et 2025.

2) Explication de la demande par R-GDS

Pour la période ATRD7, l'opérateur intègre la finalisation de l'achat avant le 30 septembre 2025, et donc ne prend plus en compte de loyer pour ce terrain à partir de 2026.

Par ailleurs, l'augmentation apparente du poste entre 2022 et 2024 (multiplié par 2,5) s'explique par une anomalie de cut-off en 2022, liée à une facturation décalée de GRTgaz pour les postes de livraison. Le montant de 2022 est donc sous-évalué. En réalité, les autres charges de location mobilière s'établissent autour de 170 k€/an en moyenne, cohérentes avec les années ATRD5 et 2024. Cette trajectoire a été reconduite pour la période ATRD7, avec une indexation sur l'inflation à partir de l'estimation 2025.



3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

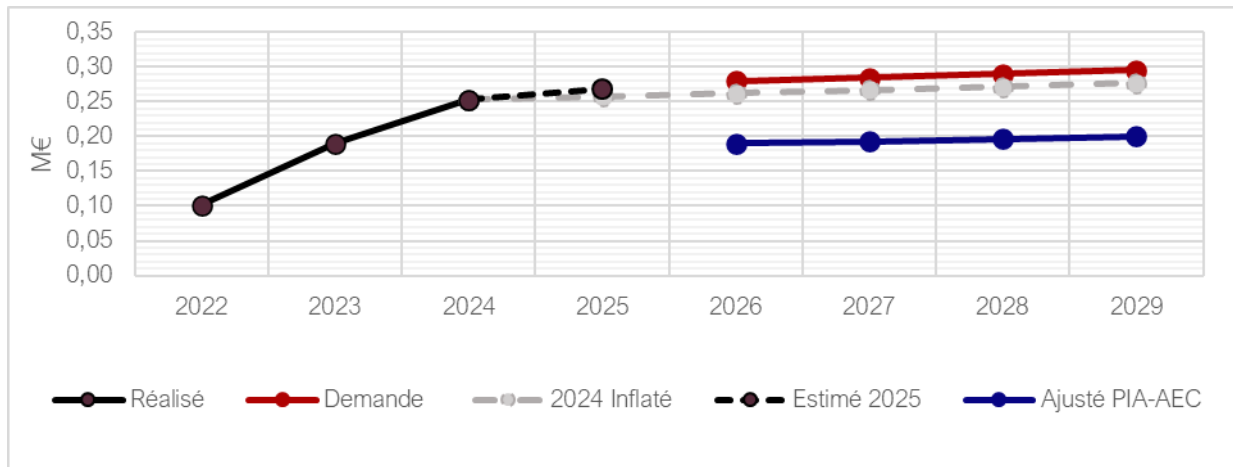


Figure 13 - Loyers retraités de la location du terrain rue du Doubs

Au regard de l'anomalie de cut-off en 2022, la valeur de référence retenue par le consultant est celle de la moyenne du réalisé sur quatre années (2021-2024), ensuite inflatée.

Les charges en locations hors terrain de la rue du Doubs indiquées par R-GDS entre 2021 et 2024 sont les suivantes :

M€	2021	2022	2023	2024	Moyenne
R-GDS, Total location hors terrain de la RDD	0,19	0,10	0,19	0,25	0,183

Tableau 30 – Loyers, retraités de la location du terrain rue du Doubs, R-GDS

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,28	0,28	0,29	0,30	0,29
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,19	0,20	0,20	0,21	0,20
Ecart (M€)	-0,09	-0,09	-0,09	-0,09	-0,09
Ecart (%)	-44%	-44%	-44%	-44%	-44%

Tableau 31 – Loyers, demande et proposition du consultant pré-contradictoire

4) Eléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS :

« Pourquoi partir d'une moyenne à compter de 2021 qui concerne la période ATRD5 et ne pas prendre en compte le dernier prévisionnel connu au titre de l'année 2025 et dont la période concerne l'ATRD6 ?

A noter que RGDS a pris en compte les hausses de location de matériels de chantier qui ont doublé en 2024 par rapport à 2022 et 2023.



Les prévisions de l'année 2025 sont également à la hausse (+10 k€). »

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

L'anomalie de cut-off, liée à un décalage de facturation de GRTgaz, entraîne une sous-estimation des charges de loyers lorsque la moyenne du réalisé est prise comme référence. L'intégration de l'année 2021 permet de consolider cette référence. En revanche, l'année 2025 étant prévisionnelle, elle ne peut être retenue comme base pour définir la trajectoire des charges de loyers sur la période 2026–2029.

La trajectoire du consultant prend donc comme référence la moyenne du réalisé 21–24, ensuite inflaté.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,28	0,28	0,29	0,30	0,29
Ajusté PIA-AEC final	0,20	0,20	0,21	0,21	0,20
Ecart (M€)	-0,08	-0,08	-0,08	-0,09	-0,08
Ecart (%)	-29%	-29%	-29%	-29%	-29%

Tableau 32 – Loyers, demande et proposition finale du consultant

F. Redevances

F.1. Synthèse du poste

Le poste redevances est composé d'une redevance d'occupation des sols et d'une redevance de droit de contrôle.

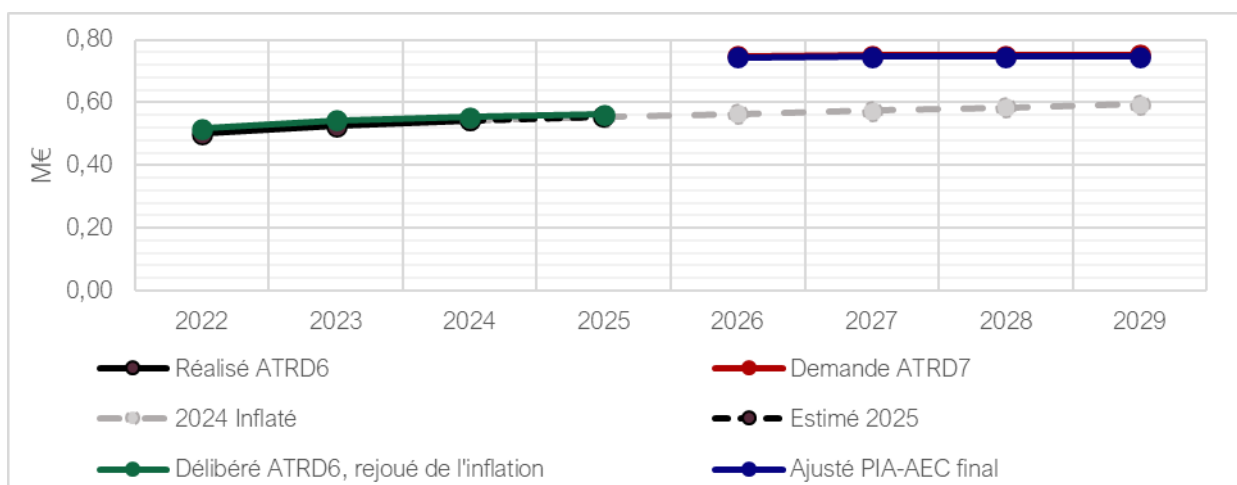


Figure 14 - Redevances

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
----	------	------	------	------	---------



Demande R-GDS	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75
Ajusté PIA-AEC final	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75
Ecart (M€)	0,00	0,00	0,00	-0,01	0,00
Ecart (%)	0%	0%	-1%	-1%	-1%

Tableau 33 – Redevances, demande et proposition finale du consultant

F.2. Redevances d'occupation des sols

La redevance d'occupation des sols, ou redevance d'occupation du domaine public (RODP) est incluse, pour la partie ville de Strasbourg, dans le nouveau contrat de concession entre la ville de Strasbourg et R-GDS. Ce nouveau contrat entraîne une augmentation de la redevance de droit de contrôle à partir de 2026. La RODP évolue quant à elle de l'inflation.

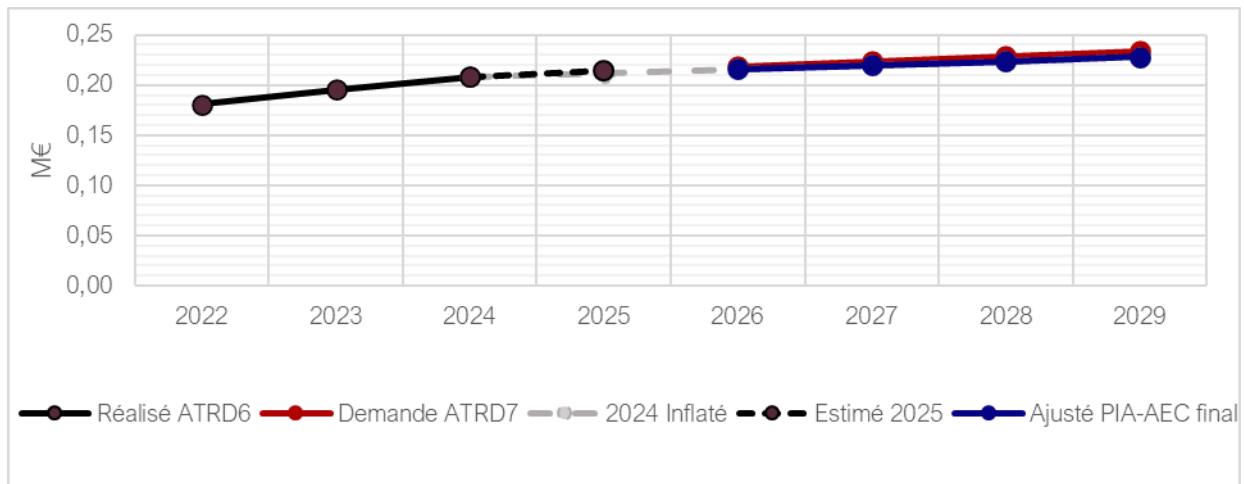


Figure 15 - Redevances d'occupation des sols

1) Bilan ATRD6

La redevance d'occupation des sols augmente légèrement plus vite que l'inflation sur le réalisé :

M€	2022	2023	2024
Réalisé R-GDS, RODP	181	195	208
Réalisé 2022 R-GDS, ensuite inflaté	181	189	199

Tableau 34 – Réalisé et 2022 inflaté RODP

2) Explication de la demande par R-GDS

Ce sous poste est calculé en fonction du réalisé 2024 inflaté.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Le consultant conserve la méthode de calcul à l'aide du réalisé 2024 ensuite inflaté.



M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,22	0,22	0,23	0,23	0,23
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,22	0,22	0,22	0,23	0,22
Ecart (M€)	0,00	0,00	0,00	-0,01	0,00
Ecart (%)	-1%	-2%	-2%	-3%	-2%

Tableau 35 – Redevances d'occupation des sols, demande et proposition du consultant pré-contradictoire

4) Elements complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

RGDS:

"Pourquoi ces écarts ? Mauvaise chronique d'inflation ?"

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La chronique d'inflation utilisée par l'opérateur. La référence est prise au réalisé 2024, ensuite inflaté pour la prochaine période tarifaire.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,22	0,22	0,23	0,23	0,23
Ajusté PIA-AEC final	0,22	0,22	0,22	0,23	0,22
Ecart (M€)	0,00	0,00	0,00	-0,01	0,00
Ecart (%)	-1%	-2%	-2%	-3%	-2%

Tableau 36 – Redevances d'occupation des sols, demande et proposition finale du consultant

F.3. Redevances de droit de contrôle

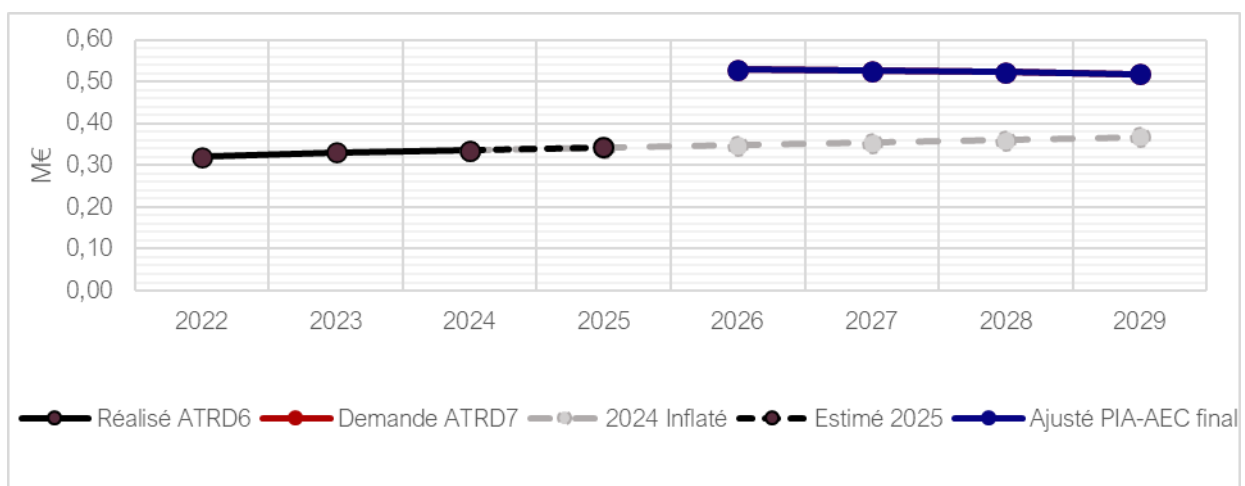


Figure 16 - Redevances de droit de contrôle

1) Bilan ATRD6

Le réalisé de la redevance de droit de contrôle dépend des contrats de concession effectués avec les autorités concédentes. Depuis le transfert de la compétence énergie à l'Eurométropole de Strasbourg par la loi MAPTAM en 2015, celle-ci est devenue l'interlocutrice de R-GDS pour la distribution de gaz, bien que les contrats actuels restent communaux. R-GDS dispose de 31 contrats de concession hétérogènes, arrivant à échéance entre 2021 et 2050. Face à l'expiration de trois contrats en 2021, l'Eurométropole a engagé une harmonisation de l'ensemble des contrats selon le modèle FNCCR validé en octobre 2023. Un contrat unique couvrira ainsi tout le territoire péréqué dès janvier 2026, pour une durée de 20 ans.

2) Explication de la demande par R-GDS

[Confidentiel]

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

La méthode de calcul et les résultats de l'opérateur sont conservés par le consultant.

Nous attirons l'attention de la CRE sur une hausse très significative du montant de la redevance demandée par l'opérateur, consécutive à la signature d'un nouveau contrat de concession. L'opérateur explique appliquer la méthodologie issue du contrat type FNCCR / France urbaine / GRDF, imposée par l'autorité concédante de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS), pour calculer la redevance R1. [Confidentiel]

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,53	0,53	0,52	0,52	0,52
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,53	0,53	0,52	0,52	0,52
Ecart (M€)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart (%)	0%	0%	0%	0%	0%

Tableau 37 –Redevance de droit de contrôle, demande et proposition du consultant pré-contradictoire

4) Eléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

L'opérateur n'a pas apporté d'élément complémentaire lors de l'exercice contradictoire.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire pré-contradictoire du consultant est conservée. La trajectoire finale reproduit la demande de l'opérateur.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
----	------	------	------	------	---------



Demande R-GDS	0,53	0,53	0,52	0,52	0,52
Ajusté PIA-AEC final	0,53	0,53	0,52	0,52	0,52
Ecart (M€)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart (%)	0%	0%	0%	0%	0%

Tableau 38 –Redevance de droit de contrôle, demande et proposition finale du consultant

G. Services extérieurs, entretien et maintenance

G.1. Synthèse du poste

Ce poste regroupe les dépenses externes liées à l'exploitation et à la maintenance du réseau et des équipements de R-GDS, avec notamment :

- Sous-traitance (notamment informatique, réglementaire, chantiers spécifiques)
- Entretien et réparation – biens immobiliers
- Entretien des réseaux
- Entretien et réparation – matériel de transport
- Entretien et réparation – mobiliers et matériels de bureau
- Maintenance (divisée entre SI et hors SI)

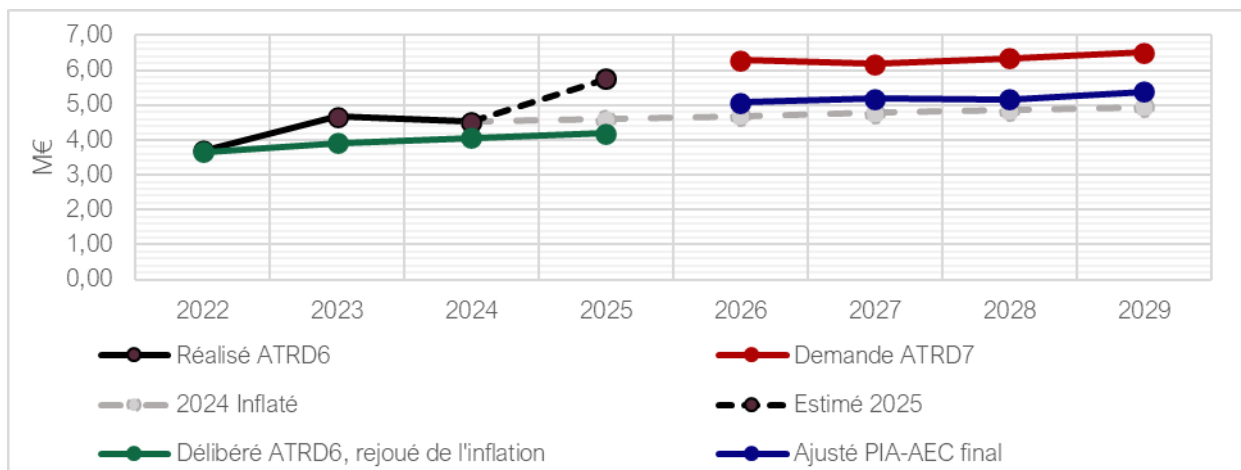


Figure 17 - Services extérieurs, entretien et maintenance

1) Bilan ATRD6

R-GDS justifie un écart moyen de +13% par rapport à la trajectoire délibérée en ATRD6 du fait de l'augmentation de plusieurs sous-postes, en particulier du fait d'une hausse de la sous-traitance SI après le changement de logiciel client (Haulogy, +0,5 M€ en 2023), une intensification des chantiers d'entretien réseau, notamment dépose de canalisations acier et pose de DPBE et des coûts normatifs sous-estimés sur la période tarifaire.



2) Explication de la demande par R-GDS

La trajectoire ATRD7 est également à la hausse en comparaison du réalisé 2024, ces hausses sont détaillées dans la suite de ce rapport, elles sont réparties entre différents postes.

3) Appréciation du niveau de la trajectoire

La trajectoire proposée par le consultant est obtenue par somme des sous postes présentés ensuite.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	6,30	6,18	6,34	6,51	6,33
Ajusté PIA-AEC	5,07	5,18	5,17	5,38	5,20
Ecart (M€)	-1,22	-1,00	-1,17	-1,14	-1,13
Ecart (%)	-19%	-16%	-19%	-17%	-18%

Tableau 39 – Services extérieurs, entretien et maintenance, demande et proposition du consultant

G.1. Sous-traitance

Le sous poste sous-traitance est composé de la sous-traitance SI, de la sous-traitance émissions de méthane, CI-CM, stratégie climat, et les autres sous-traitances.

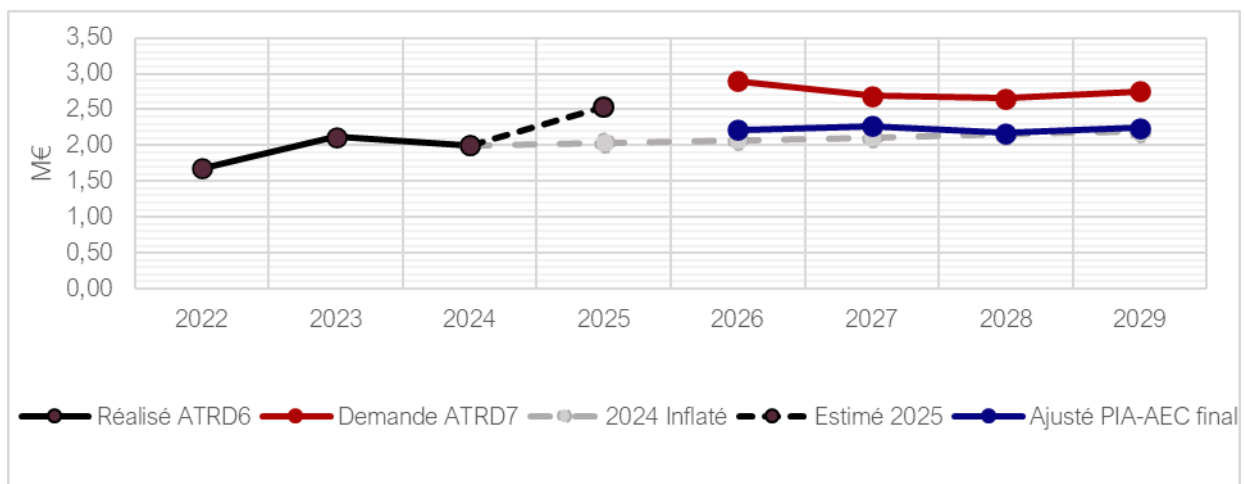


Figure 18 –Sous-traitance

1) Bilan ATRD6

L'évolution de ce poste est fonction de l'activité de l'opérateur. Les données délibérées en services extérieurs avaient été construites sur la base du réalisé, en intégrant les coûts liés aux nouveaux projets ATRD6, tel que la dépose de canalisation en aciers. La progression en 2023 de la sous-traitance s'explique en particulier par un recours plus important à la sous-traitance SI (+0,5 M€) en suite du changement de logiciel de gestion de la clientèle Haulogy en octobre 2022.



2) Explication de la demande par R-GDS

L'opérateur explique que l'évolution de ce poste résulte de l'évolution des obligations réglementaires et des besoins SI. Le détail des nouveaux projets et obligations sur le territoire est la base de la demande de la prochaine période tarifaire de l'opérateur. La demande de l'opérateur s'appuie sur un niveau de sous-traitance, auquel est ajouté la somme des nouveaux projets pour la prochaine période tarifaire.

Ces nouveaux projets comprennent :

k€	2026	2027	2028	2029
Prestation d'inspection des CI-CM	[Confidentiel]			
Accompagnement méthodologie et facteurs d'émissions				
Coût véhicule pour agent de terrain				
Accompagnement pour les reportings				
Bureau de contrôle (vérification des rapports sur les émissions)				
Démarche DECARBON (bilan carbone)				
Mise en place d'une stratégie climat (accompagnement ADEME)				
Préparation au contexte CSRD				
Elaboration des feuilles de route (AMO)				

Tableau 40 – Sous-traitance, nouveaux projets identifiés par l'opérateur et coûts associés

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

On observe une forte inflation de la sous-traitance de R-GDS en termes de sous-traitance depuis 2022, à la fois en termes de sous-traitance SI, et en sous-traitance émission de méthane, CI-CM, stratégie climat. La trajectoire de l'opérateur prend en compte l'estimé 2025, ensuite augmenté des nouveaux projets identifiés par R-GDS. Certains projets (CI-CM par exemple, montant le plus important pour les charges supplémentaires en sous-traitance) sont déjà en cours sur l'ATRD6. La trajectoire des charges en sous-traitance ayant déjà été faite en fonction des travaux prévus sur l'ATRD6, des données supplémentaires sont nécessaires pour évaluer le socle des charges en sous-traitance de l'opérateur.

Dans l'attente du réalisé 2021 et de votre justification précédente, la trajectoire consultant retient la moyenne du réalisé (22-24), avec une décote de 20% et inflatée pour la prochaine période tarifaire.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	2,90	2,69	2,65	2,76	2,75



Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	1,60	1,63	1,66	1,69	1,65
Ecart (M€)	-1,30	-1,06	-0,99	-1,06	-1,10
Ecart (%)	-81%	-65%	-60%	-63%	-67%

Tableau 41 – Sous-traitance, demande et proposition du consultant pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS:

[Confidentiel] Les charges présentées par R-GDS sont les suivantes:

k€	2022,	2023	2024
Entretien postes et stations d'injection de biométhane	[Confidentiel]		
Maintenance MPC et toutes pressions			
Enlèvement et modification branchements			
Enlèvement branchements et endommagement cana pour tiers			
Gestion des archives GRD			
Mission sécurité et conformité			
Origaz			
Intervention sécurité, astreinte tel 24/			
Audit/dossier adminis clts,cus,fournisse + études chantiers non réalisés			
VPE			
Frais communs des services			
Changement d'identité RGDS			
Système de performance (QSE)			
Médecine Travail et Medecin contrôle			
SI			
S/T DDC			
RSE			



Bâtiment PDH - Frais communs + Bâtiment A et B - Abords-Parkings			
Petits outillages			
Récupération de déchets			
Entretien stations GNV			
Prestas filiales			
Total S/T	1679	2116	2002

Tableau 42 – Socle des charges de sous-traitance de R-GDS, 2022-2024

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Dans le périmètre des charges de sous-traitance constatées par l'opérateur, certaines dépenses ne sont pas reprises par le consultant dans la trajectoire projetée. En particulier :

- Le poste Origaz, apparu uniquement à partir de 2024, pour lequel le dossier tarifaire n'a pas détaillé la demande de l'opérateur. La nature de ce poste n'est pas détaillé.
- Le changement d'identité de R-GDS, considéré comme un événement ponctuel, ce qui ne peut constituer une base de référence pour les charges futures.
- La sous-traitance de la qualité, santé et environnement (QSE) à partir de 2023 pour des montants de 106k€ en 2023 et 126k€ en 2024 n'a pas été explicitée dans le dossier tarifaire de l'opérateur et justifiée dans le cadre des besoins de l'activité de GRD. Aucune obligation réglementaire de cette nature n'est mentionnée dans le dossier ni identifiée.

Par ailleurs, comme précisé par R-GDS, la hausse des charges de sous-traitance SI observée en 2023 est particulière. En conséquence, seules les années 2022 et 2024 sont prises en compte pour établir une moyenne de référence sur ce poste.

À cette base retraitée sont ensuite ajoutés les nouveaux projets présentés par R-GDS dans son dossier tarifaire, afin de construire la trajectoire projetée des charges de sous-traitance.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	2,90	2,69	2,65	2,76	2,75
Ajusté PIA-AEC final	2,21	2,27	2,18	2,24	2,23
Ecart (M€)	-0,69	-0,42	-0,48	-0,51	-0,52
Ecart (%)	-24%	-16%	-18%	-19%	-19%

Tableau 43 – Sous-traitance, demande et proposition finale du consultant

G.2. Entretien et réparation – biens immobiliers

Ce poste comprend les charges d'entretien et de réparations des mobiliers, matériels de bureau et matériels divers. Il comprend notamment les prestations liées à l'entretien du bâtiment (ménage et réparations).



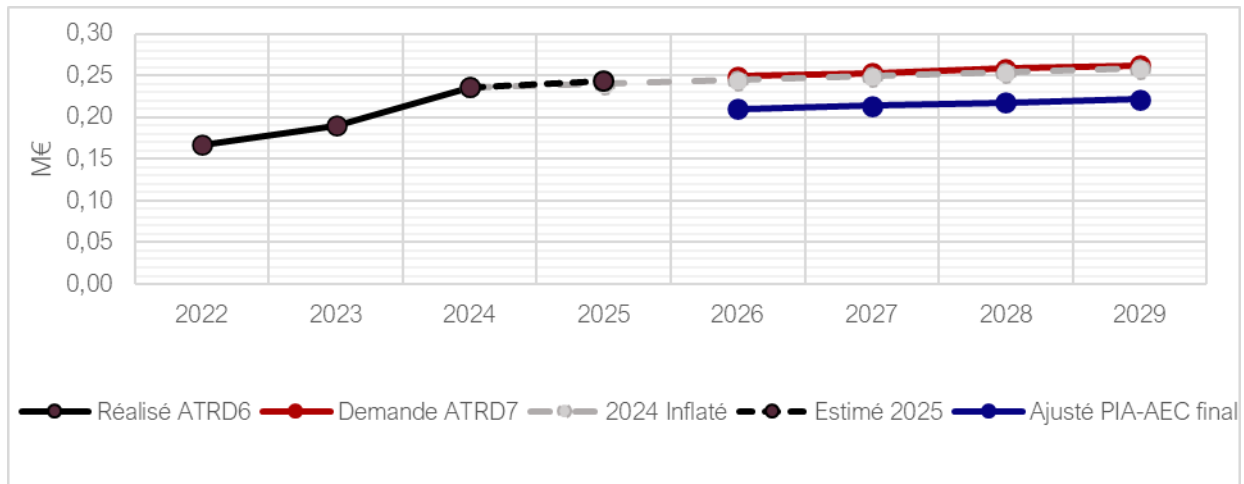


Figure 19 – Entretien et réparation – biens immobiliers

1) Bilan ATRD6

Les montants normatifs en entretien et réparation des biens immobiliers sont retrouvés en 2024 après sous-exécution pendant la période post-Covid,

2) Explication de la demande par R-GDS

La demande de l'opérateur est calée sur ce le niveau du réalisé 2024 et ensuite indexée sur l'inflation.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

La période Post-Covid, pour l'entretien du bâtiment (les prestations de ménages...) ne s'étend pas jusqu'à 2023, année pour laquelle les charges du réalisé sont bien inférieures à la demande ATRD7. La position du consultant est donc de prendre comme année de référence 2022, ensuite inflatée.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,25	0,25	0,26	0,26	0,26
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,17	0,18	0,18	0,18	0,18
Ecart (M€)	-0,08	-0,08	-0,08	-0,08	-0,08
Ecart (%)	-44%	-44%	-44%	-43%	-44%

Tableau 44 – Entretien et réparation – biens immobiliers, demande et proposition du consultant pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

RGDS a produit et joint au consultant le détail des comptes d'entretien et réparation des biens immobiliers, sur les exercices 2023 et 2024.



R-GDS :

[Confidentiel]

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire proposée par le consultant s'appuie sur la moyenne du réalisé 2022–2024, ensuite ajustée par l'inflation. Les charges liées à l'entretien et à la réparation des biens immobiliers sont en hausse sur cette période, avec une augmentation de +41 % entre 2022 et 2024.

Même en tenant compte d'une fréquence accrue des incidents liée à la vétusté des locaux, cette hausse apparaît significative. De plus, la part des travaux d'entretien dans les charges totales varie fortement : elle représente 2 % en 2023, contre 15 % en 2024, ce qui souligne le caractère exceptionnel des charges de 2024.

Malgré cette variabilité, l'année 2024 est conservée dans la moyenne de référence retenue pour construire la trajectoire.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,25	0,25	0,26	0,26	0,26
Ajusté PIA-AEC final	0,21	0,21	0,22	0,22	0,22
Ecart (M€)	-0,04	-0,04	-0,04	-0,04	-0,04
Ecart (%)	-16%	-16%	-16%	-15%	-16%

Tableau 45 – Entretien et réparation – biens immobiliers, demande et proposition finale du consultant

G.3. Entretien des réseaux

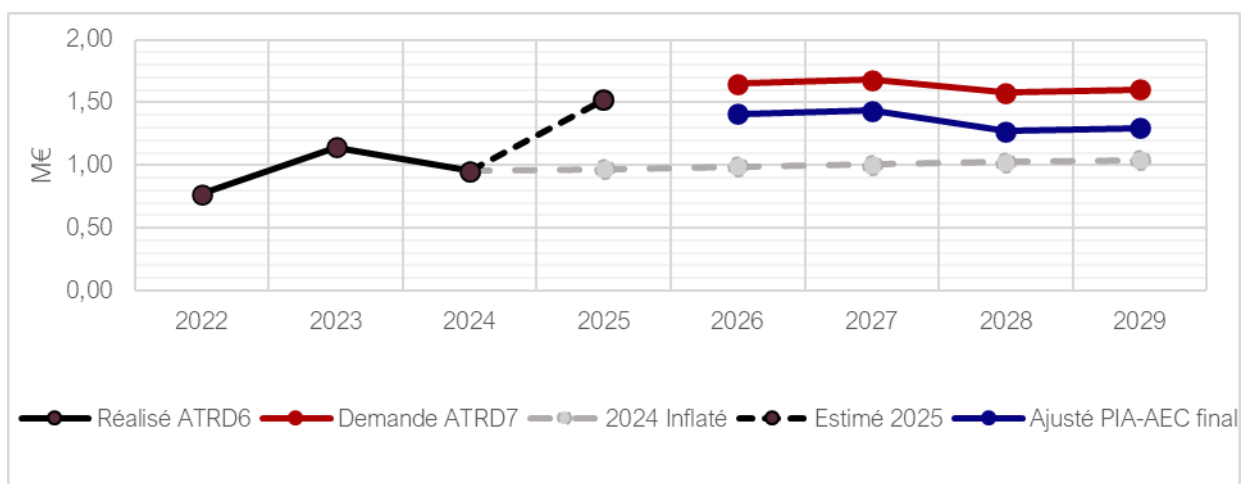


Figure 20 - Trajectoire du poste « entretien des réseaux »



1) Bilan ATRD6

La pose de DPBE a commencé en 2022 avec un nombre annuel moyen de 1600 poses par an et qui devrait atteindre 2000 poses par an sur la période ATRD7. Il n'existe pas de délibéré à la maille de ce sous-poste.

2) Explication de la demande par R-GDS

L'évolution de ce poste résulte en particulier des Nouveaux projets et obligations sur le territoire de R-GDS et notamment DPBE, branchements inactifs et points singuliers. Le socle du réalisé est augmenté de ces charges.

La pose de DPBE a commencé en 2022 avec un nombre annuel moyen de 1600 poses. RGDS prévoit une augmentation du volume annuel moyen qui doit atteindre 2000 poses sur la période ATRD7. Les sécurisations de branchements inactifs et l'entretien et la maintenance des points inactifs commencent à partir de 2025. La trajectoire d'augmentation de pose de DPBE de l'opérateur découle d'une politique de sécurité industrielle qui vise à supprimer les conséquences des risques liés aux déboitements de viroles. La trajectoire de R-GDS s'appuie sur un prix unitaire du DPBE de [Confidentiel] en 2026, ensuite inflaté sur l'ATRD7 avec ce même volume de 2000 poses annuelles.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Des projets déjà en cours sont comptabilisés en tant que nouveaux projets, comme avec la pose de DPBE. L'augmentation de 1600 poses/an en ATRD6 (coût unitaire de [Confidentiel]), à 2000 (coût unitaire de [Confidentiel] dans la trajectoire) n'explique pas pourquoi le coût unitaire de pose augmente. Pour apprécier correctement la trajectoire ATRD7, une analyse supplémentaire du socle réalisé est nécessaire.

Dans l'attente de données supplémentaires, la trajectoire consultant prend en compte la moyenne du réalisé 22-24, avec une décote de 20% et inflatée.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	1,65	1,68	1,58	1,61	1,63
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,79	0,81	0,82	0,84	0,81
Ecart (M€)	-0,86	-0,88	-0,76	-0,77	-0,82
Ecart (%)	-108%	-108%	-92%	-92%	-100%

Tableau 46 – Entretien des réseaux, demande et proposition du consultant pré-contradictoire

4) Eléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS:

“Les poses de DPBE sont considérées comme étant de nouvelles obligations du fait qu'elles n'ont démarré qu'en période ATRD6 et se poursuivront en période ATRD7 (avec une augmentation du volume à traiter).”



L'augmentation du coût unitaire entre la période ATRD6 et la période ATRD7 n'est que de 5,5%, liée à l'inflation et à l'augmentation prévisible du coût de la sous-traitance.

Le détail des charges entretien réseau a été joint au consultant par l'opérateur.

Sur les 3 années de la période tarifaire ATRD6 (2022-2026), ce sont globalement les mêmes typologies de coûts qui reviennent et qui sont liés à l'activité d'exploitation de RGDS comme les déposes de canalisation acier, la pose de DPBE, l'entretien des postes d'injection biométhane, l'entretien de la protection cathodique des canalisations en acier, etc...

Comme le montre le fichier détaillé, ces charges sont récurrentes et répondent aux missions d'un GRD d'assurer l'entretien de ses ouvrages afin de garantir la sécurité des personnes et des biens. Ces coûts sont bien évidemment voués à continuer sur la prochaine période tarifaire. »

k€	2022	2023	2024
Maintenance toutes pressions	[Confidentiel]		
Réparations de fuite hors MPC			
Entretien organes de coupure hors MPC			
Entretien postes DP			
Entretien poste client			
Entretien poste de livraison			
Entretien poste station d'injection biométhane			
Entretien, renouvel et exploitation PC			
Travaux de maintenance MPC			
Réparation de fuites MPC			
Surveillance travaux de tiers et IC			
Dépose cana acier			
DPBE			
Enlèvement modification et déplacements branchements			
Réparation fuites branchements			
Entretien branchements et coffrets			
Réparations coffret en élévation			
TOTAL compte	771,13	1143,91	953,94



[Confidentiel]

Figure 21 – Entretien des réseaux – détail des charges de R-GDS

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Outre la hausse des DPBE constatée sur la période 2022–2024, le deuxième poste le plus important en matière de charges d'entretien des réseaux concerne la dépose de canalisations en acier. Ce poste représente 16 % des charges en 2022, 30 % en 2023, puis retombe à 8 % en 2024.

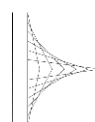
La hausse marquée observée en 2023 apparaît comme exceptionnelle au regard du reste du réalisé. En conséquence, le consultant retient pour ce poste une moyenne des années 2022 et 2024 pour lisser cet effet ponctuel dans la trajectoire projetée. Le dossier tarifaire ne comporte pas d'élément permettant d'expliquer cette hausse singulière.

Les charges liées aux points singuliers et à la sécurisation des branchements inactifs sont, quant à elles, intégralement reprises par le consultant.

S'agissant des DPBE, le consultant conserve le prix unitaire d'installation constaté sur la période 2022–2024, corrigé de l'inflation. En euros 2024, cela revient à un prix de [Confidentiel] et non pas [Confidentiel] comme indiqué dans l'analyse pré-contradictoire. Ce montant est ensuite projeté en l'indexant sur l'inflation, et en l'appliquant à la nouvelle hypothèse d'installation de 2 000 unités par an présentée par R-GDS. [Confidentiel]

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	1,65	1,68	1,58	1,61	1,63
Ajusté PIA-AEC final	1,41	1,44	1,27	1,30	1,35
Ecart (M€)	-0,24	-0,25	-0,31	-0,31	-0,28
Ecart (%)	-15%	-15%	-19%	-19%	-17%

Tableau 47 – Entretien des réseaux, demande et proposition finale du consultant



G.4. Entretien et réparation – Matériel de transport

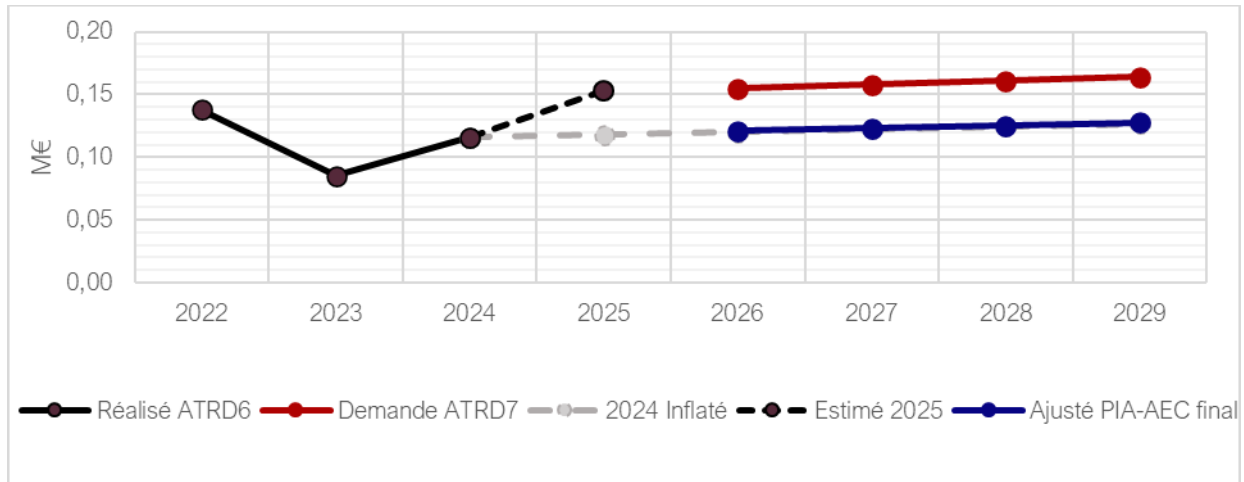


Figure 22 – Entretien et réparation – Matériel de transport

1) Bilan ATRD6

R-GDS indique que le poste entretien et réparation des matériels de transport est historiquement très fluctuant, comme observé en ATRD5 et ATRD6. Ce poste dépend charges en entretien pour les véhicules

2) Explication de la demande par R-GDS

R-GDS indique que le poste « entretien et réparation des matériels de transport » présente une forte variabilité historique, déjà observée lors des périodes ATRD5 et ATRD6. Pour l'ATRD7, la trajectoire retenue s'appuie sur une hausse constatée du nombre de sinistres, entraînant une augmentation des coûts d'assurance automobile, estimée à plus de 15 % sur les dernières années.

La trajectoire proposée par l'opérateur est fondée sur l'estimé 2025, revalorisé ensuite par l'inflation. L'augmentation de 32 % entre le réalisé 2024 et cet estimé 2025 est attribuée à la hausse des sinistres. Toutefois, le dossier tarifaire ne précise ni la méthode de chiffrage de cette évolution, ni les raisons pour lesquelles ce niveau de charges serait reconduit de manière stable sur l'ensemble de la période ATRD7.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Le poste entretien et réparation des matériels de transport étant très fluctuant, le choix du consultant est de prendre la moyenne des charges de ce poste sur la période ATRD5-ATRD6 en réalisé, et ensuite de l'inflater pour la prochaine période tarifaire.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,16	0,16	0,16	0,16	0,16
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11



Ecart (M€)	-0,05	-0,05	-0,05	-0,05	-0,05
Ecart (%)	-45%	-45%	-45%	-45%	-45%

Tableau 48 – Matériel de transport, demande et proposition du consultant pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur dans l'exercice contradictoire

R-GDS :

« La période ATRD5 (avant 2022) n'est pas dans l'objet de l'audit d'autant plus que certains postes ont été impactés par la crise sanitaire, notamment 2020 et 2021, il faudrait donc à minima neutraliser ces 2 années. »

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Pour ne pas considérer les années impactées par la crise sanitaire, le consultant prend comme référence la moyenne du réalisé 22-24, ensuite inflatée.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,16	0,16	0,16	0,16	0,16
Ajusté PIA-AEC final	0,12	0,12	0,13	0,13	0,12
Ecart (M€)	-0,03	-0,03	-0,04	-0,04	-0,04
Ecart (%)	-22%	-22%	-22%	-22%	-22%

Tableau 49 – Matériel de transport, demande et proposition finale du consultant

G.5. Entretien et réparation – Mobiliers – matériels de bureau et matériels divers

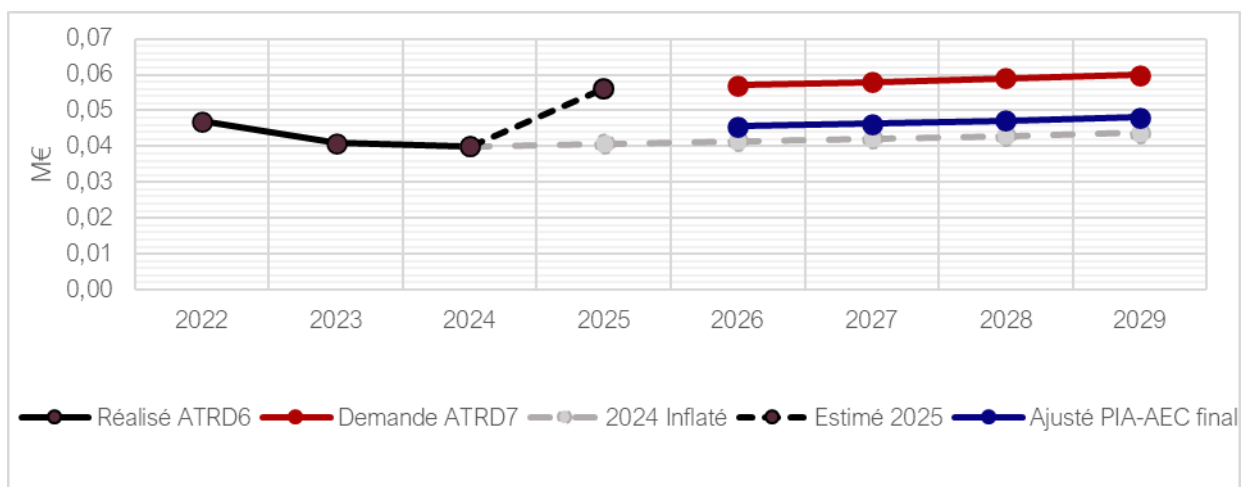


Figure 23 – Entretien et réparation – Mobiliers – matériels de bureau et matériels divers



1) Bilan ATRD6

R-GDS explique que l'augmentation de 40 % entre 2024 et l'estimé 2025 sur le poste entretien et réparation des mobiliers et matériels de bureau est liée à l'apparition de nouveaux coûts d'entretien consécutifs à la mise en service de la plateforme R-Hyfie.—.

2) Explication de la demande par R-GDS

La trajectoire évolue ensuite uniquement selon l'inflation. Le surplus lié aux frais supplémentaire est de 11k€/an (la moyenne du réalisé 22-24 en euros 2024 étant de 44k€/an et celle de la demande en euros 2024 de 55k€/an).

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

L'activité de l'opérateur est stable dans le temps, les charges observées relatives aux mobiliers, matériels de bureau et autres équipements divers forment un socle constant sur le réalisé et reflètent les frais de fonctionnement usuels en fournitures. Les dépenses associées à la plateforme R-Hyfie ne sont, quant à elles, pas intégrées à la trajectoire de la prochaine période tarifaire, comme précisé dans la section relative aux frais de recherche du présent rapport.

4) Elements complémentaires apportés par l'opérateur dans l'exercice contradictoire

R-GDS:

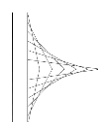
"Il ne faut pas confondre frais de R&D&I et frais d'entretien récurrent. Il s'agit bien ici des frais d'entretien de la plate-forme R-Hyfie."

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire consultant prend comme référence la moyenne du réalisé ensuite inflatée. L'augmentation de 16 k€ liée à l'entretien de la plateforme R-Hyfie est en l'état retraitée des charges de R-GDS. Cela du fait que la plateforme est une partie mineure de l'activité de l'opérateur et cela ne justifie pas une augmentation de cette part des charges en entretien et réparation des matériels de bureau et divers de l'opérateur. Par ailleurs, le consultant laisse à la CRE le soin de statuer sur le choix d'intégrer ou non ces charges dans le périmètre reconnu de R-GDS pour la prochaine période tarifaire. Le projet R-Hyfie est décrit plus en détail en partie I – Frais de recherche.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06
Ajusté PIA-AEC final	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05
Ecart (M€)	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01
Ecart (%)	-20%	-20%	-20%	-20%	-20%

Tableau 50 – Mobiliers – matériels de bureau et matériels divers, demande et proposition finale du consultant



G.6. Maintenance

G.6.1. Synthèse

La catégorie maintenance est divisée en maintenance SI et maintenance hors SI.

La trajectoire en maintenance est estimée par somme de ces deux sous-postes.

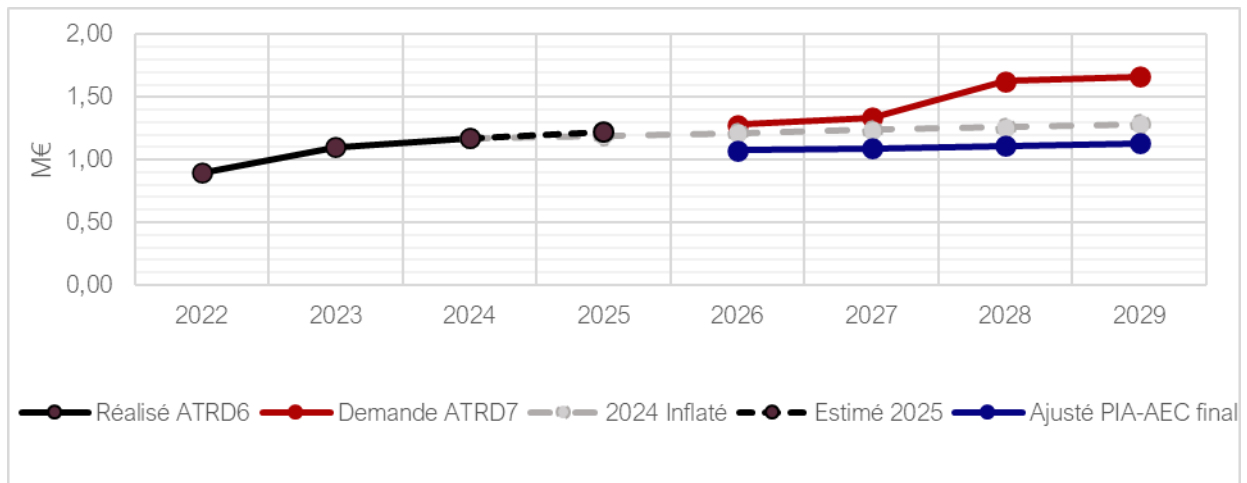


Figure 24 – Maintenance

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	1,28	1,34	1,63	1,67	1,48
Ajusté PIA-AEC final	1,07	1,09	1,11	1,13	1,10
Ecart (M€)	-0,21	-0,25	-0,52	-0,53	-0,38
Ecart (%)	-16%	-18%	-32%	-32%	-25%

Tableau 51 – Maintenance, demande et proposition finale du consultant



G.6.2. Maintenance SI

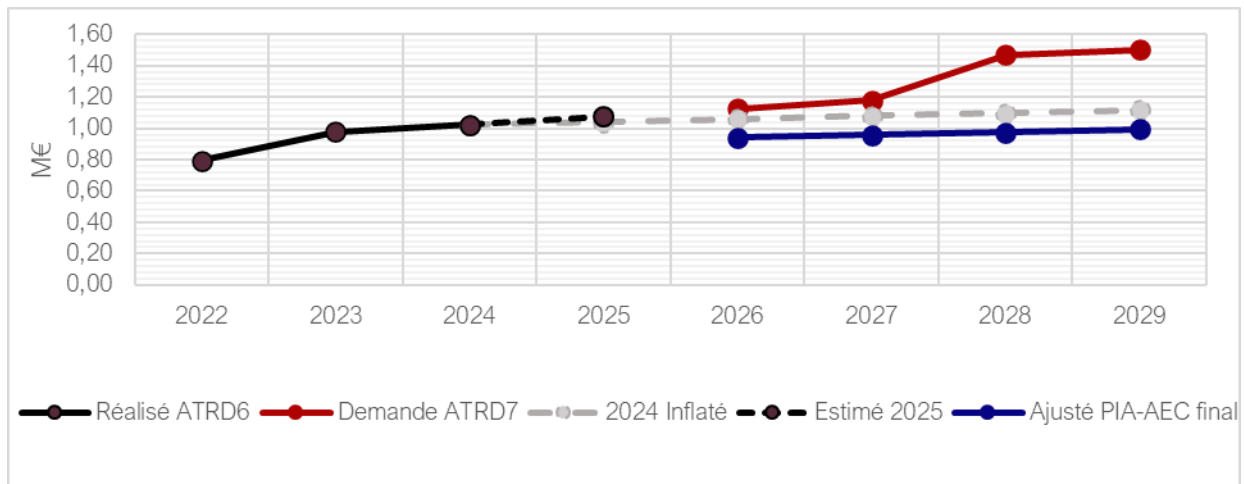


Figure 25 – Maintenance SI

1) Bilan ATRD6

L'essentiel de la maintenance de R-GDS est de la maintenance SI (91% en moyenne sur le réalisé ATRD6). Les frais de maintenance SI ont considérablement augmenté entre 2018 et 2024:

M€	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Réalisé R-GDS, Maintenance informatique	0,53	0,56	0,61	0,64	0,87	0,98	1,02

Figure 26 – Réalisé Maintenance SI, ATRD5-ATRD6

2) Explication de la demande par R-GDS:

L'évolution de ce poste entre 2027 et 2028 puis 2029 est attribuée à la maintenance du portail commun (215 k€2024 en 2028 et 315 k€2024 en 2025). Ce montant a été estimé par l'auditeur Wavestone missionné par la CRE, au prorata du nombre de PCE desservis par R-GDS.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Comme prévu avec la CRE, la proposition du consultant doit se faire hors des charges liées au portail commun. A l'instant, aucun élément ne vient expliquer cette inflation des charges en maintenance SI de R-GDS depuis l'ATRD5. Dans l'attente de plus d'éléments factuels, la trajectoire du consultant reprend la moyenne réalisé 22-24, décotée de 20% et inflatée.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	1,13	1,18	1,47	1,50	1,32
Ajuste PIA-AEC pré-contradictoire	0,79	0,81	0,82	0,84	0,82
Ecart (M€)	-0,33	-0,37	-0,65	-0,66	-0,50
Ecart (%)	-42%	-46%	-78%	-79%	-62%



Tableau 52 – Maintenance SI, demande et proposition du consultant pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur dans l'exercice contradictoire

La nature des charges de maintenance SI sur la période réalisée 2022-2024 a été produite et communiquée au consultant.

R-GDS :

« Ces charges correspondent aux coûts de maintenance des différents logiciels existants chez RGDS sur la période 2022-2024 et dont leur utilisation va se poursuivre sur la période ATRD7 (à l'exception du logiciel de gestion de la clientèle E-GEE qui a été remplacé par Haulogy au 1er octobre 2022).

A noter que les coûts de maintenance mentionnés pour les filiales font l'objet d'une refacturation (en recettes extratarifaires). »

k€	2022	2023	2024
Postes de travail	[Confidentiel]		
Réseau			
Serveur			
Téléphones mobiles			
Téléphones fixes			
Théos - Chantiers			
Plan numérique - SIG			
Gestion de la paie - Hypervision, ADPGS			
Logiciel Achats / stocks - Divalto			
Temps passés - Incovar+Pléiades			
E-GEE - gestion clientèle, facturation			
Ittron - relève			
Streamserve - mise en forme, impression			
Progiform - comptabilité			
Internet et sites web			
Visual Planning			
RADI - télérelève des compteurs			



SPID			
GMAO			
SEMAPHORE			
Projet REXX ODOO - remplacement E-GEE			
BUSINESS INTELLIGENCE BO			
Cartographie SIG - CICM			
TALENTIA - Logiciel de consolidation			
Maintenance pour [Confidentiel]			
Maintenance pour [Confidentiel]			
Maintenance pour [Confidentiel]			
Maintenance pour [Confidentiel]			
Maintenance pour [Confidentiel]			
Maintenance pour [Confidentiel]			
Total maintenance SI	794,80	976,77	1023,20

Tableau 53 – Détail des charges de maintenance SI fourni par R-GDS

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

L'analyse du détail des charges de maintenance SI de l'opérateur met en évidence une forte augmentation des charges en serveurs de l'opérateur entre 2022 et 2024 (+272%, soit + 177 k€).

Par ailleurs, R-GDS indique que le logiciel Haulogy a remplacé le logiciel E-GEE à compter d'octobre 2022. Le dossier tarifaire de l'opérateur précise que le SI Haulogy mis en service en octobre 2022 a permis de rendre ses flux et ses webservices homogènes avec ceux de GRDF.

Les charges associées à l'ancien logiciel s'élevaient à 112 k€ en 2022, tandis que celles liées à Haulogy atteignent 180 k€ en 2024. Un tel changement de logiciel et de charges suppose en principe l'obtention de gains d'efficacité ou d'économies à moyen terme. Or, aucune économie spécifique liée à cette transition n'a pu être identifiée dans le dossier de l'opérateur. Le consultant retient donc comme base de référence pour la prochaine période tarifaire le niveau de charges constaté en 2022 pour le logiciel E-GEE.

La trajectoire consultant intègre une moyenne des montants réalisés sur 2022-2024, retraitée pour exclure les effets liés au changement de logiciel. Les coûts de l'ancien logiciel en 2022 sont



pris en compte, inflatés pour les années 2023 et 2024. La moyenne utilisée en référence est calculée en euros 2024.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	1,13	1,18	1,47	1,50	1,32
Ajuste PIA-AEC final	0,94	0,96	0,98	0,99	0,97
Ecart (M€)	-0,18	-0,22	-0,49	-0,51	-0,35
Ecart (%)	-16%	-19%	-34%	-34%	-27%

Tableau 54 – Maintenance SI, demande et proposition finale du consultant

G.6.3. Maintenance hors SI

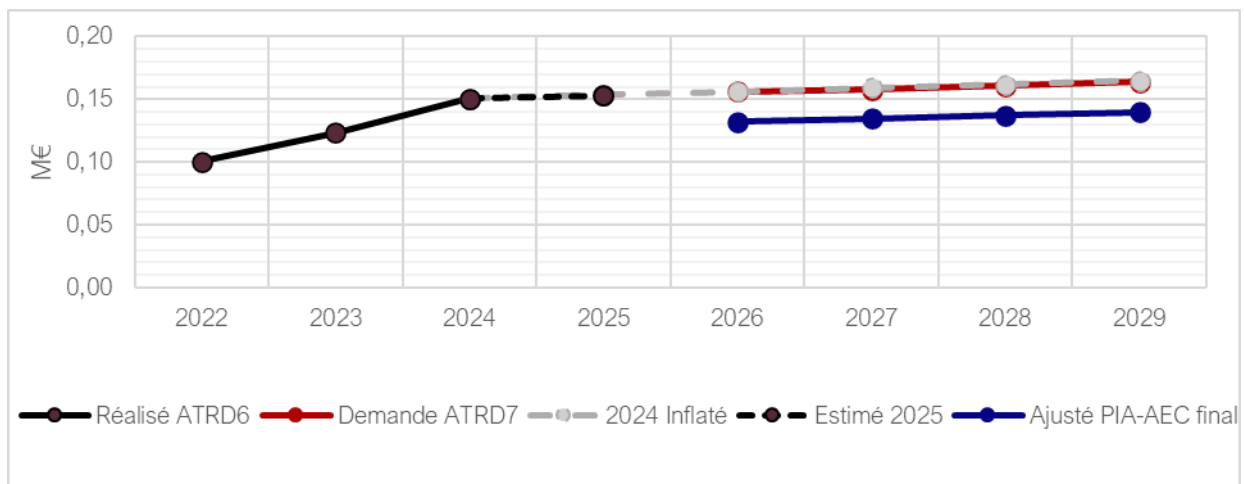


Figure 27 – Maintenance hors SI

1) Bilan ATRD6

Les montants liés à la maintenance hors SI augmentent de 50 % entre 2022 et 2024. D'après l'opérateur, cette hausse correspond à un retour à un niveau d'activité normal, les dépenses observées lors de l'ATRD5 s'élevant en moyenne à 200 k€. Les années 2022 et 2023 seraient ainsi considérées comme sous-évaluées. Toutefois, aucun élément dans le dossier tarifaire ne permet de justifier cette sous-évaluation.

2) Explication de la demande par R-GDS

La demande de l'opérateur reprend le réalisé 2024, ensuite inflaté.

3) Appréciation de la trajectoire pré-contradictoire

Aucun élément ne permet de conclure que cette baisse résulte d'une situation véritablement exceptionnelle ; elle peut relever d'une amélioration de l'efficacité ou d'une optimisation ponctuelle. La trajectoire consultant retient donc la moyenne du réalisé 22-24, décotée de 20% et inflatée.



M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,16	0,16	0,16	0,16	0,16
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,08	0,08	0,09	0,09	0,08
Ecart (M€)	-0,07	-0,07	-0,08	-0,08	-0,08
Ecart (%)	-89%	-88%	-89%	-89%	-89%

Tableau 55 – Maintenance Hors SI, demande et proposition du consultant pré-contradictoire

4) Elements complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS:

“Pour l'exercice 2022, il y avait une erreur de ventilation de 76 k€ entre les charges SI et hors SI (une rubrique avait été prise en doublon dans les charges SI et de fait en moins dans les charges hors SI).

Ainsi le total des charges de maintenance, corrigé, est le suivant :

En K€	2022 R	2023 R	2024 R	2025 P	2026 P	2027 P	2028 P	2029 P
Maintenance	[Confidentiel]							
dont maintenance SI								
dont maintenance hors SI								

Le détail est joint en annexe au consultant par l'opérateur

[Confidentiel]

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

L'augmentation de la maintenance hors SI en 2024 étant en partie due à un rattrapage de facturation pour la maintenance des chaudières des années 2022 et 2023 et de la récente acquisition des groupes électrogènes, le consultant retient comme référence la moyenne corrigée de l'inflation du réalisé 22-24, ensuite inflatée.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,16	0,16	0,16	0,16	0,16
Ajusté PIA-AEC final	0,13	0,13	0,14	0,14	0,14
Ecart (M€)	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02



Ecart (%)	-15%	-15%	-15%	-15%	-15%
-----------	------	------	------	------	------

Tableau 56 – Maintenance Hors SI, demande et proposition finale du consultant

G.7. Portail commun

Dans sa matrice tarifaire, R-GDS traite ses charges liées à la mise en œuvre du portail commun en charges de maintenance SI. Celles-ci sont ici dissociées et présentées séparément

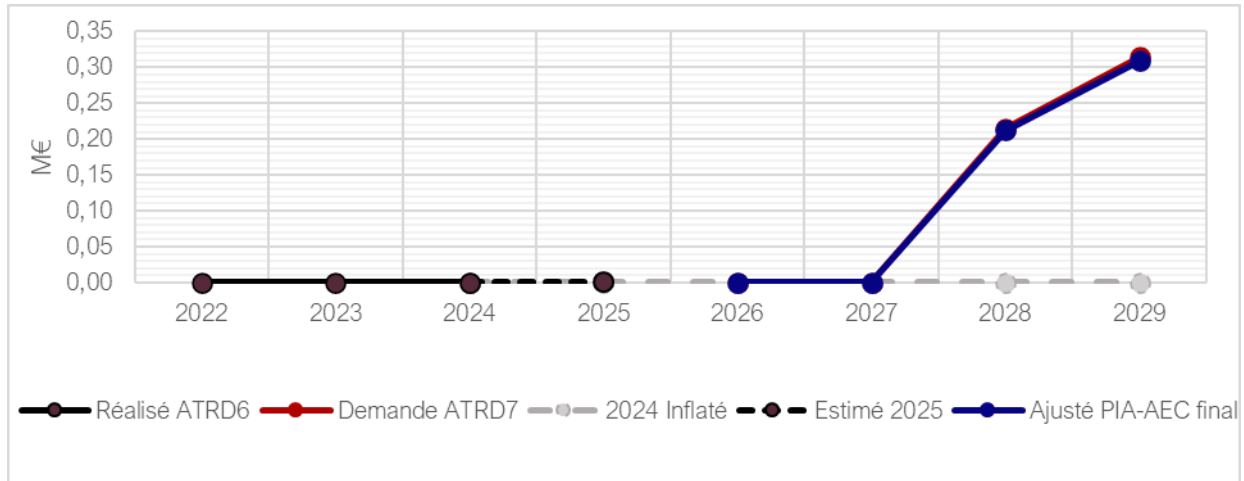


Figure 28 – Portail commun

1) Explication de la demande par R-GDS

Un audit mené en 2023 a permis d'estimer les charges associées à la mise en œuvre d'un portail commun pour la prochaine période tarifaire de R-GDS. Cet audit a évalué à 902 k€/an (en euros 2024) les coûts de maintenance SI pour l'ensemble des ELD concernées. Cela représente 965 k€ en 2028 et 985 k€ en 2029, en euros constants de chaque année.

R-GDS prévoit de mettre en production un premier lot du portail en 2028, représentant 70 % des charges d'exploitation, puis le déploiement complet en 2029, correspondant à 100 % des charges. Les charges sont réparties entre les ELD concernées, à ce jour Régaz et R-GDS, au prorata du nombre de PCE desservis (soit 224 000 pour Régaz et 105 000 pour R-GDS en 2024, péréqué et non péréqué confondus). Ainsi, 32 % des charges reviennent à R-GDS. Cela correspond selon R-GDS à une charge de 215 k€ en 2028 et 315 k€ en 2029

2) Appréciation du niveau de la trajectoire finale

À la suite de l'analyse de l'audit, les charges de maintenance SI de l'ELD liées au portail commun ont été intégrées par le consultant dans sa trajectoire. L'ajustement repose sur la répartition au prorata du nombre de PCE, ainsi que sur la montée en charge progressive du portail commun (70 % en 2028, puis 100 % en 2029). Cette méthode est identique à celle utilisée par l'opérateur dans sa demande tarifaire.

Le prorata des PCE a été établi à partir des données 2023, soit 224 066 PCE pour Régaz et 104 146 PCE pour R-GDS. Les montants retenus dans la demande de R-GDS diffèrent légèrement, car l'opérateur s'est basé sur une estimation de 105 000 PCE pour 2024, supérieure au réalisé de 102 289 PCE.



M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,00	0,00	0,22	0,32	0,13
Ajusté PIA-AEC final	0,00	0,00	0,22	0,31	0,13
Ecart (M€)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart (%)			0%	-1%	0%

Tableau 57 – Portail commun, demande et proposition finale du consultant

H. Assurances

H.1. Synthèse

Ce poste regroupe les assurances souscrites par R-GDS, incluant, les assurances multirisques, l'assurance cybersécurité, les assurances véhicules, et les autres assurances spécifiques à l'activité.

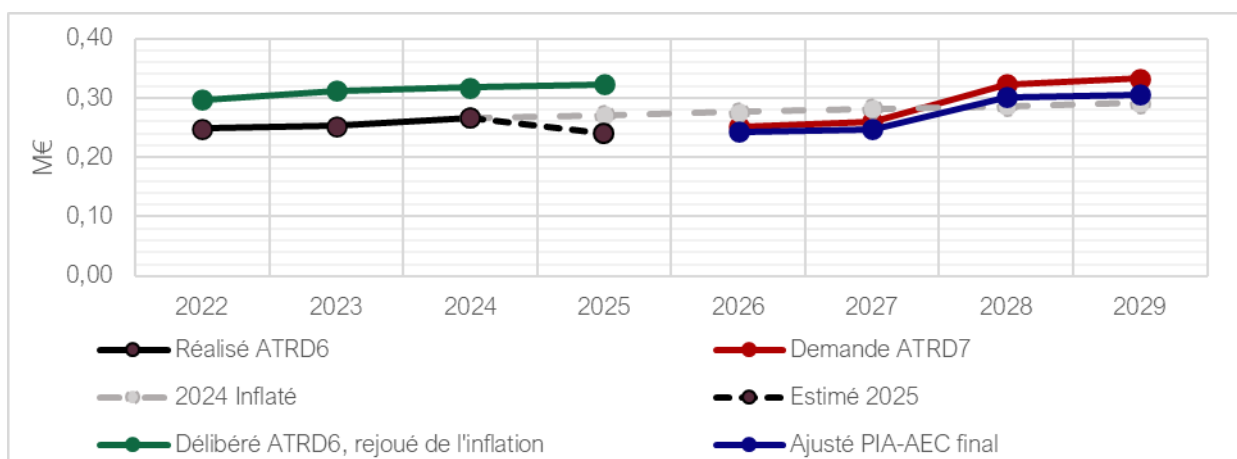


Figure 29 – Assurances

1) Explication de la demande par R-GDS

R-GDS explique que, en tant que société d'économie mixte, ses contrats d'assurance sont renégociés tous les 4 ans via un appel d'offres européen, avec l'appui d'un courtier. La dernière renégociation a eu lieu au 1er trimestre 2024, pour des contrats couvrant les exercices 2023-2024 jusqu'à 2027-2028 (en partie car les contrats entrent en vigueur en avril de l'année).

Les primes annuelles relatives à la Responsabilité Civile (RC) et aux dommages aux biens sont fixées par l'assureur sur la base du chiffre d'affaires réalisé et de la valeur des actifs assurés. Or, le développement plus rapide que prévu des filiales du groupe a diminué la part relative de R-GDS dans le chiffre d'affaires et les actifs du groupe, entraînant des primes plus faibles que prévues initialement.



2) Appréciation du niveau de la trajectoire

La proposition du consultant repose sur la somme des sous-poste d'Assurances. Les écarts constatés entre la trajectoire ajustée et la demande de l'opérateur sont détaillées dans la suite de ce rapport.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,25	0,26	0,32	0,33	0,29
Ajusté PIA-AEC final	0,24	0,25	0,30	0,31	0,27
Ecart (M€)	-0,01	-0,01	-0,02	-0,03	-0,02
Ecart (%)	-4%	-5%	-7%	-8%	-6%

Tableau 58 – Assurances, demande et proposition finale du consultant

H.1. Assurances multirisques bâtiments (hors cybersécurité)

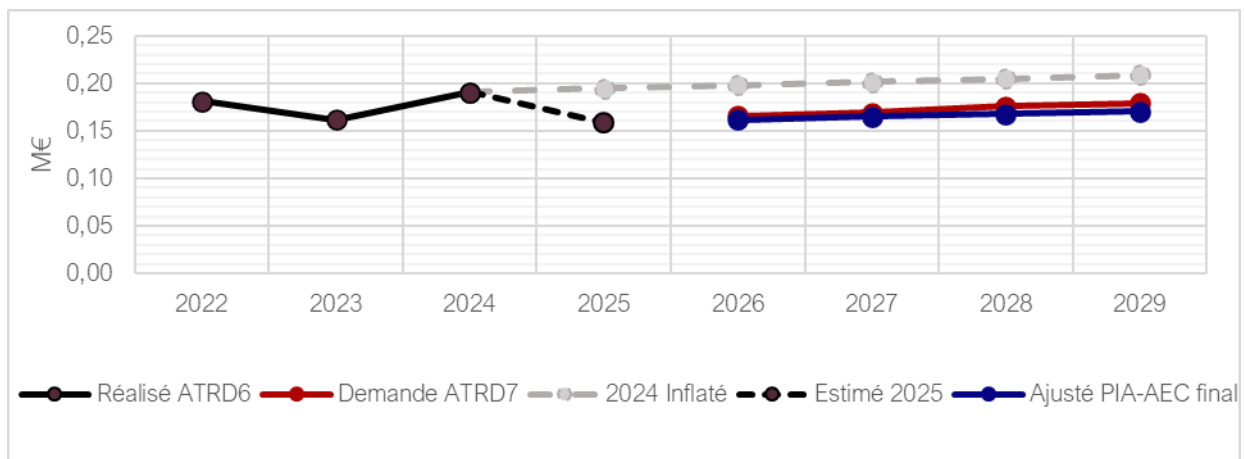


Figure 30 – Assurances multirisques bâtiments (hors cybersécurité)

1) Bilan ATRD6

R-GDS bénéficie de contrats d'assurance négociés à l'échelle du groupe via un appel d'offres européen tous les 4 ans, avec l'appui d'un courtier. La dernière renégociation, intervenue début 2024, couvre la période allant jusqu'à 2027-2028. Les primes d'assurance, notamment pour la responsabilité civile et les dommages aux biens, sont recalculées chaque année en fonction du chiffre d'affaires et des actifs assurés de chaque entité du groupe.

Lors de la prévision tarifaire initiale (réalisée en 2021 pour les exercices 2021-2022 à 2023-2024), les primes avaient été estimées à partir d'un poids relatif de R-GDS dans le groupe, basé sur son chiffre d'affaires et ses actifs. Or, le développement non anticipé des filiales a modifié ces équilibres : le poids de R-GDS au sein du groupe a diminué, ce qui a entraîné des primes d'assurance réelles inférieures aux prévisions. L'augmentation de 2024 n'est pas spécifiquement expliquée dans le dossier tarifaire de l'opérateur.



2) Explication de la demande par R-GDS

La trajectoire de R-GDS reprend l'estimé 2025, ensuite inflaté.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Le consultant prend ici compte de la baisse des assurances multirisques bâtiments entre 2024 et 2025 pour construire une trajectoire ensuite inflatée à partir des hypothèses d'inflation de la CRE pour 2026-2029.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,17	0,17	0,18	0,18	0,17
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,16	0,16	0,17	0,17	0,17
Ecart (M€)	0,00	0,00	-0,01	-0,01	-0,01
Ecart (%)	-2%	-2%	-5%	-5%	-4%

Tableau 59 – Assurances multirisques bâtiments hors cybersécurité, demande et proposition du consultant pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS:

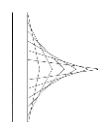
"RGDS reprend la même chronique d'inflation que la CRE comme indiqué en page 30 de notre dossier tarifaire. Nous ne comprenons pas le point."

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La chronique d'inflation utilisée par le consultant est la même que celle utilisée par la CRE, et la référence est l'année 2025, qui prend en compte la baisse des primes d'assurances anticipées par l'opérateur.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,17	0,17	0,23	0,23	0,20
Ajusté PIA-AEC final	0,16	0,16	0,22	0,22	0,19
Ecart (M€)	0,00	0,00	-0,01	-0,01	-0,01
Ecart (%)	-2%	-2%	-4%	-4%	-3%

Tableau 60 – Assurances multirisques bâtiments hors cybersécurité, demande et proposition finale du consultant



H.2. Assurance cybersécurité

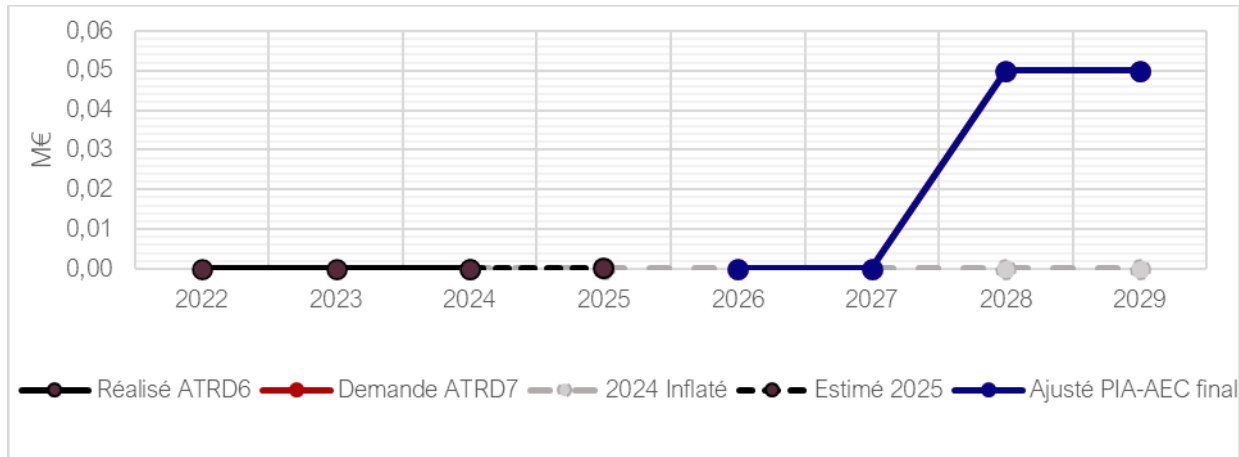


Figure 31 – Assurance cybersécurité

1) Explication de la demande par R-GDS

R-GDS prévoit de souscrire une assurance cybersécurité à partir de 2028, une fois qu'elle aura atteint un niveau de conformité suffisant aux exigences de la directive NIS2, conformément à son plan d'action établi en 2024. L'assurance n'est pas souscrite avant cette date faute de conformité. Le coût estimé à 50 k€/an repose sur les tarifs observés pour des entreprises de taille comparable déjà conformes. Ce montant sera réévalué lors d'un appel d'offres prévu fin 2027.

2) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Rien ne permet, à ce stade, d'attester que R-GDS sera effectivement conforme aux exigences de la directive NIS2 d'ici 2028. Par ailleurs, le coût estimé de 50 k€/an n'est pas suffisamment documenté ni justifié de manière précise. En conséquence, le consultant fait le choix de ne pas intégrer de coût lié à une assurance cybersécurité dans la trajectoire prévisionnelle. Après une recherche, le consultant n'a pas pu trouver de référence en assurance cybersécurité pour une entreprise ayant une activité similaire à R-GDS et de taille similaire.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,00	0,00	0,05	0,05	0,03
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart (M€)	0,00	0,00	-0,05	-0,05	-0,03
Ecart (%)					

Tableau 61 – Assurance cybersécurité, demande et proposition du consultant pré-contradictoire

3) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS:



“L’estimation d’un coût de 50 k€/an est basée sur les coûts actuels d’une telle assurance pour une société équivalente répondant aux exigences de la NIS2.

[Confidentiel] R-GDS a fourni au consultant les avenants aux contrats d’assurance [Confidentiel] pour les années 2023 et 2024

Le coût présenté est même minimaliste au regard du niveau de garanties proposées. RGDS réévaluera ce coût lors d’un appel d’offre qui sera initié fin 2027.”

4) Suite donnée aux compléments apportés par l’opérateur

Au regard de l’augmentation des frais facturés par l’entreprise [Confidentiel] entre 2023 et 2024 et à défaut d’un benchmark suffisant des frais de cybersécurité qui répond aux exigences de la NIS2, le consultant reprend la trajectoire de l’opérateur.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,00	0,00	0,05	0,05	0,03
Ajusté PIA-AEC final	0,00	0,00	0,05	0,05	0,03
Ecart (M€)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart (%)			0%	0%	0%

Tableau 62 – Assurance cybersécurité, demande et proposition finale du consultant

H.3. Assurance multirisques auto et véhicules

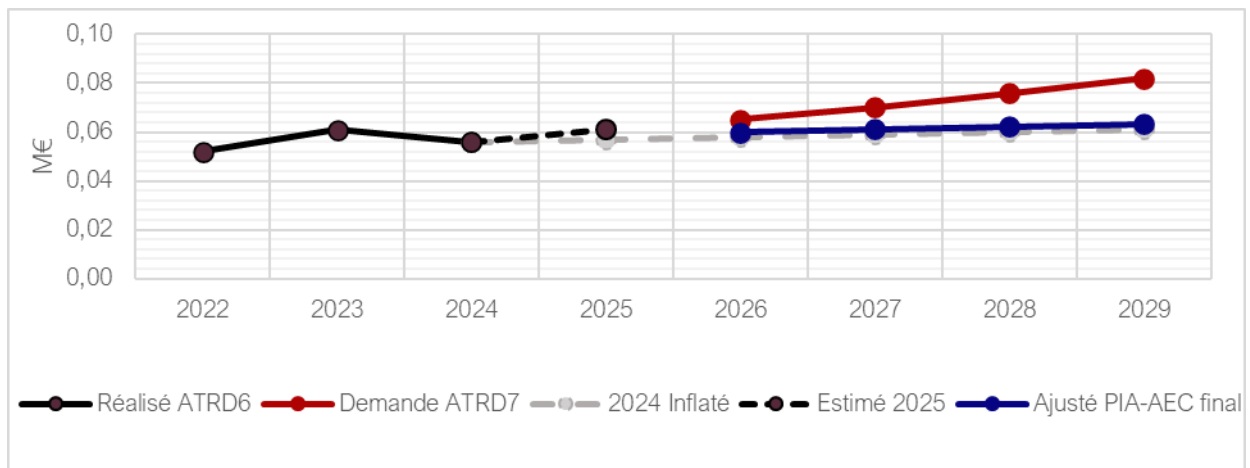


Figure 32 – Assurance multirisques auto et véhicules

1) Bilan ATRD6

R-GDS explique que le montant des assurances auto dépend principalement du nombre de sinistres, en forte hausse (+15 %), malgré un parc de véhicules stable. La renégociation du contrat en 2024 a déjà entraîné, pour 2025, une augmentation de la prime supérieure à l’inflation, en raison de la sinistralité élevée constatée en 2024.



2) Explication de la demande par R-GDS

Selon l'opérateur, cette augmentation des sinistres est vouée à se poursuivre, ce taux d'augmentation a été poursuivi sur la prochaine période tarifaire, à une hauteur de 8% d'augmentation annuelle.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Étant donné que, comme le montre l'évolution observée, le montant des assurances augmente en 2023 mais diminue en 2024, aucune dynamique haussière claire ne se dégage. Par ailleurs, rien n'indique que le taux de sinistralité constaté se maintiendra durablement. Le consultant fait donc le choix de retenir la moyenne du réalisé 22-24 comme année de référence, à partir de laquelle une indexation par l'inflation est appliquée pour la trajectoire ATRD7.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,07	0,07	0,08	0,08	0,07
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,05	0,05	0,06	0,06	0,06
Ecart (M€)	-0,01	-0,02	-0,02	-0,03	-0,02
Ecart (%)	-21%	-28%	-36%	-44%	-32%

Tableau 63 – Assurance multirisques auto et véhicules, demande et proposition du consultant pré-contradictoire

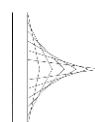
4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS a joint au consultant un mail de son juriste confirmant la hausse des assurances multirisques auto et véhicules ainsi que le décompte d'assurances 2025 fourni par son assureur. La hausse constatée entre 2024 et 2025 est au global de 20 k€, soit une hausse de la cotisation unitaire pour les véhicules de 15%, passant ainsi de [Confidentiel] en 2024 à [Confidentiel] en 2025.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

R-GDS a justifié l'augmentation de ses charges d'assurance à compter du 1er avril 2025, et ce jusqu'au 1er avril 2026, par une hausse de la cotisation unitaire sur les véhicules. Toutefois, cette évolution ne peut être considérée comme une tendance de fond, dans la mesure où elle ne se reflète pas sur l'ensemble des trois années du réalisé. En conséquence, le consultant retient comme référence la moyenne des montants réalisés sur 2022-2024, revalorisée par l'inflation.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,07	0,07	0,08	0,08	0,07
Ajusté PIA-AEC final	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06
Ecart (M€)	-0,01	-0,01	-0,01	-0,02	-0,01



Ecart (%)	-8%	-13%	-18%	-23%	-16%
-----------	-----	------	------	------	------

Tableau 64 – Assurance multirisques auto et véhicules, demande et proposition finale du consultant

H.4. Autres assurances.

Les assurances qui composent ce poste ne sont pas détaillées dans la demande tarifaire de R-GDS.

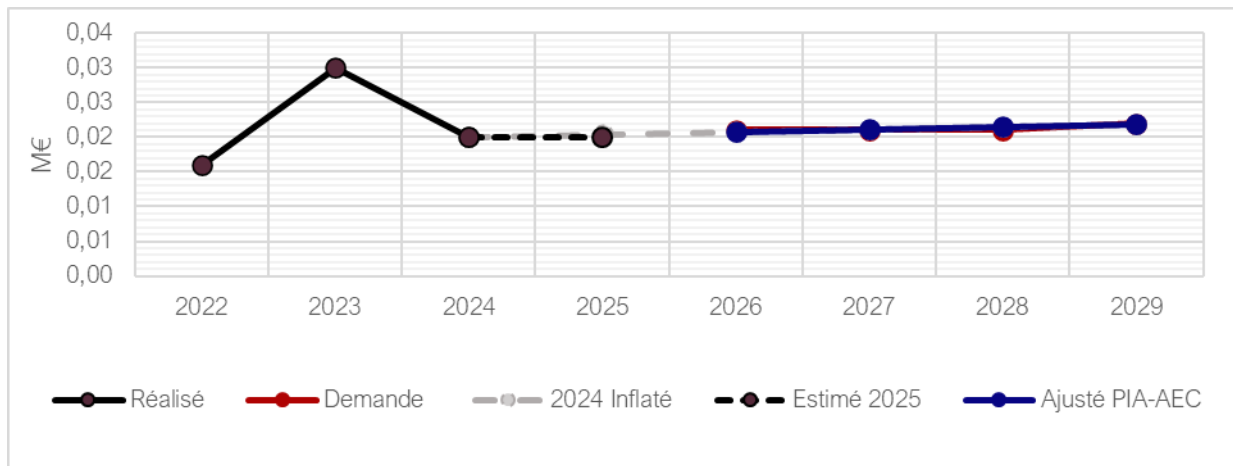


Figure 33 – Autres assurances

1) Bilan ATRD6

Le dossier tarifaire de l'opérateur ne détaille pas la variation des autres assurances sur le réalisé 22-24.

2) Explication de la demande par R-GDS

Ce poste évolue de l'inflation à partir du réalisé 2024.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Dans l'attente de plus de données sur ces assurances, la trajectoire du consultant retient la moyenne du réalisé, décotée de 20% et ensuite inflatée.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02
Ecart (M€)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart (%)	-15%	-13%	-11%	-14%	-13%

Tableau 65 – Autres assurances, demande et proposition du consultant pré-contradictoire



4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS :

“Le poste « autres assurances » comprend notamment la police RC Environnement et la Responsabilité des dirigeants dont le montant global est de l'ordre de [Confidentiel] Ces assurances qui sont justifiées par leur nature, ont bien évidemment vocation à se poursuivre sur la prochaine période tarifaire.”

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Ces assurances ayant été détaillées et appelées à se reconduire sur la prochaine période tarifaire, le consultant retient l'année 2024 comme référence, puis applique une indexation par l'inflation. Le montant global pris en compte est d'environ [Confidentiel] en 2024, comme indiqué par l'opérateur. La trajectoire du consultant est calculée à partir de la chronique d'inflation de la CRE, les montants de la demande de R-GDS [Confidentiel] semblent arrondis au k€ près, d'où l'écart constaté année par année :

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02
Ajusté PIA-AEC final	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02
Ecart (M€)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart (%)	-1%	0%	2%	-1%	0%

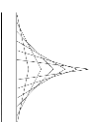
Tableau 66 – Autres assurances, demande et proposition finale du consultant

I. Frais de recherche

Les deux rapports R&D, pour les années 2022 à 2024 et 2024 à 2027, détaillent les actions engagées et prévisionnelles en R&D sur les périodes ATRD6 et ATRD7. Trois projets principaux sont mis en avant :

- POC Maintenance prédictive, qui vise à capitaliser sur les données collectées par le système de capteurs pour optimiser la maintenance du réseau de distribution et moderniser le comptage des consommations de gaz.
- R-HYFIE, qui s'appuie sur une plateforme d'essais et des campagnes d'expérimentation pour tester et valider du matériel, formaliser des protocoles d'intervention et d'urgence, assurer la montée en compétence des équipes.
- POC Transformation numérique, une modalité de formation qui vise à « mettre en situation » en reproduisant la réalité du terrain par un apprentissage immersif.

Les dossiers présentent les coûts engagés sur ces différents axes. Le prévisionnel ATRD7 ne prévoit qu'un reliquat de charges associées au projet R-HYFIE pour préparer les infrastructures de distribution à l'arrivée de l'hydrogène.



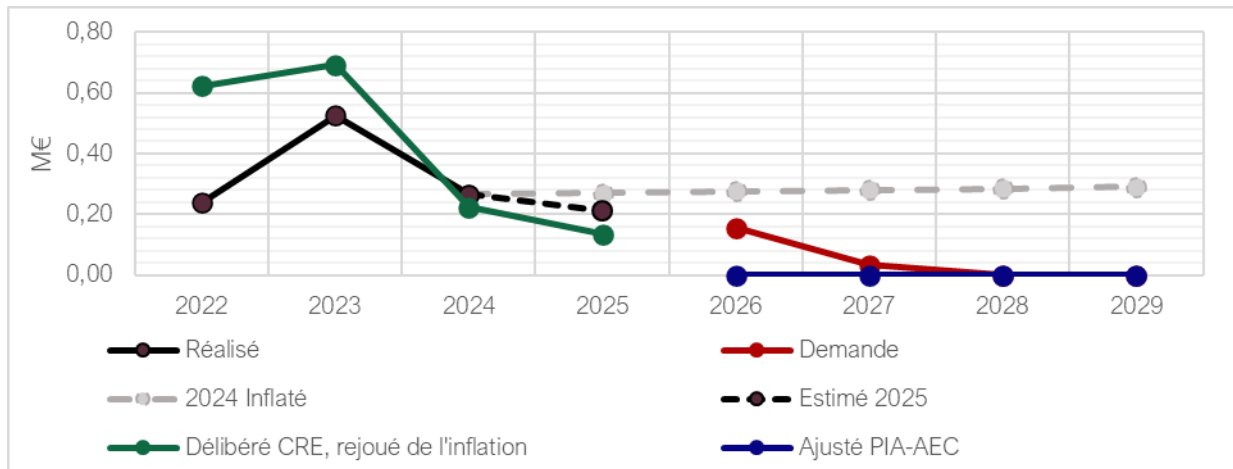


Figure 34 - Frais de recherche

1) Bilan ATRD6

Sur ATRD6, les dépenses réelles ont été inférieures aux prévisions, notamment pour les POCs, dont seulement 55 k€ ont été dépensés sur 415 k€ prévus (soit 13 %), deux projets ayant été arrêtés. En 2022, un écart important s'explique par un démarrage tardif du projet R-HYFIE.

Concernant R-HYFIE, les dépenses engagées atteindront environ 85 % du montant délibéré sur ATRD6 (982 k€ réalisés sur 1 162 k€ prévus), avec un achèvement attendu d'ici fin 2025.

Selon R-GDS, les frais suivants avaient été attribués à R-GDS dans le cadre de l'ATRD6 pour le programme R-HYFIE :

M€	2022	2023
Budget ATRD6 validé par la CRE, R-HYFIE	0,60	0,56

Figure 35 – Budget validé par la CRE ATRD6, R-HYFIE

Le projet R-HYFIE vise à expérimenter le dimensionnement, l'installation, l'exploitation et la maintenance de réseaux de canalisations transportant de l'hydrogène, tout en renforçant la formation des équipes. Il s'appuie sur une plateforme d'essais pour tester du matériel adapté à l'hydrogène, élaborer des protocoles d'intervention et d'urgence, et assurer la montée en compétence du personnel de R-GDS ainsi que des pompiers du SIS 67. Le projet R-Hyfie vise à répondre aux phases de développement d'un réseau hydrogène : conception de réseaux hydrogène, construction de réseaux hydrogène, exploitation de réseaux hydrogène, maintenance de réseaux hydrogène, formation du personnel.

2) Explication de la demande par R-GDS

Pour l'ATRD7, seul un reliquat de charges R&D est prévu, principalement lié à la finalisation du projet R-HYFIE, sans lancement de nouveaux projets à ce stade.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Il faut encore que la CRE statue sur si ces charges relèvent bien de l'activité du GRD. Le consultant fait donc le choix de ne pas prévoir de dépenses spécifiques au titre des frais de recherche.



M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,16	0,03	0,00	0,00	0,05
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart (M€)	-0,16	-0,03	0,00	0,00	-0,05

Tableau 67 – Frais de recherche, demande et proposition du consultant pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS :

“Les dépenses engagées en fin de période ATRD6 pour R-Hyfie devraient atteindre 1 192 k€ et non 982 k€, soit un dépassement de +30 k€ (+2,6%) par rapport au budget prévisionnel. Les 982 k€ ne tiennent pas compte du prévisionnel 2025 qui s'élève à 209,5 k€.

De manière globale, les dépenses engagées de R&D en fin de période ATRD6 devraient atteindre un montant d'environ 1 247 k€ versus un budget délibéré ATRD6 de 1 576 k€, soit près de 80%.

Par ailleurs, le cadre de régulation incitative de la R&D prévoit que les montants non dépensés sur la période tarifaire soient rendus aux consommateurs.”

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Le projet R-Hyfie constitue, in fine, un programme centré sur le développement de canalisations dédiées à l'acheminement d'hydrogène, ainsi que sur la formation du personnel en lien avec leur maintenance.

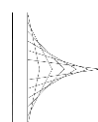
Dans la mesure où les projets d'hydrogène [Confidentiel] dépassent le périmètre d'activité régulée d'un gestionnaire de réseau, le consultant choisit de retirer, en l'état, l'intégralité des frais de recherche liés à la phase de clôture de ce projet, dans le cadre de la prochaine période tarifaire.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,16	0,03	0,00	0,00	0,05
Ajusté PIA-AEC final	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart (M€)	-0,16	-0,03	0,00	0,00	-0,05

Tableau 68 – Frais de recherche, demande et proposition finale du consultant

J. Prestations externes

Ce poste concerne les prestations en intérimaires que R-GDS sollicite de manière récurrente et dans le cas de la prochaine période tarifaire pour le récolement des CI-CM. Ce poste se divise donc en prestations externes récurrentes et en récolement des CI-CM.



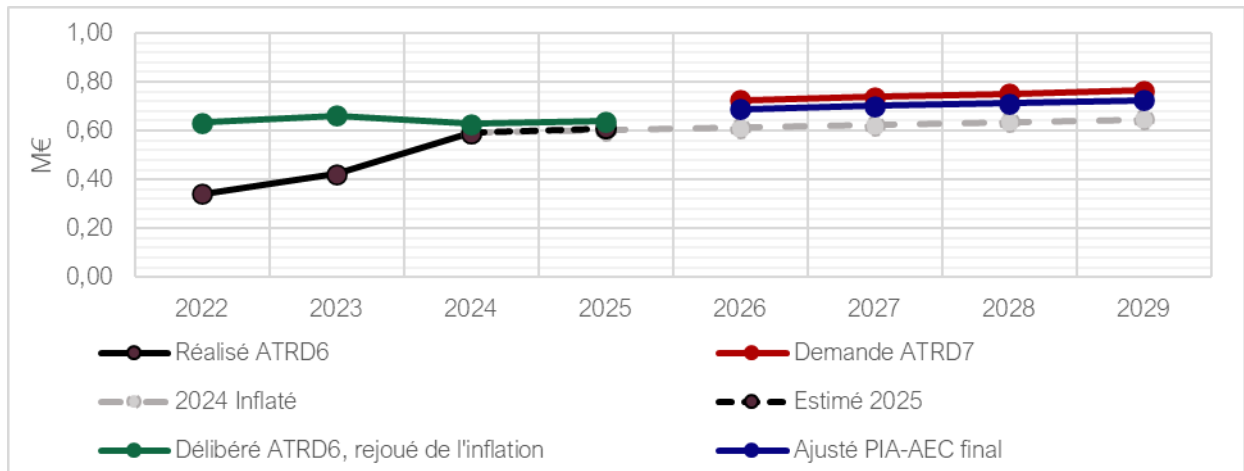


Figure 36 - Trajectoire du poste « Prestations externes »

Les trajectoires en prestations externes sont le résultat de la somme des sous-postes décrits dans la suite du rapport.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,73	0,74	0,75	0,77	0,75
Ajusté PIA-AEC	0,69	0,70	0,71	0,73	0,71
Ecart (M€)	-0,04	-0,04	-0,04	-0,04	-0,04
Ecart (%)	-5%	-5%	-5%	-5%	-5%

Tableau 69 – Prestations externes, demande et proposition du consultant

J.1. Personnel intérimaire récurrent

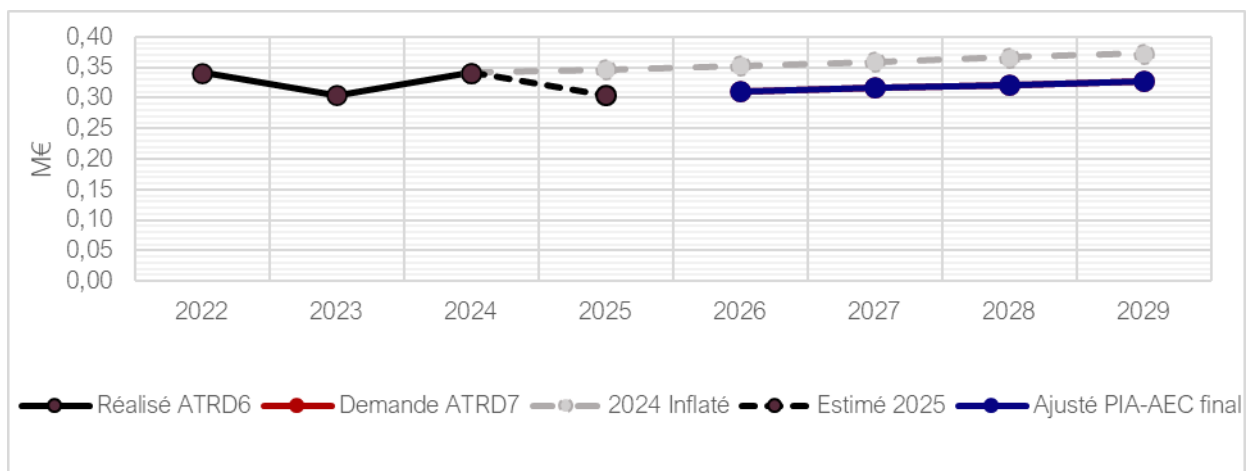


Figure 37 - Trajectoire du poste « Prestations externes \ Personnel intérimaire récurrent »



1) Bilan ATRD6

Les charges liées au personnel intérimaire récurrent sont restées stables sur la période 2022-2024. Ce recours à l'intérim vise principalement à assurer le remplacement des absences au sein de l'opérateur.

2) Explication de la demande par R-GDS

R-GDS propose de fonder la trajectoire du personnel intérimaire récurrent sur une moyenne annuelle de 9 ETP, calculée à partir des données observées depuis 2019, en excluant les années atypiques 2020 et 2021 (période Covid). Ces dépenses, liées à l'activité et à l'absentéisme, sont jugées peu maîtrisables par l'opérateur.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

En l'attente de plus données justifiant d'un recours stable à ces personnels intérimaires récurrent, le consultant prend comme référence la moyenne du réalisé 22-24, décotée de 20% et inflatée.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,31	0,32	0,32	0,33	0,32
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,27	0,28	0,28	0,29	0,28
Ecart (M€)	-0,04	-0,04	-0,04	-0,04	-0,04
Ecart (%)	-14%	-14%	-14%	-14%	-14%

Tableau 70 – Personnel intérimaire récurrent, demande et proposition du consultant pré-contradictoire

4) Eléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS:

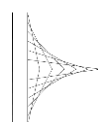
“Le personnel intérimaire récurrent intervient majoritairement sur des postes sédentaires et très peu sur des « chantiers » au sens large, à savoir des postes nécessitant des sorties terrain.

Depuis 2019, nous constatons un besoin annuel de personnel intérimaire d'environ 9 ETP, hors période atypique liée au Covid (exercices 2020/2021 et 2021/2022). En cohérence avec le taux d'absentéisme constaté à R-GDS (environ 6 % en moyenne ces 3 dernières années), nous estimons que ce besoin sera identique sur la prochaine période tarifaire. »

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Les données transmises par R-GDS permettent de justifier les charges liées aux intérimaires récurrents, qui correspondent au remplacement d'agents absents dans le cadre de l'activité courante de l'opérateur.

L'opérateur perçoit en transfert de charge, dans le compte 79164 « charges de personnel » un montant sur le réalisé proche des 50% couvert par la sécurité sociale en cas d'arrêt maladie, ce qui équilibre avec ces charges supplémentaires liées aux prestataires intérimaires récurrents :



k€	2022	2023	2024
Réalisé, compte 79164, transfert de charges « charges de personnel »	[Confidentiel]		
Réalisé 22-24, personnel intérimaire récurrent			

Tableau 71 – Personnel intérimaire récurrent et compte 79164, réalisé 22-24

Le consultant retient la trajectoire proposée par l'opérateur pour ce poste de charges.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,31	0,32	0,32	0,33	0,32
Ajusté PIA-AEC final	0,31	0,32	0,32	0,33	0,32
Ecart (M€)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart (%)	0%	0%	0%	0%	0%

Tableau 72 – Personnel intérimaire récurrent, demande et proposition finale du consultant

J.2. Récolement des CI-CM

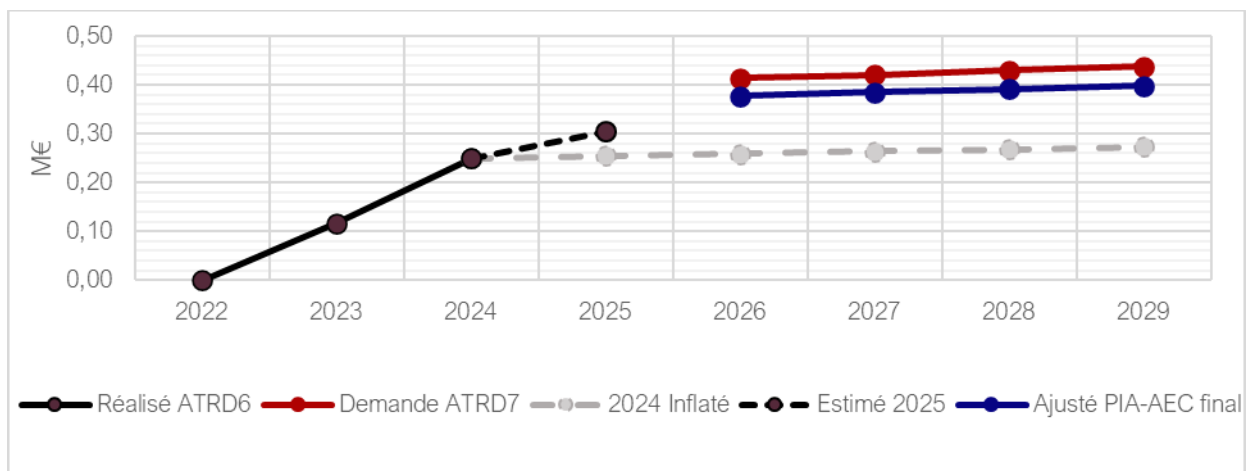


Figure 38 - Prestations externes \ Récolement des CI-CM

1) Bilan ATRD6

R-GDS explique que les écarts entre le délibéré et le réalisé sur les prestations liées au récolement des ouvrages CI-CM s'expliquent par un décalage dans le calendrier de mise en œuvre, en raison de l'entrée en vigueur tardive de la loi 3DS en 2022.

Alors que 6 intérimaires étaient initialement prévus dès 2022, le recours a réellement commencé en 2023 avec 2 intérimaires, pour monter progressivement à 5 en 2024, puis 6 en 2025.

2) Explication de la demande par R-GDS

[Confidentiel]



3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Dans l'attente de plus de données sur les gains potentiels d'efficience du processus de récolement des CI-CM, le consultant reprend la trajectoire de R-GDS en intérimaire, avec une hypothèse de gain en efficience de 20% d'ici 2029

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,41	0,42	0,43	0,44	0,43
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,41	0,40	0,39	0,37	0,39
Ecart (M€)	0,00	-0,02	-0,04	-0,07	-0,03
Ecart (%)	0%	-5%	-11%	-18%	-8%

Tableau 73 – Prestations externes \ Récolement des CI-CM, demande et proposition du consultant pré-contradictoire

4) Eléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS:

“La rapidité d'exécution ne doit pas entraîner une détérioration de la qualité du travail réalisé. Pour des raisons de sécurité, la précision et la fiabilité des données liées à la représentation des CI-CM dans notre Système d'Information Géographique est primordiale. Ainsi, nous avons dimensionné l'équipe de 8 intérimaires en estimant une charge de travail basée sur notre retour d'expérience depuis le démarrage de cette opération de grande envergure en 2023.

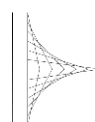
Il est évident que les 8 intérimaires seront nécessaires pour toute la période tarifaire ATRD7.”

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire des ETP intérimaires ainsi que le coût annuel par intérimaire retenu par l'opérateur est intégré dans la trajectoire consultant. Les charges liées au récolement des CI-CM sont ensuite projetées sur la période 2026–2029, en intégrant l'évolution de l'inflation. La trajectoire de l'opérateur est maintenue en l'état, mais en retenant une base de 218 jours travaillés par an, au lieu des 200 jours, ce qui correspond à la durée maximale réglementaire prévue par la convention de forfait jours.¹

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,41	0,42	0,43	0,44	0,43
Ajusté PIA-AEC final	0,38	0,38	0,39	0,40	0,39
Ecart (M€)	-0,04	-0,04	-0,04	-0,04	-0,04

¹<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F19261#:~:text=Le%20salari%C3%A9%20en%20forfait%20jours,%C3%A0%2018%20jours%20au%20maximum.>



Ecart (%)	-9%	-9%	-9%	-9%	-9%
-----------	-----	-----	-----	-----	-----

Tableau 74 – Prestations externes \ Récolement des CI-CM, demande et proposition finale du consultant

K. Dépenses de communication

Ce poste regroupe l'ensemble des actions de communication internes et externes menées par R-GDS, incluant les événements à destination du personnel, les campagnes de communication, les dépenses liées à des événements exceptionnels (anniversaire de l'entreprise, changement d'identité visuelle...).

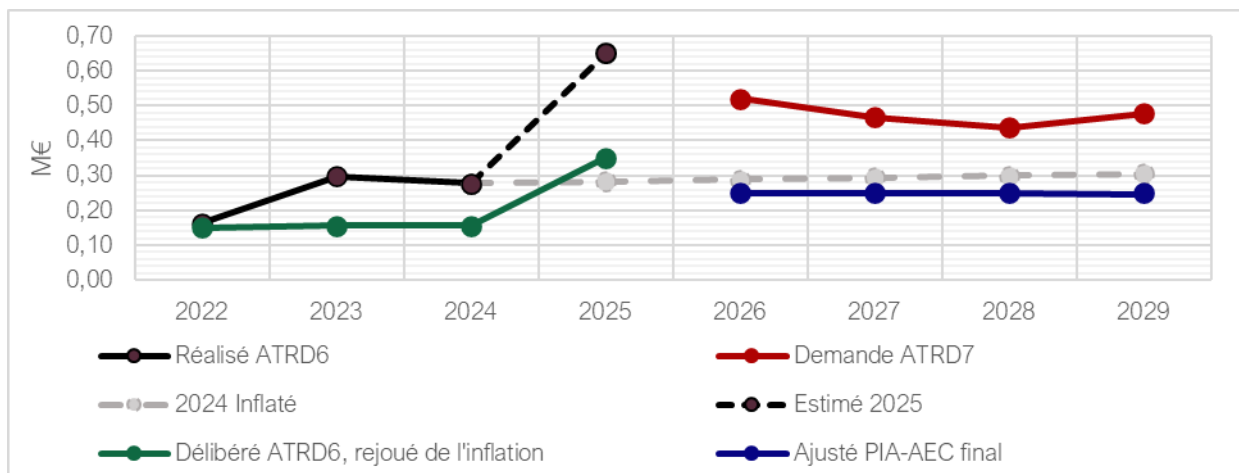


Figure 39 - Trajectoire du poste « Dépenses de communication »

1) Bilan ATRD6

[Confidentiel]

Dans un contexte marqué par la guerre en Ukraine et les incertitudes sur l'avenir du gaz, à partir de 2022-2023, R-GDS a renforcé ses actions de communication internes et externes, [Confidentiel] Explication de la demande par R-GDS

Pour la période ATRD7 (2026–2029), R-GDS prévoit une hausse significative des dépenses, à hauteur de 480 k€/an en moyenne, contre environ 300 k€ sur 2023–2024, [Confidentiel]

2) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Les budgets de promotion de la consommation de gaz doivent être alignés avec la consommation de gaz, le choix du consultant est donc ici de calculer les dépenses de communication à partir du réalisé et de le faire évoluer en fonction de la distribution de gaz prévue par le consultant sur la période ATRD7 en proportion de la part acheminée en 2024.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,52	0,47	0,44	0,48	0,48
Ajusté PIA-AEC	0,27	0,27	0,26	0,26	0,26



Ecart (M€)	-0,25	-0,20	-0,17	-0,22	-0,21
Ecart (%)	-92%	-75%	-67%	-85%	-80%

Tableau 75 – Dépenses de communication, demande et proposition du consultant pré-contradictoire

3) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur dans l'exercice contradictoire

RGDS ne comprend pas le ratio utilisé par PIA pour ajuster le niveau des dépenses de communication. Quel est le rapport entre les quantités acheminées et les dépenses de communication ?

4) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

L'essentiel des dépenses de communication du réalisé de l'opérateur sont des charges liées aux foires, expositions, aux parrainages et aux dons et sont relativement stables sur le réalisé. [Confidentiel] Ces charges supplémentaires ne sont pas vouées à se reproduire lors de la prochaine période tarifaire. En revanche, les autres charges du réalisés correspondent aux autres événements propres à l'activité du GRD et aux rencontres entre pairs, elles sont vouées à se reproduire sur la prochaine période tarifaire. La trajectoire du consultant reprend donc la moyenne du réalisé corrigé de l'inflation, ensuite inflatée.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,52	0,47	0,44	0,48	0,48
Ajusté PIA-AEC final	0,26	0,27	0,27	0,28	0,27
Ecart (M€)	-0,26	-0,20	-0,17	-0,20	-0,21
Ecart (%)	-50%	-43%	-38%	-42%	-44%

Tableau 76 – Dépenses de communication, demande et proposition finale du consultant

L. Dépenses liées à la transition énergétique

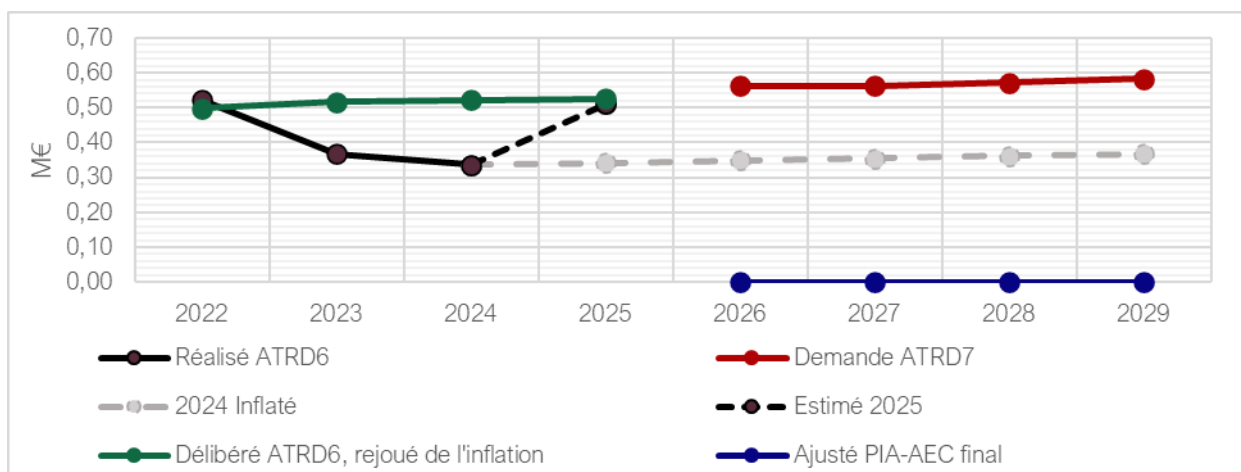


Figure 40 - Dépenses pour la transition énergétique



1) Bilan ATRD6

R-GDS justifie les écarts constatés entre le niveau de dépenses prévu (en moyenne 500 k€ par an) et le niveau réellement engagé (environ 410 k€ par an entre 2022 et 2024) par un contexte de crise énergétique et géopolitique qui a profondément affecté l'image du gaz.

2) Explication de la demande par R-GDS

Pour la période ATRD7, R-GDS propose une trajectoire de dépenses d'environ 570 k€ par an, en ligne avec les engagements inscrits dans le nouveau contrat de concession, et justifiée par la nécessité de répondre aux attentes des collectivités concédantes, notamment en matière de conversion du fioul, d'animation territoriale et de maintien d'un socle d'usage du gaz.

Les dépenses prévues par R-GDS liées au nouveau contrat de concession sont les suivantes :

k€	2026	2027	2028	2029
[Confidentiel]	[Confidentiel]			
[Confidentiel]				
[Confidentiel]				
[Confidentiel]				
[Confidentiel]				
[Confidentiel]				

Tableau 77 – Détail des dépenses pour la transition énergétique liées au nouveau contrat de concession de R-GDS

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Le cadre de régulation ATRD6 prévoyait un mécanisme spécifique visant à encourager les ELD à accompagner la conversion du fioul vers le gaz. Toutefois, pour la prochaine période tarifaire, aucune aide à caractère commercial ne devrait être retenue dans les budgets ATRD pour ce type de poste. En cohérence avec cette orientation, la trajectoire proposée par le consultant n'intègre donc aucune dépense liée à de telles aides. Les seules aides qui peuvent être envisagés sont celles qui concernent la sortie du gaz.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,56	0,56	0,57	0,58	0,57
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart (M€)	-0,56	-0,56	-0,57	-0,58	-0,57
Ecart (%)					



Tableau 78 – Dépenses pour la transition énergétique, demande et proposition du consultant pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS :

« Il s'agit de l'accompagnement à la transition énergétique du territoire. Si le budget n'était pas retenu, cela impacterait la trajectoire prévisionnelle du nombre de PCE.

Le budget "transition énergétique" a été intégralement détaillé dans le dossier tarifaire. Ceci afin de répondre au contrat de concession adopté par l'Eurométropole de Strasbourg le 27 juin dernier.

Les actions de promotion des usages, du biométhane et d'accompagnement à la sortie du fioul sont réalisées dans le respect du code de bonne conduite. R-GDS a d'ailleurs été audité par la CRE sur le RCBCI le 1er juillet dernier. »

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

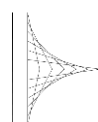
La trajectoire retenue est nulle pour les dépenses liées à la transition énergétique de l'opérateur lorsqu'il ne s'agit pas d'aides visant explicitement la sortie du gaz. Cette position repose sur le principe qu'on retrouve dans la délibération prestations annexes gaz 2025 de la CRE², selon lequel les clients doivent supporter les coûts réels associés à leur raccordement au réseau de gaz. Un mécanisme de prise en charge totale ou partielle des raccordements dans le cadre de la conversion fioul-gaz constituerait une forme de subvention en faveur du gaz, sans équivalent pour les trajectoires de sortie du gaz telles que l'électrification des usages.

Dès lors, les dépenses que l'opérateur présente comme liées à la transition énergétique mais qui ne relèvent pas d'un désengagement du gaz ne sont pas justifiables au regard des principes tarifaires retenus par la CRE. La trajectoire consultant ne retient donc aucune des charges de dépenses pour la transition énergétique présentées dans le dossier tarifaire de l'opérateur.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,56	0,56	0,57	0,58	0,57
Ajusté PIA-AEC final	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart (M€)	-0,56	-0,56	-0,57	-0,58	-0,57
Ecart (%)	-100%	-100%	-100%	-100%	-100%

Tableau 79 – Dépenses pour la transition énergétique, demande et proposition finale du consultant

² https://www.cre.fr/fileadmin/Documents/Deliberations/2025/250619_2025-161_Prestations_annexes_gaz.pdf



M. Autres charges

Le poste « Autres charges » regroupe les charges en documentation, honoraires, déplacements, transports, télécommunication, services bancaires, impayés et divers frais annexes.

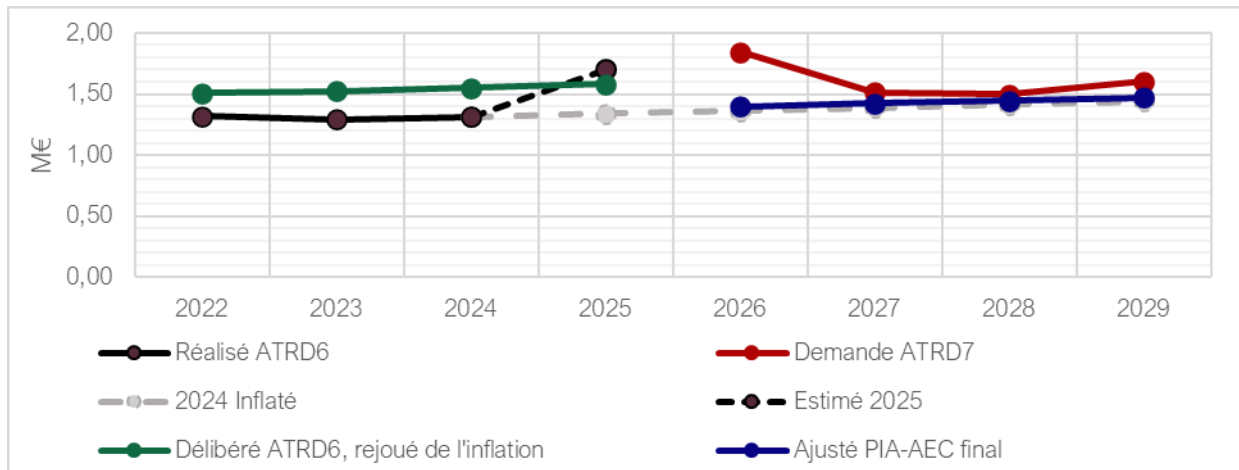


Figure 41 - Trajectoire du poste « Autres charges »

1) Bilan ATRD6

Selon l'opérateur, les écarts entre le réalisé et le délibéré sur la période 2022-2024 s'expliquent principalement par la trajectoire des impayés, dont le niveau effectif s'est révélé inférieur aux anticipations. Cette trajectoire, qui reste difficilement prévisible, fait suite à une demande des fournisseurs d'énergie. Par ailleurs, les écarts s'expliquent également par des prévisions trop optimistes quant à la reprise de certaines activités post-COVID comme les frais de déplacements ou encore les frais postaux et de télécommunication.

Concernant les honoraires, les hausses ponctuelles en 2024-2026 sont liées à des réflexions stratégiques sur l'évolution de R-GDS, notamment l'évolution de l'actionnariat et de la structure du groupe. Pour les déplacements et réceptions, le niveau observé reste inférieur aux niveaux d'avant crise, avec une moyenne stabilisée autour de 310 k€/an.

2) Explication de la demande par R-GDS

R-GDS justifie globalement les écarts par les réformes réglementaires, la stratégie d'entreprise et des facteurs extérieurs comme la crise sanitaire. La trajectoire retenue pour l'ATRD7 se base sur les niveaux observés post-crise, hors années "atypiques".

L'augmentation des honoraires en 2024, 2025 et 2026 s'explique principalement par les études stratégiques liées à l'évolution de la structure de R-GDS. En 2025, 60 k€ sont toutefois spécifiquement consacrés à la mise en place de la facturation électronique obligatoire à partir de septembre 2026. [Confidentiel].

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

La trajectoire retenue par le consultant repose sur la reconduction de la moyenne du réalisé 22-24, ensuite inflaté pour la plupart des sous-postes. [Confidentiel]. Par ailleurs, dans une logique cohérente avec celle qui conduit à faire décroître les frais de communication, les frais de



déplacement sont à la baisse proportionnellement aux frais de communication, en cohérence avec l'activité de distribution de gaz en baisse.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	1,84	1,51	1,50	1,60	1,61
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	1,35	1,37	1,39	1,41	1,38
Ecart (M€)	-0,49	-0,14	-0,11	-0,19	-0,23
Ecart (%)	-37%	-11%	-8%	-14%	-17%

Tableau 80 – Autres charges, demande et proposition du consultant pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS :

5) [Confidentiel] Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

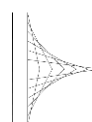
La trajectoire retenue repose sur la reconduction de la moyenne du réalisé 2022-2024, ajustée par l'inflation pour la majorité des sous-postes. [Confidentiel]. En l'absence de décision formelle, la trajectoire consultant reproduit la moyenne du réalisé 22-24, ensuite inflatée.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	1,84	1,51	1,50	1,60	1,61
Ajusté PIA-AEC final	1,40	1,42	1,45	1,47	1,43
Ecart (M€)	-0,45	-0,09	-0,05	-0,13	-0,18
Ecart (%)	-24%	-6%	-3%	-8%	-11%

Tableau 81 – Autres charges, demande et proposition finale du consultant

N. Synthèse de la rubrique Consommations externes

Les charges en consommations externes de R-GDS désignent les dépenses engagées par l'opérateur pour acheter des biens et services nécessaires à son fonctionnement et ceux utilisés dans le cadre de la production immobilisée, mais fournis par des tiers.



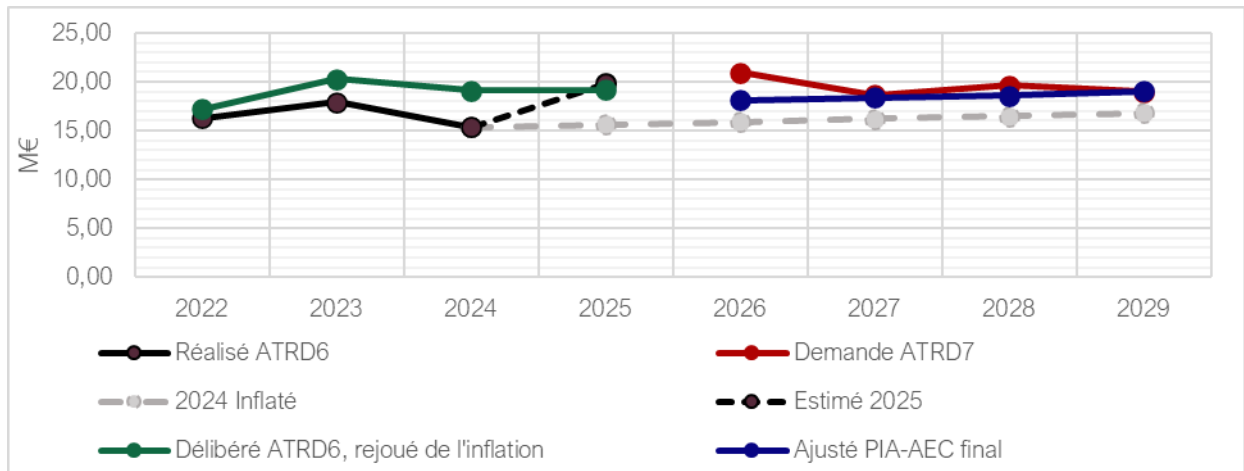


Figure 42 – Consommations externes

Le détail des écarts entre la demande de l'opérateur et la trajectoire proposée par le consultant est donnée dans les sections précédentes de ce rapport, en fonction des sous-postes qui composent les charges en consommations externes.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	20,95	18,68	19,66	18,96	19,56
Ajusté PIA-AEC final	18,17	18,41	18,63	19,07	18,57
Ecart (M€)	-2,79	-0,27	-1,03	0,10	-1,00
Ecart (%)	-13%	-1%	-5%	1%	-5%

Tableau 82 – Consommations externes, demande et proposition finale

V. Charges de personnel

A. Rémunération du personnel

Ce poste couvre la rémunération brute du personnel de R-GDS. Il représente **49 % des CNE**.



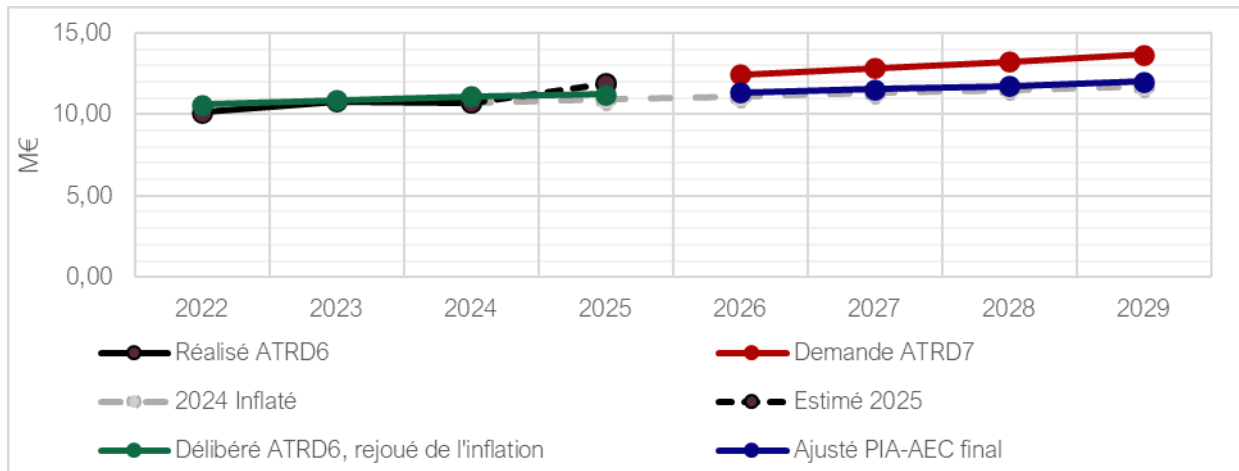


Figure 43 - Rémunération du personnel

A.1. Evolution globale

1) Bilan ATRD 6

La trajectoire réalisée 22-24 suit globalement la trajectoire délibérée (moyenne délibérée : 10,61 M€/an ; moyenne réalisée : 10,55 M€/an sur la période).

La trajectoire demandée (13,05 M€/an en moyenne pour la période 2026-2029) est en hausse de +24% par rapport au réalisé 2022-2024.

2) Explication de la demande par R-GDS

Ainsi, l'augmentation de la rémunération du personnel pour la demande R-GDS (+2,2 M€ par an) se décompose comme suit : [Confidentiel]

A.2. Effectifs

[Confidentiel]

Figure 44 - Effectifs au 30/09

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Total ETP R-GDS	[Confidentiel]	[Confidentiel]	[Confidentiel]	[Confidentiel]	[Confidentiel]	[Confidentiel]	[Confidentiel]	[Confidentiel]

Tableau 83 - Évolution prévue des effectifs de R-GDS

[Confidentiel]

Figure 45 – Evolution des effectifs et des intérimaires, Réalisé et Demande R-GDS, 2019-2029

1) Bilan ATRD 6

R-GDS affichait 220 ETPs en 2020. L'opérateur explique qu'au cours de la période tarifaire ATRD6, ses effectifs ont fortement diminué (215 en 2021 à 204 en 2024), pour s'inscrire dans



des démarches d'optimisation initiées depuis l'ATDR5 et aussi du fait de tensions sur le marché de l'emploi qui retarde les embauches prévues.

2) Explication de la demande par R-GDS

Evolution des ETPs

R-GDS prévoit une augmentation de +18 ETPs entre le réalisé 2024 et 2026 (+9%). L'opérateur justifie cette augmentation par des effectifs inférieurs à ce qu'ils auraient dû être durant la période ATRD6 du fait de retards dans les embauches (tension sur le marché de l'emploi) cumulés à des démarches d'optimisation initiées depuis l'ATRD5. A cela, R-GDS doit faire face à de nouveaux besoins afin de répondre aux Nouveaux projets et obligations qui s'imposent à l'opérateur.

Les éléments apportés par R-GDS en réponse aux questions qui lui ont été posées permettent de reconstituer le tableau ci-dessous (hors personnel intérimaire) :

[Confidentiel]

Tableau 84 - Évolution des ETPs 2019-2029 : données R-GDS

Le détail de l'augmentation des ETPs entre le réalisé 2024 et l'estimé 2025 est donné par R-GDS en réponse au questionnaire qui lui a été adressé : [Confidentiel]

[Confidentiel]

Tableau 85 - Évolution des ETPs 2022-2023 hors nouveaux projets R-GDS

Pour ce qui est des nouveaux projets, les créations de postes suivantes sont prévues :

[Confidentiel]

Tableau 86 – ETP R-GDS nouveaux projets

Lean management

Par ailleurs, l'opérateur mentionne dans son dossier une réflexion en cours autour du Lean management et de l'optimisation des processus internes, susceptible à terme de générer des gains de productivité. Toutefois, R-GDS indique que ces gains ne sont pas intégrés à ce stade dans la trajectoire prévisionnelle, en raison de l'incertitude quant au calendrier et à l'ampleur des effets.

Comptage évolué

[Confidentiel]

3) Appréciation du niveau de la trajectoire

Les différents éléments apportés par l'opérateur ne sont pas concordants. En particulier, les explications des évolutions d'effectif ne tiennent pas compte de la baisse des effectifs comptage.

Notre compréhension de la demande de l'opérateur pour l'évolution des effectifs entre 2024 et 2026 est la suivante :

- Personnel SI

[Confidentiel] Dans son dossier tarifaire, R-GDS détaille d'autres évolutions, qui ne relèvent pas d'évolution contextuelles de l'opérateur :



[Confidentiel][Confidentiel]A ce titre, la demande de l'opérateur apparaît nettement surdimensionnée par rapport à ses besoins.

- [Confidentiel]Autres métiers support

Le nombre d'agents métiers support hors SI à fin 2024 n'est pas connu. La demande de R-GDS pour 2026 intègre :

- [Confidentiel]Métiers du gaz hors comptage

Le nombre d'agents métiers du gaz à fin 2024 n'est pas connu. La demande de R-GDS pour 2026 intègre :

- [Confidentiel]

	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	222	221	220	221	221
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	207	205	204	203	205
Ecart	-14	-16	-16	-18	-16
Ecart (%)	-6.5%	-7.3%	-7.5%	-8.3%	-7.4%

Tableau 87 – Effectifs, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice pré-contradictoire

[Confidentiel] Pourquoi faire la comparaison par rapport à 2021 ? Aujourd'hui les enjeux liés au SI ne sont plus les mêmes qu'il y a 4 ans et les recrutements que nous avons prévus sont nécessaires pour y faire face (cf. notre dossier tarifaire pages 16 à 18).

[Confidentiel] Pour les autres métiers support prévus pour 2026:

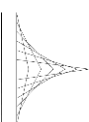
La réduction de charges attendue n'est pas immédiate. Il conviendra d'attendre la prochaine période tarifaire pour pouvoir évaluer le montant des gains effectivement réalisés. Toutefois, concernant notamment l'acheteur, une partie du coût sera refacturé à nos filiales comme RGDS l'a mentionnée dans sa réponse au questionnaire en Q72, pour un montant évalué à 60 k€.

Pour ce qui est du coordinateur ESG, cette embauche est déjà effective puisqu'elle concerne l'exercice 2025 actuellement en cours... par ailleurs, cet agent travaille sur la stratégie climat et pas uniquement sur la problématique des émissions de méthane et le bilan carbone.

Pour ce qui est de l'agent gestionnaire de contrat et du bâtiment:

Comment ferons-nous pour gérer correctement le nouveau contrat de concession signé avec l'EMS et notamment pour produire tous les indicateurs demandés dans le cadre des CRAC ? Nous rappelons également qu'au cours de la période ATRD7 nous prévoyons de faire évoluer l'ensemble des contrats de concession en zone péréquée sur la base du modèle de contrat FNCCR et des actions de transition énergétique définies avec l'EMS.

Pour ce qui est des métiers du gaz hors comptage:



Nos obligations réglementaires liées notamment à la sécurisation des branchements ne nous permettent pas de faire l'économie de ces recrutements pour les trois agents interventions clients

Les missions des agents techniciens de maintenance ne sont pas corrélées aux km de réseau, ils interviennent principalement sur les postes de livraison biométhane et les stations GNV, leurs nombres étant amené à augmenter dans les années à venir.

Il manque le chef de projet ingénierie qui fait partie du service Ingénierie au sein de la Direction du GRD. Il manage des chargés d'affaires travaux et CI-CM, et pilote des projets transverses.

R-GDS a transmis au consultant le détail des ETP totaux par unité.

Voici quelques explications sur les « unités » :

- Les services « support » regroupent la Direction Générale, la Direction de l'innovation et des partenariats, la Direction de la Communication, la Direction Financière, la Direction Juridique, la Direction des Systèmes d'Informations, les Ressources Humaines et le service QHSE.
- Le marketing et les relations avec les collectivités concédantes font partie de la Direction Commerciale.
- L'AMO regroupe l'équipe Acheminement et le Bureau d'Etudes. Celui-ci assure les missions liées à la sécurité industrielle, aux études gaz et au Système d'Information Géographique.
- L'ingénierie assure la réalisation et le renouvellement des raccordements, les extensions et le renouvellement des canalisations de gaz ainsi que le renouvellement des CI-CM (Conduites d'Immeuble – Conduites Montantes).
- La logistique comprend la gestion des stocks, de l'outillage et du parc véhicule.
- L'unité « Réseau et interventions clients » assure l'exploitation et la maintenance du réseau de gaz, l'inspection des CI-CM, ainsi que les petites interventions réalisées chez les clients (pose et enlèvement de compteur, relève, vérification périodique d'étalonnage, coupures pour impayés...).


A noter que dans ce nouveau tableau, le périmètre lié aux métiers du gaz est différent de celui considéré dans le tableau déjà transmis au stade du questionnaire, puisqu'il prend en compte le total des ETP déduction faite de ceux de l'ensemble des services supports (SI et hors SI).

La diminution des effectifs liée au déploiement des compteurs évolués (projet AMR) est visible à travers les postes « CDI – Relveurs compteurs » et « Senior - Relveur compteurs ».

Par ailleurs, nous vous informons que les 4 postes de CDI liés au SI au titre de l'exercice 2024/2025 ont déjà été pourvus.

Enfin, nous ne mobilisons pas de ressources issues de prestataires externes dans le cadre de notre fonctionnement.



 <div>PARIS INFRASTRUCTURE ADVISORY</div>	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
	[Confidentiel]							
SUPPORTS HORS SI								
Total SUPPORTS								
DIRECTION COMMERCIALE								
DIRECTION GRD ET AMO								
GRD - INGENIERIE ET LOGISTIQUE								
GRD - RESEAU ET INTERVENTIONS CLIENTS								
Total METIERS DU GAZ								
TOTAL GENERAL								
Intérimaires								
Total sans intérimaires								

Le détail des effectifs par unité est donné ici: [Confidentiel]

Tableau 88 – Détail des ETPs par unité R-GDS, ETPs totaux par unité

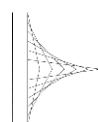
5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Évolution globale des effectifs :

La trajectoire d'ETP par unité transmise par l'opérateur permet une lecture détaillée de l'organisation de R-GDS à l'échelle de ses différents métiers. Il ressort une forte augmentation des effectifs de support, hors SI et SI, dont les ETP progressent de **+48 % entre le réalisé 2022 et la demande 2029**.

[Confidentiel] Point de départ de la trajectoire consultant :

Le consultant retient comme point de départ le **réalisé 2024**, étant donné que la trajectoire en ETPs sur la période précédant cette année est stable et que des économies en ETPs ont été fait par l'opérateur (204 ETPs en 2024 contre 215 en 2022). La trajectoire est ainsi projetée à partir des ETPs constatés, avec une attention particulière portée aux exercices 2025 et 2026, au cours desquels R-GDS prévoit une hausse de **18 ETPs**. Cette hausse d'effectif a été analysé dans la trajectoire consultant :



Pour l'exercice 2025 : [Confidentiel]

[Confidentiel] Pour l'exercice 2026 : [Confidentiel]

[Confidentiel] Pour les effectifs SI :

La trajectoire SI de R-GDS affiche une hausse significative : la part des effectifs SI passerait de **8 % en 2024 à 15 % en 2029**. [Confidentiel]

En conséquence, la trajectoire consultant retient, au titre des nouveaux projets informatiques, **uniquement le recrutement de trois spécialistes cybersécurité**, prévus entre 2026 et 2029.

Ajustement de la trajectoire globale :

La trajectoire hors nouveaux projets de R-GDS intègre une baisse de **7,5 ETPs entre 2026 et 2029**, essentiellement liée à la généralisation du comptage évolué. [Confidentiel]

Le consultant considère que cette baisse anticipée permet de compenser les besoins en effectifs liés aux nouveaux projets **hors SI** portés par R-GDS.

La trajectoire finalement retenue est la suivante :

	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	221,66	221,00	220,25	221,08	221,00
Ajusté PIA-AEC	211,23	209,73	208,73	208,73	209,60
Ecart	-10,43	-11,27	-11,52	-12,35	-11,40
Ecart (%)	-5%	-5%	-5%	-6%	-5%

Tableau 89 – Effectifs, demande et proposition finale

A.3. Rémunération Moyenne

[Confidentiel]

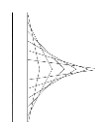
Figure 46 – Rémunération moyenne (€/ETP)

1) Bilan 2022-2024

[Confidentiel]

Tableau 90 – Décomposition de la rémunération moyenne : 2022 à 2024 (donnée de la balance générale)

On notera que l'évolution importante de la rémunération moyenne entre 2023 et 2024 est à 40% expliquée par les avantages en nature. En dehors de cet effet, les évolutions entre 2022 et 2024 reflètent essentiellement l'inflation (+10% pour la rémunération moyenne hors ANE entre 2024 et 2022, avec +9% d'inflation sur la même période).



2) Demande R-GDS

Dans son dossier tarifaire, l'opérateur décrit avoir fait sa trajectoire en rémunération moyenne à partir d'une évolution du salaire moyen calculée à l'aide de l'évolution du SNB et du GVT:
[Confidentiel]

[Confidentiel]

Tableau 91 – Evolution du salaire moyen, dossier tarifaire de l'opérateur

La trajectoire d'évolution de la rémunération moyenne hors ANE de l'opérateur calculée à partir de la demande tarifaire en rémunération et en effectifs est la suivante :

[Confidentiel]

Tableau 92 – Evolution de la rémunération moyenne hors ANE, calculé à partir de la demande opérateur

Les données de la matrice tarifaire n'ont donc pas permis de recouper les taux d'augmentation présentés dans le dossier tarifaire de l'opérateur.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Retraité des effets des prix de l'énergie, l'hypothèse d'évolution selon l'inflation de la rémunération moyenne est globalement cohérente avec les évolutions observées sur la période 2022-2024

Cette hypothèse a été reprise dans le calcul proposé. L'écart présenté ci-dessous entre la trajectoire de l'opérateur et la trajectoire ajusté résulte d'un référentiel d'inflation différent utilisé par l'opérateur. Le consultant n'a pas connaissance de l'hypothèse d'inflation utilisée par l'opérateur.

€/ETPs	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire					
Ecart (€/ETPs)					
Ecart (%)					

Tableau 93 – Rémunération moyenne par ETP, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS :

« La chronique d'inflation de 1,8% par an utilisée par R-GDS se trouve dans son dossier tarifaire en page 30 ainsi que dans sa matrice. Ces hypothèses d'inflation ont été définies par la CRE. »



5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire consultant en ETPs diffère de celle présentée par l'opérateur, ce qui a un impact direct sur l'évolution de la rémunération moyenne, et en particulier sur le glissement vieillesse-technicité (GVT), que l'opérateur indique avoir pris en compte dans sa trajectoire. Contrairement à la demande de l'opérateur, la trajectoire du consultant repose sur des effectifs de soutien globalement stables, intégrant uniquement trois créations de postes liées à la cybersécurité d'ici 2029 dans le cadre des nouveaux projets SI. Sur la période 2026–2029, la trajectoire consultant retient une moyenne de 209,6 ETPs, très proche du réalisé 2022–2024 (210,65 ETPs). [Confidentiel] Dès lors, la trajectoire consultant applique donc le GVT moyen constaté sur la période de référence, sur les postes directement liés à l'évolution des salaires (hors indemnités, qui évoluent généralement de manière indépendante, tout comme les avantages en nature).

Le SNB reproduit sur la prochaine période tarifaire est égal à la moitié de l'inflation, 0,90% par an.

L'évolution proposée est alors :

Evolution de la rémunération Moyenne (hors ANE et indemnités), %	2024	2025	2026	2027	2028	2029
GVT (total)	[Confidentiel]					
SNB						
Total						

Tableau 94 – Evolution de la rémunération moyenne hors indemnités et ANE, proposition du consultant

La trajectoire des avantages en nature énergie (ANE) est affectée par le prix de l'énergie. La CRE a fourni au consultant une trajectoire d'évolution prévisionnelle :

Evolution du tarif ANE	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Evolution du tarif agent / ANE		-11%	-2%	-1%	1%	0%

L'évolution de l'ANE est donc traitée en fonction de cette évolution des prix. Le montant de la rémunération personnel ANE est calculé à partir de cette trajectoire pour la prochaine période tarifaire à partir du réalisé 2024.

La trajectoire consultant prend en compte la moyenne des indemnités réalisées, reproduite sur la prochaine période tarifaire

La rémunération moyenne hors ANE est calculée à partir du réalisé 2024, ensuite inflaté. [Confidentiel]

Tableau 95 – Rémunération moyenne par ETP, demande et proposition

A.4. Rémunération du personnel – synthèse

Les ajustements proposés sur les effectifs et le recalcul de la rémunération moyenne entraînent les trajectoires suivantes de rémunération du personnel totale :



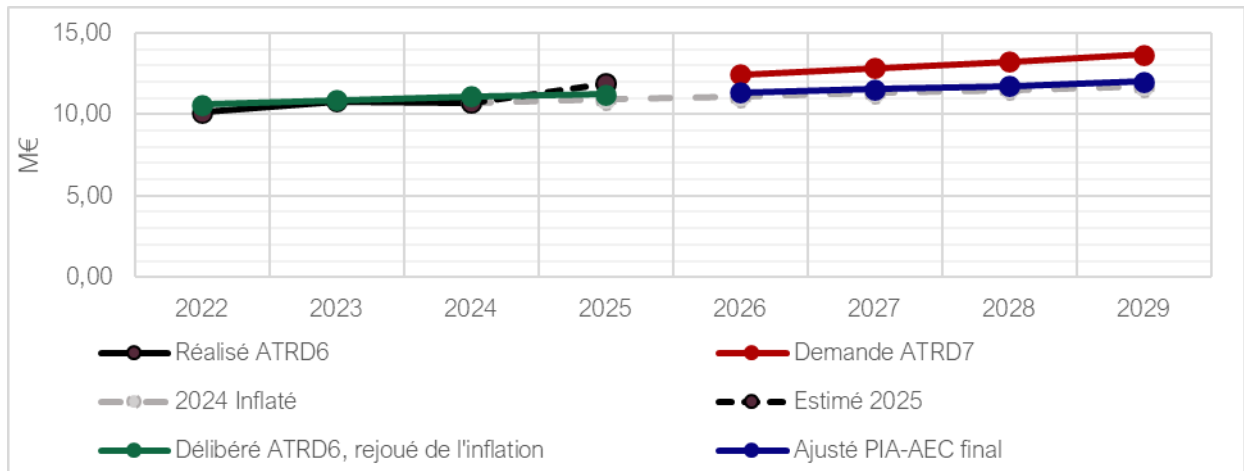


Figure 47 – Rémunération du personnel

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	12,44	12,87	13,24	13,66	13,05
Ajusté PIA-AEC final	11,36	11,53	11,75	12,03	11,67
Ecart (M€)	-1,08	-1,34	-1,48	-1,63	-1,38
Ecart (%)	-9%	-10%	-11%	-12%	-11%

Tableau 96 – Rémunération personnel, demande et proposition finale du consultant

B. Charges sociales

Les charges sociales représentent 19% des CNE.

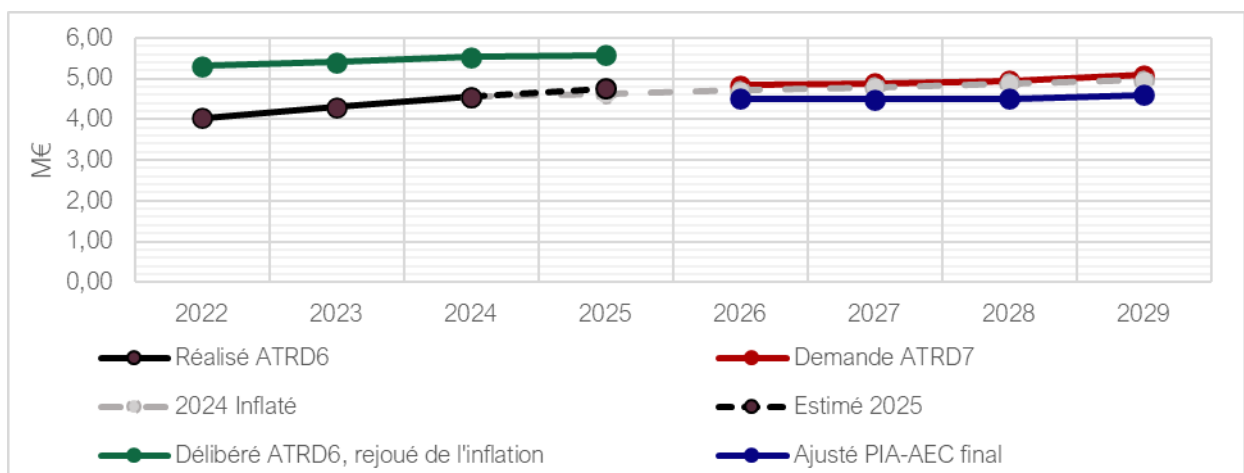


Figure 48 - Charges sociales



1) Bilan ATRD6

Selon l'opérateur, le montant des charges sociales réellement payé est la résultante d'impacts cumulés, que sont :

- La variation du taux de charges sociales (effet de la politique gouvernementale ou du petit Pool³ CNIEG)
- La variation des effectifs moyens de R-GDS (réel vs prévisionnel) qui ont été en diminution sur la période ATRD6

Au moment de l'établissement de la trajectoire prévisionnelle, R-GDS et les autres ELD interrogent systématiquement la CNIEG pour obtenir les derniers taux applicables à date et les tendances d'évolution (si celles-ci sont connues).

Ainsi, en 2021 lors de la demande tarifaire ATRD6, les hypothèses étaient les suivantes :

Du fait de l'épidémie de Covid-19, le taux de charges sociales CNIEG lié à la part maladie des IEG a été relevé de 2,3 points à compter du 1er août 2020 pour le « Petit Pool », et ce, pour une durée de 8 mois. A compter d'avril 2021, selon les dernières informations à date de l'opérateur, ce taux devrait diminuer de 1,5 points.

Par ailleurs, un complément de facturation de l'assiette globale de recouvrement a entraîné une hausse du taux de charges sociales de 0,5 points au titre de l'année 2020 et dont les montants seront dus au cours de l'année 2021.

L'opérateur n'a pas connaissance d'autres évolutions, notamment d'ordre législatives ou réglementaires, se traduisant par une variation des taux de cotisations ou d'un changement de l'assiette de calcul de certaines charges sociales. Ainsi, le taux de charges sociales 2022 a été reconduit sur la période 2023.

Toutefois, à compter du 1er mai 2022, les taux de cotisation CNIEG avaient fortement diminué :

- - 3,8 points pour la cotisation Vieillesse Base,
- - 1,8 points pour la cotisation Régime Spécifique Autres Risques destinée à assurer l'équilibre des prestations et charges du régime spécial,
- - 3,4 points pour la cotisation Compensation, destinée à assurer l'équilibre du « Petit Pool ».

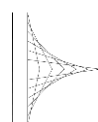
Sur la période ATRD6, cette forte baisse n'a jamais été compensée par les hausses futures de taux.

2) Explication de la demande par R-GDS

Cette baisse sur la période ATRD6 explique la trajectoire baissière sur la période tarifaire ATRD7.

La baisse de taux prévue entre 2024 et 2029 est en lien avec les nouvelles embauches, puisque depuis le 1er septembre 2023, les nouveaux embauchés des IEG sont affiliés au régime général de retraite (taux de charges sociales réduit).

³ Le « Petit Pool » correspond à une caisse commune à l'ensemble des ELD qui vise à mutualiser/assurer les charges relatives aux arrêts maladie et maternité. Les évolutions de taux retenues par R-GDS correspondent aux éléments publiés dans les derniers communiqués relatifs au « Petit Pool ».



3) Appréciation du niveau de la trajectoire

Le taux de charges sociales retenu par l'opérateur est retenu. Il est appliqué à la trajectoire de rémunération identifiée en partie A.

	2026	2027	2028	2029
Demande R-GDS	38.8%	38.0%	37.4%	37.2%

Tableau 97 – Taux de charges sociales retenu

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	4.83	4.89	4.95	5.08	4.94
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	4.35	4.28	4.27	4.30	4.30
Ecart (M€)	-0.48	-0.61	-0.68	-0.78	-0.64
Ecart (%)	-11%	-14%	-16%	-18%	-15%

Tableau 98 – Charges sociales, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS;

“Attention, dans les taux ainsi présentés (tableau ci-dessus) sont inclus dans les rémunérations du personnel, les avantages en nature énergie dont la fiscalité est différente. Les taux ne reflètent ainsi pas le taux de charges réelles (proche de 50%).”

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Le taux de charges sociales en pourcentage des rémunérations du personnel, retraité des avantages en nature énergie a été reproduit. On obtient la trajectoire de taux suivante :

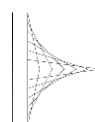
	2026	2027	2028	2029
Demande R-GDS	44,9%	43,9%	43,1%	42,9%

Tableau 99 – Taux de charges sociales retenu

Ce taux est reproduit pour 2026-2029. L'écart avec la trajectoire de l'opérateur provient de l'écart sur la rémunération du personnel détaillé en partie A de ce rapport.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	4,83	4,89	4,95	5,08	4,94
Ajusté PIA-AEC final	4,51	4,49	4,51	4,60	4,52
Ecart (M€)	-0,32	-0,40	-0,45	-0,49	-0,42
Ecart (%)	-7%	-8%	-9%	-10%	-8%

Tableau 100 – Charges sociales, demande et proposition finale



C. Participation

[Confidentiel]

Figure 49 - Participation

1) Bilan ATRD 6

La trajectoire réalisée est en forte baisse par rapport à la trajectoire délibérée pour la même période Cette baisse est particulièrement marquée à partir de 2023.

[Confidentiel] L'opérateur indique alors que le montant de la participation dépend directement des résultats de l'entreprise, eux-mêmes sensibles aux recettes d'acheminement, qui ont été en baisse depuis 2022 du fait de la baisse de consommation en raison de la crise énergétique et des efforts de sobriété (-14 %).

2) Pour autant, les volumes acheminés par l'opérateur diminuent depuis 2023 et la participation n'est pas à la baisse. Le résultat de l'opérateur régulé reflète essentiellement ses charges de capital, qui reflètent sa base d'actifs régulés. [Confidentiel] Explication de la demande par R-GDS

Pour établir la trajectoire prévisionnelle dans le dossier tarifaire, R-GDS a retenu une hypothèse simplifiée fondée sur un ratio fixe de 2,3 mois de salaire par ETP, basé sur la moyenne des années récentes [Confidentiel] appliqué au salaire moyen annuel par exercice.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

L'analyse de la participation des salariés en % de la rémunération de la BAR nous donne le graphique suivant :

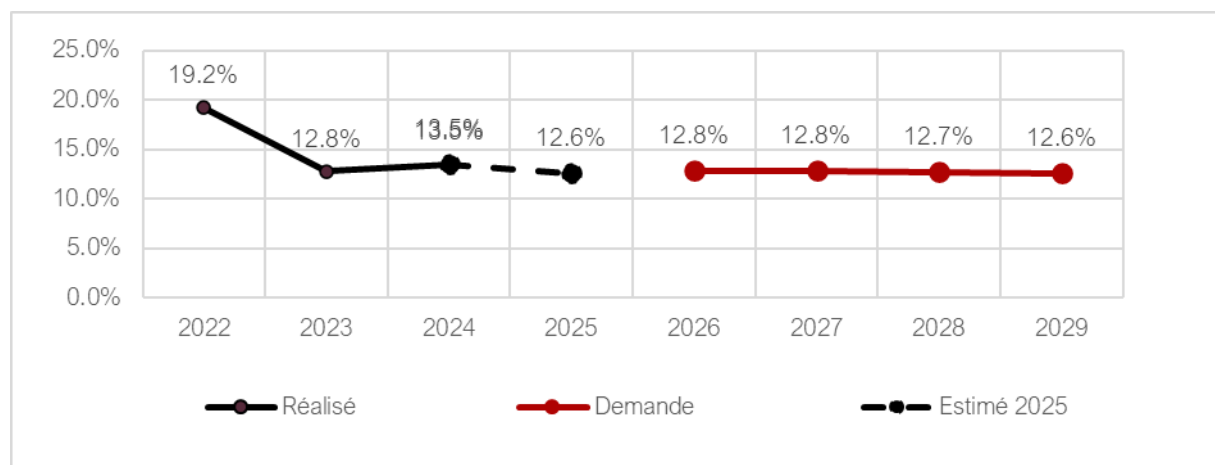


Figure 50 – Participation des salariés au résultat en % de la rémunération de la BAR

[Confidentiel]. Ce taux suit une trajectoire à la baisse et est cohérent au regard du réalisé, il est retenu dans l'évaluation. **Les montants associés devront être actualisés en fonction de la rémunération effectivement retenue.**

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne



Demande R-GDS	[Confidentiel]
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	
Ecart (M€)	
Ecart (%)	

Tableau 101 – Participation, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS :

« RGDS ne comprend pas le ratio pris par PIA pour apprécier la trajectoire de la participation. L'affirmation que l'opérateur demande une participation égale à 12.75% de la rémunération de la BAR est totalement incorrecte et inexacte. Comme mentionné précédemment ainsi que dans nos réponses au questionnaire, la demande de RGDS n'est pas du tout fondée sur un pourcentage de rémunération de la BAR. Ce ratio n'a aucun sens et il est inexact d'affirmer que les volumes n'ont pas d'effet sur le résultat de l'opérateur car avec le capage du CRCP, l'effet volume n'est que partiellement pris en compte sur une année donnée (lissage sur plusieurs années, voire périodes tarifaires en cas de variations significatives). »

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Le montant de la participation versée aux salariés dépend directement des résultats de l'entreprise, lesquels reflètent en grande partie le niveau de la rémunération de sa BAR. Utiliser un ratio exprimant la participation en pourcentage de la rémunération de la BAR permet donc d'approcher le niveau de participation effectivement constaté chez l'opérateur.

Comme l'illustre la Figure 50 – Participation des salariés au résultat en % de la rémunération de la BAR, ce ratio apparaît relativement stable dans le temps, à l'exception de l'année 2022 marquée par des circonstances exceptionnelles (notamment la crise énergétique). Cette stabilité est également observée dans la trajectoire prévisionnelle transmise par l'opérateur.

La trajectoire du consultant retient donc le ratio de la participation sur la rémunération de la BAR [Confidentiel], cohérents et stables avec le réalisé. Toutefois, la trajectoire du consultant est dépendante de la rémunération de la BAR finalement retenue par la CRE.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC final					
Ecart (M€)					
Ecart (%)					

Tableau 102 – Participation demande et proposition finale



D. CCAS 1%

Ce poste représente 1.1% des CNEs

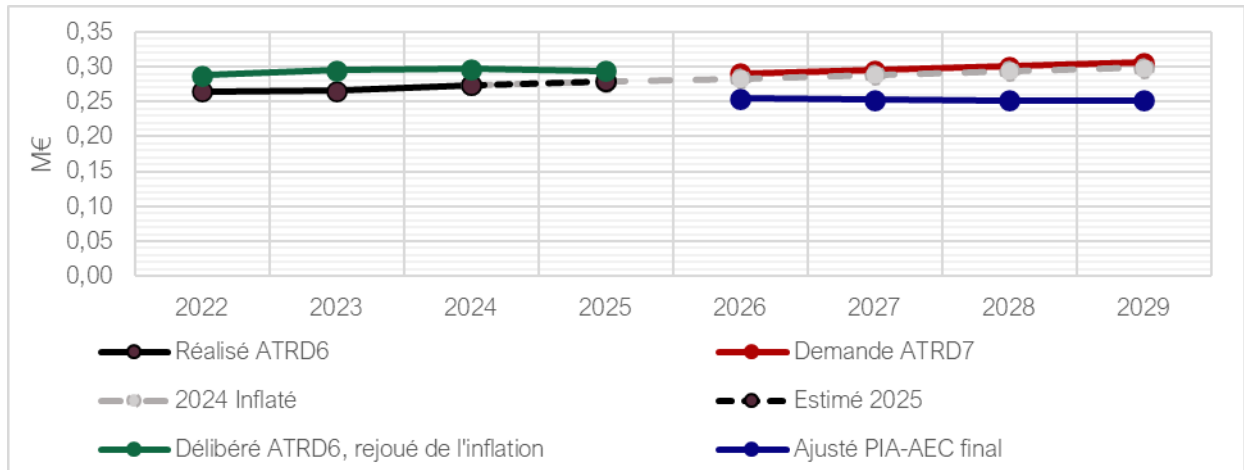


Figure 51 - CCAS 1%

1) Bilan ATRD 6

Selon l'opérateur, la contribution de 1 % CCAS est calculée par R-GDS à raison de 1 300 € par salarié pour les entreprises comptant entre 50 et 299 salariés, sur la base de l'effectif statutaire déclaré à la CNIIEG en N-2. Les écarts constatés entre la trajectoire réalisée sur ATRD6 et la trajectoire prévisionnelle s'expliquent donc directement par un effectif réel inférieur aux prévisions sur la période 2022–2024.

2) Explication de la demande par R-GDS

Par simplification, la demande de l'opérateur a été assise sur le réalisé 2024 augmenté de l'inflation et non sur l'approche décrite en réponse au questionnaire.⁷

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Par simplification, la demande de l'opérateur a été sur le réalisé 2025 augmenté de l'inflation et non sur l'approche décrite en réponse au questionnaire.

L'application de l'approche décrite en réponse au questionnaire permet de retrouver le nombre de salariés statutaires N-2 pour les années 2022 à 2024. Ce nombre est comparé aux effectifs de l'entreprise sur les années 2020 à 2022. On en déduit un taux moyen d'employés statutaires de 95% des effectifs de R-GDS. Ce taux est ensuite appliqué à la trajectoire des effectifs 2024-2027 pour déterminer les effectifs statutaires sur la période ATRD7, ce qui permet de recalculer le CCAS 1%.

La méthode de calcul de R-GDS a été reprise, sur la base de 1300 € par salarié et à partir de l'effectif proposé par le consultant pour la période ATRD7.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0.29	0.30	0.30	0.31	0.30



Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0.25	0.25	0.26	0.25	0.25
Ecart (M€)	-0.04	-0.04	-0.04	-0.05	-0.04
Ecart (%)	-15%	-17%	-17%	-21%	-18%

Tableau 103 – CCAS 1%, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Les effectifs statutaires réels et prévisionnels sont disponibles dans une matrice communiquée au consultant.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La part d'effectifs statutaires sur les effectifs totaux en 2022, 2023 et 2024 est en moyenne de 93% et est globalement stable sur le réalisé. Cette part moyenne (93%) est ensuite appliquée à la trajectoire des effectifs 2026-2029 pour déterminer les effectifs statutaires sur la période ATRD7, ce qui permet de recalculer le CCAS 1%.

La méthode de calcul de R-GDS a été reprise, sur la base de 1300 € par salarié et à partir de l'effectif proposé par le consultant pour la période ATRD7. Cette valeur de 1300 € par salarié correspond à la méthode de calcul utilisée par R-GDS pour ce poste. Elle est applicable pour les entreprises comptant entre 50 et 299 salariés, sur la base de l'effectif statutaire déclaré à la CNIEG en N-2. Ce

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,29	0,30	0,30	0,31	0,30
Ajusté PIA-AEC final	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25
Ecart (M€)	-0,04	-0,04	-0,05	-0,05	-0,05
Ecart (%)	-12%	-14%	-16%	-18%	-15%

Tableau 104 – CCAS 1%, demande et proposition finale

E. Autres charges sociales

Le poste "autres charges sociales" regroupe le versements comité mixte, la participation aux œuvres sociales, la médecine du travail, les indemnités stagiaires et autres charges de personnel. Il représente **1.5% des CNE..**



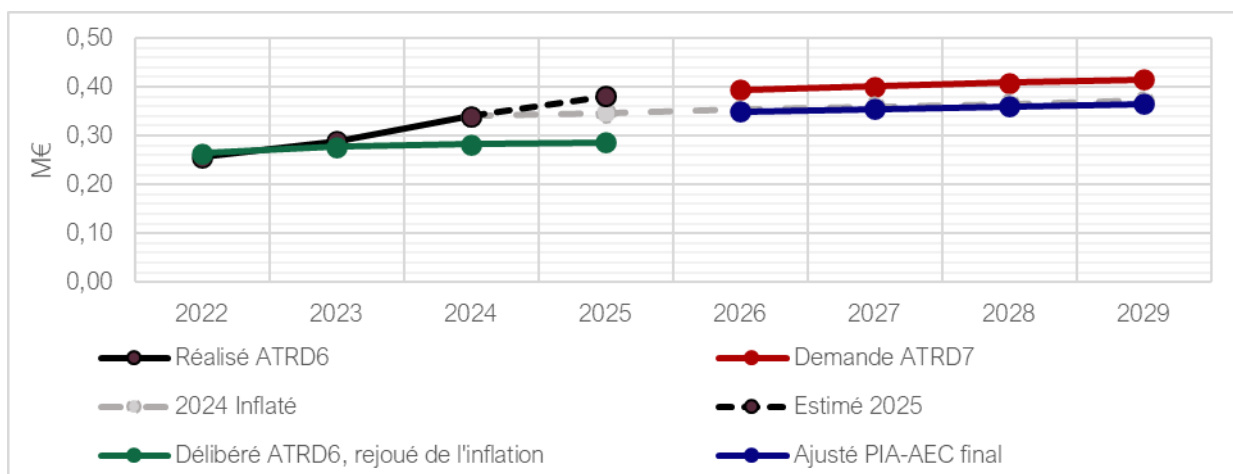


Figure 52 - Autres charges sociales

1) Bilan ATRD 6

La valeur délibérée était de 270 k€ en moyenne pour la période 2022-2024 contre un réalisé de 290 k€ en moyenne sur la même période.

Les dépenses associées à ce poste se décomposent comme suit :

[Confidentiel]

Figure 53 - Autres charges sociales : détails 2022-2024

R-GDS explique la fluctuation du poste par la diversité de ces rubriques, qui ne sont pas toutes liées à la masse salariale.

En 2024, l'augmentation s'explique notamment par la revalorisation des tickets restaurants, entièrement prise en charge par l'employeur (impact d'environ 80 k€/an).

2) Explication de la demande par R-GDS

L'évolution de poste a été calculé en fonction des prévisions de l'opérateur sur les différents sous-postes qui le composent, en particulier :

- Le montant pour les charges en médecin conseil (montant/salariés) est calculé ainsi :

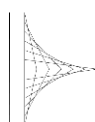
Les tarifs 2025 sont les suivants :

- Tarif plein 100% (entreprises de plus de 1000 salariés) :	164,70 € HT par salarié
- Tarif réduit 75% (entreprises entre 100 et 1000 salariés) :	123,52 € HT par salarié
- Tarif réduit 50% (entreprises de moins de 100 salariés) :	82,35 € HT par salarié

- La rémunération des stagiaires (variables selon le nombre effectif).
- Les tickets CESU sont fonction des demandes faites par les agents.
- L'augmentation faciale des tickets CESU est reproduite sur la prochaine période tarifaire.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Les charges suivantes sont retenues à leur valeur moyenne 22-24, ensuite inflatée : Versement comité mixte prod ; médecine du travail et pharmacie ; les indemnités versées aux stagiaires.



Pour le poste, participation aux autres œuvres sociales, à ce stade, rien ne permet de d'analyser la nécessité de ce poste dans les charges de l'opérateur. La trajectoire du consultant reprend la moyenne du réalisé, décotée de 20% et ensuite inflatée.

Autres charges de personnel : nous comprenons que les tickets restaurants sont intégrés dans ce sous-poste. Le montant par ETP de ce sous poste a augmenté de 232€/ETP en 2022 à 517€/ETP en 2024 alors que la valeur du ticket restaurant n'a augmenté que de 10% sur la période. On en déduit que le poste intègre des éléments autres que les tickets restaurant. Ces éléments sont jugés conjoncturels et ne seront pas repris dans la trajectoire ATRD 7. La trajectoire ATRD 7 s'appuie ainsi sur le réalisé 2022 rejeu de l'inflation et des ETPs.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,39	0,40	0,41	0,42	0,40
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,25	0,25	0,25	0,26	0,25
Ecart (M€)	-0,15	-0,15	-0,16	-0,16	-0,15
Ecart (%)	-61%	-61%	-61%	-61%	-61%

Tableau 105 – Autres charges sociales, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS :

« La fluctuation de ce poste s'explique principalement par la nature très différente des rubriques qui le composent. Il n'est pas pertinent de corréler ce poste à un pourcentage de la rémunération, compte tenu des différents coûts qui le constituent, puisqu'ils ne sont eux-mêmes pas corrélés à la rémunération.

Comme vous l'avez d'ailleurs mentionné ci-dessus « le ratio par rapport à la rémunération n'est pas pertinent, car plusieurs coûts (CESU, stagiaires, médecin conseil) dépendent de facteurs indépendants du niveau de salaire ».

Les charges comptabilisées en participations aux autres œuvres sociales correspondent aux tickets restaurants, à savoir la part qui sont à la charge de RGDS pour son personnel.

Leur continuation est bien évidemment justifiée, RGDS continue d'octroyer à ses salariés des tickets restaurants, d'autant plus que comme explicité dans notre réponse au questionnaire, leur valeur faciale vient d'augmenter en début d'année 2024, [Confidentiel] Cette hausse a entièrement été prise en charge par l'employeur (et donc RGDS).

Voir le détail des comptes transmis en annexe au consultant.

La participation aux autres œuvres sociales correspond à la part des tickets restaurants à la charge de RGDS. N'ayant pas de réfectoire et n'octroyant pas de prime déjeuner à ses salariés, RGDS se doit de financer les repas de son personnel sous la forme d'attribution de tickets restaurants



Le compte autres charges de personnel (comptes 6481*** retraité du compte 648120*) comprend principalement les coûts suivants (le détail est fourni en annexe au consultant) :

- Tickets CESU (prestataire [Confidentiel]) pour les agents dont une part est prise en charge par RGDS au titre de la garde d'enfants
- Indemnités chômage dues à France Travail pour les agents temporaires (CDD, contrats seniors...) dont le contrat a pris fin et qui se retrouvent sans emploi. En effet, la particularité des IEG fait que RGDS ne cotise pas au titre de l'assurance chômage, mais en contrepartie, se doit de payer des indemnités pour les personnes qui restent sans emploi, et ce, jusqu'à leur date de fin de leurs droits
- Paiement des soldes de congés payés pour les agents embauchés d'autres ELD/IEG
- Dotations vestimentaires ou télétravail ([Confidentiel])
- Cartes cadeaux offertes aux agents dans le cadre des départs en retraite ou pour des naissances.

Ce poste a fortement augmenté sur l'ensemble des rubriques en 2024 vs 2022. Les plus impactées sont les indemnités chômage (+20 k€) du fait d'un recours de plus en plus fréquemment à du personnel temporaire, les tickets CESU (+15 k€) en lien avec un personnel plus jeune, ou encore le paiement de congés payés pour des agents en mutation/transfert entre les IEG (+26 k€)."

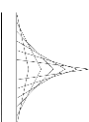
5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Les sous-postes des autres charges sociales Versement Comite Mixte Prod, Medec. Travail/pharmacie, indemnités stagiaires et autres charges de personnel sont reproduits dans la prochaine période tarifaire à partir des moyennes du réalisé 22-24, ensuite inflatées. Ces postes sont stables sur le réalisé, mis à part pour le poste Autres charges de personnel qui augmente entre 2022 et 2024. Cette augmentation étant liée à certains facteurs que R-GDS peut contrôler (recours à du personnel temporaire par exemple), la moyenne du réalisé est conservée pour la trajectoire consultant.

Les charges en tickets restaurants (Compte Participation autres œuvres sociales) sont en augmentation du fait de l'augmentation de leur valeur faciale. Le consultant prend en compte cette augmentation sur la fin 2024 en reprenant l'estimation des charges par l'opérateur de 228k€, en fonction de la trajectoire d'effectifs consultant.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,39	0,40	0,41	0,42	0,40
Ajusté PIA-AEC final	0,35	0,36	0,36	0,37	0,36
Ecart (M€)	-0,04	-0,04	-0,04	-0,05	-0,04
Ecart (%)	-11%	-11%	-11%	-11%	-11%

Tableau 106 – Autres charges sociales, demande et proposition finale



F. Synthèse de la rubrique

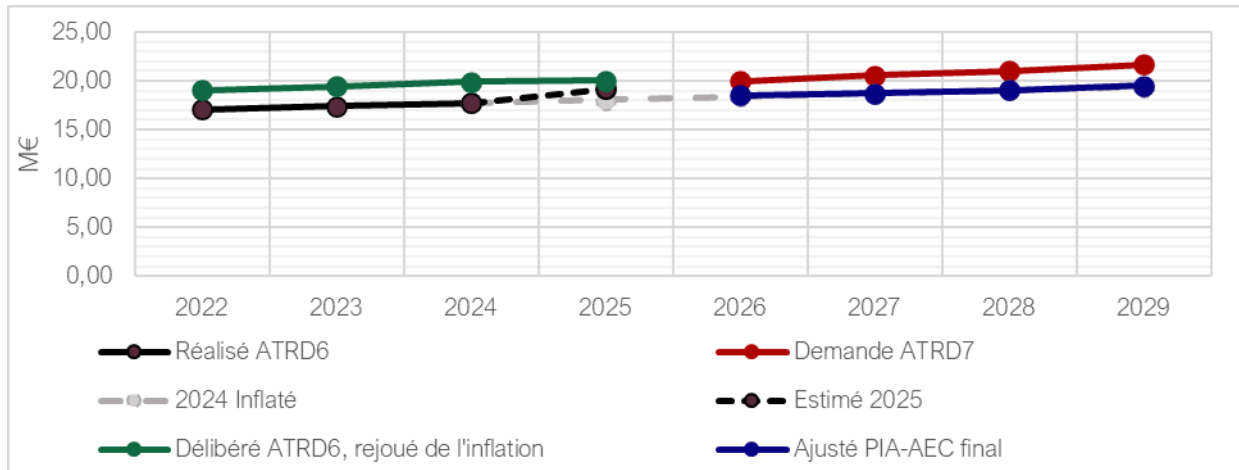


Figure 54 – Total charges de personnel

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	19,97	20,54	21,05	21,70	20,82
Ajusté PIA-AEC final	18,49	18,71	19,03	19,48	18,93
Ecart (M€)	-1,48	-1,83	-2,03	-2,22	-1,89
Ecart (%)	-7%	-9%	-10%	-10%	-9%

Tableau 107 – Total des charges de personnel, demande et proposition finale

M€	2026	2027	2028	2029
Rémunérations personnel (641xxx)	-1,08	-1,34	-1,48	-1,63
Charges sociales (645xxx)	-0,32	-0,40	-0,45	-0,49
Participation (si applicable)	-	-	-	-
CCAS 1% (6472xx)	-0,04	-0,04	-0,05	-0,05
Autres charges sociales (647xxx sauf CCAS et 648xxx)	-0,04	-0,05	-0,05	-0,05

Tableau 108 – Total des charges de personnel, détail des écarts finaux



VI. Impôts et taxes

A. Taxe foncière

Le poste « taxe foncière » chez R-GDS correspond à la taxe locale (impôt) dû au titre des biens immobiliers dont RGDS est propriétaire (bâties et terrain).

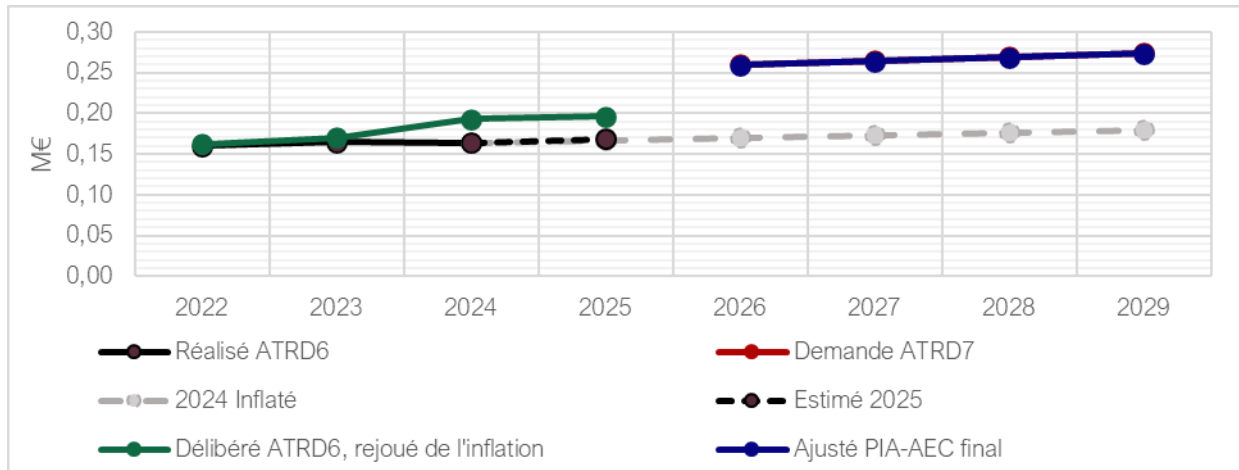


Figure 55 – Taxe foncière

1) Bilan ATRD6

La trajectoire délibérée de taxe foncière suit l'inflation. L'écart s'explique par une mauvaise interprétation de la réforme de la taxe foncière intervenue en 2021 : la trajectoire initiale avait intégré une baisse de 50 % du taux applicable à tous les établissements, alors qu'en réalité cette réduction ne concernait que les établissements industriels. Le réalisé suit donc l'inflation et n'est pas impacté par cet ajustement de trajectoire en 2024.

2) Explication de la demande par R-GDS

La hausse de la taxe foncière à compter de 2026 s'explique par l'achat du terrain rue du Doubs. Pour le calcul de la taxe foncière liée à ce terrain, R-GDS a retenu une valeur locative de [Confidentiel], soit le double de celle actuellement payée ([Confidentiel]), estimant que cette dernière est très inférieure aux prix de marché. Un abattement forfaitaire de [Confidentiel] est appliqué, reflétant les charges courantes (entretien, gestion, assurance...), et le taux d'imposition utilisé est de 54 %, correspondant à celui appliqué actuellement aux locaux administratifs de R-GDS situés à Strasbourg.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Le consultant reprend les montants présentés par l'opérateur pour la taxe foncière liée à l'achat du terrain rue de Doubs et prend comme année de référence 2024, ensuite inflatée pour le reste de la taxe foncière.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
----	------	------	------	------	---------



Demande R-GDS	0,26	0,26	0,27	0,27	0,27
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,26	0,26	0,27	0,27	0,27
Ecart (M€)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart (%)	0%	0%	0%	0%	0%

Tableau 109 – Taxe foncière, demande et proposition du consultant pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

L'opérateur n'a pas apporté d'élément complémentaire lors de l'exercice contradictoire.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire du consultant pré-contradictoire est reconduite. Celle-ci reprend le montant de taxe foncière du réalisé 2024, ensuite inflaté pour la prochaine période tarifaire.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,26	0,26	0,27	0,27	0,27
Ajusté PIA-AEC final	0,26	0,26	0,27	0,27	0,27
Ecart (M€)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart (%)	0%	0%	0%	0%	0%

Tableau 110 – Taxe foncière, demande et proposition finale du consultant

B. Impôts et taxes sur les rémunérations

Le poste « impôts et taxes sur les rémunérations » chez R-GDS regroupe la formation professionnelle continue, la participation à l'effort de construction et la taxe d'apprentissage. Il est en principe proportionnel aux rémunérations brutes, dont l'évolution est suivie dans la matrice tarifaire.



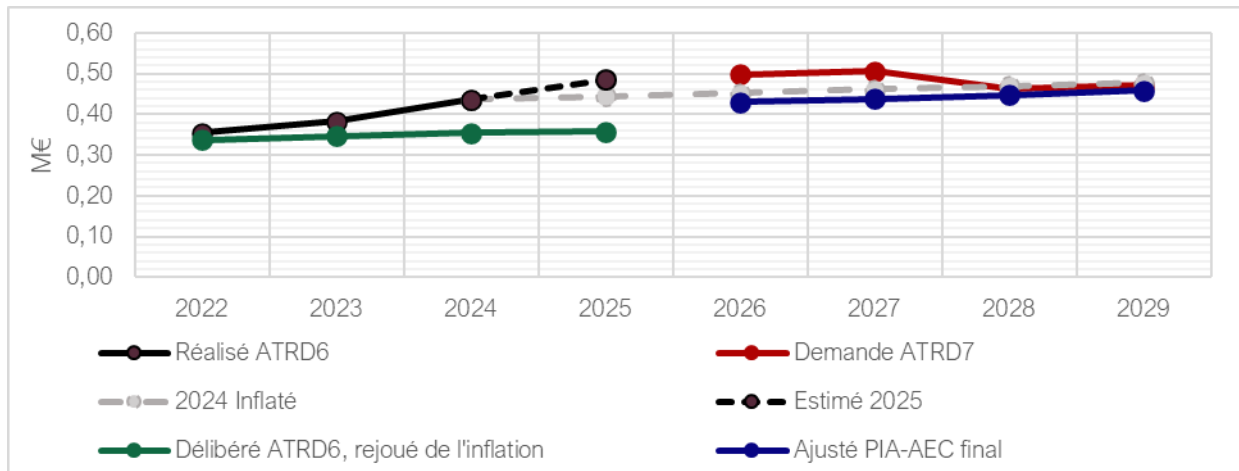


Figure 56 - Impôts et taxes sur les rémunérations

1) Bilan ATRD6

R-GDS explique que l'augmentation de ce poste correspond à une hausse volontaire du budget de formation (+42 k€ en 2024). Le taux effectif d'impôts et taxes sur les rémunérations est passé de 3,5 % en 2022 et 2023 à 4,1 % en 2024.

2) Explication de la demande par R-GDS

Cette dynamique se poursuit en 2026 et 2027, avec 40 k€ supplémentaires prévus sur ces 2 années pour accompagner les projets internes (code éthique, NIS2, etc.). Pour 2028 et 2029, R-GDS revient à un niveau de dépenses plus proche de celui des années 2022-2023, soit un taux de 3,5 %.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

La trajectoire retenue par le consultant consiste à appliquer le taux moyen des impôts et taxes sur les rémunérations par rapport au total des rémunérations personnels du réalisé 22-24, aux niveaux de rémunérations projetés et présentés plus haut dans le rapport.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,50	0,51	0,46	0,47	0,48
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,42	0,42	0,42	0,43	0,42
Ecart (M€)	-0,08	-0,09	-0,04	-0,04	-0,06
Ecart (%)	-20%	-21%	-9%	-10%	-15%

Tableau 111 – Impôts et taxes sur la rémunération, demande et proposition du consultant pré-contradictoire



4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS:

“Pour chacune des années, R-GDS a souhaité consacrer une journée de sensibilisation qu'elle entend mener vis-à-vis de l'ensemble de son personnel en lien avec les nouveaux projets et les nouvelles obligations (code éthique, NIS2).

Ces coûts supplémentaires de formation ont été estimés de la manière suivante :

- Coût d'une journée de formation : [Confidentiel]
- La formation étant destinée à l'ensemble du personnel de R-GDS, nous sommes partis sur un nombre moyen de [Confidentiel] agents.
- Les sessions de formation s'organiseraient en groupe de 10 personnes, ainsi, le coût global serait de :
 - o
 - o auxquels se rajoutent les frais de déplacements et de repas, [Confidentiel]

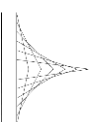
Sur les deux années, 2026 et 2027, les coûts engagés seraient de 2 journées de formation par agent.”

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire retenue par le consultant pour les impôts et taxes sur les rémunérations consiste à appliquer un taux moyen observé sur la période 2022–2024, calculé comme le rapport entre les montants réalisés au titre des impôts et taxes sur les rémunérations et le total des rémunérations versées (hors ANE). Ce taux moyen est ensuite appliqué aux niveaux de rémunération projetés pour la période tarifaire, tels que présentés plus haut dans le rapport en partie V.A. Les charges supplémentaires présentées par l'opérateur pour les années 2026 et 2027 avec cette journée de formation ne sont pas retenues car l'essentiel du budget des impôts et taxes sur les rémunérations est déjà alloué à la formation professionnelle continue (81% en moyenne sur le réalisé 22-24, avec 322k€). Ces formations professionnelles continues peuvent être adaptés aux nouveaux projets et obligations sur le territoire de R-GDS.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,50	0,51	0,46	0,47	0,48
Ajusté PIA-AEC final	0,43	0,44	0,45	0,46	0,44
Ecart (M€)	-0,07	-0,07	-0,02	-0,01	-0,04
Ecart (%)	-14%	-14%	-3%	-3%	-8%

Tableau 112 – Impôts et taxes sur la rémunération, demande et proposition finale du consultant



C. Contribution économique territoriale

Le poste "CET" (Contribution Économique Territoriale) se compose de deux volets : la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) et la CFE (Cotisation Foncière des Entreprises).

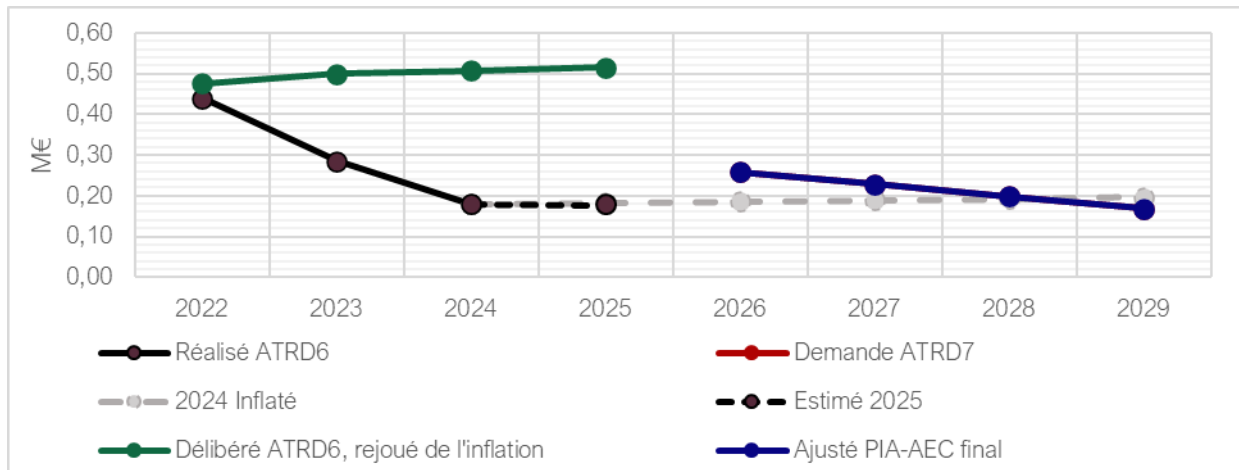


Figure 57 – CET

1) Bilan ATRD6

R-GDS explique que l'écart observé entre les montants délibérés pour la période 2022-2024 (en moyenne 480 k€ par an) et les montants effectivement réalisés (environ 300 k€ par an) s'explique principalement par des baisses de taux effectifs par rapport aux prévisions initiales, mais aussi par une diminution du chiffre d'affaires liée à une baisse des volumes de gaz acheminés dans un contexte de crise énergétique et de sobriété.

Concernant la CVAE, R-GDS justifie la baisse marquée entre 2022 (354 k€) et 2024 (86 k€) par l'effet combiné de cette réduction des taux d'imposition et de la valeur ajoutée.

2) Explication de la demande par R-GDS

La trajectoire pour 2026-2029 est construite à partir des taux prévus dans le Projet de Loi de Finances 2025, avec une hausse en 2026 (0,28 %) suivie d'une diminution progressive.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Après relecture du fichier de calcul de la CET utilisé par R-GDS, les mêmes montants sont repris par le consultant pour ce poste de charges. La méthode suivie pour le CVAE suit l'actualisation de la loi de finance 2025 et le taux utilisé pour l'inflation du CFE reste stable sur l'ATRD7 (3,50% à partir de 2025, contre 4,64% en 2023 et 3,42% en 2024).

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,26	0,23	0,20	0,17	0,21
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,26	0,23	0,20	0,17	0,21
Ecart (M€)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



Ecart (%)	0%	0%	0%	0%	0%
-----------	----	----	----	----	----

Tableau 113 – CET, demande et proposition du consultant pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS:

« RGDS avait donné des explications dans ses réponses au questionnaire. A noter que les prévisions ATRD6 (validées par la CRE), avaient été établies en appliquant les modalités de la nouvelle Loi de Finances qui était applicable à compter de 2021. »

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire pré-contradictoire est reconduite avec la trajectoire finale du consultant. La méthode suivie pour le CVAE suit l'actualisation de la loi de finance 2025 et le taux utilisé pour l'inflation du CFE reste stable sur l'ATRD7 (3,50% à partir de 2025, contre 4,64% en 2023 et 3,42% en 2024).

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,26	0,23	0,20	0,17	0,21
Ajusté PIA-AEC final	0,26	0,23	0,20	0,17	0,21
Ecart (M€)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart (%)	0%	0%	0%	0%	0%

Tableau 114 – CET, demande et proposition finale du consultant

D. Versement transport

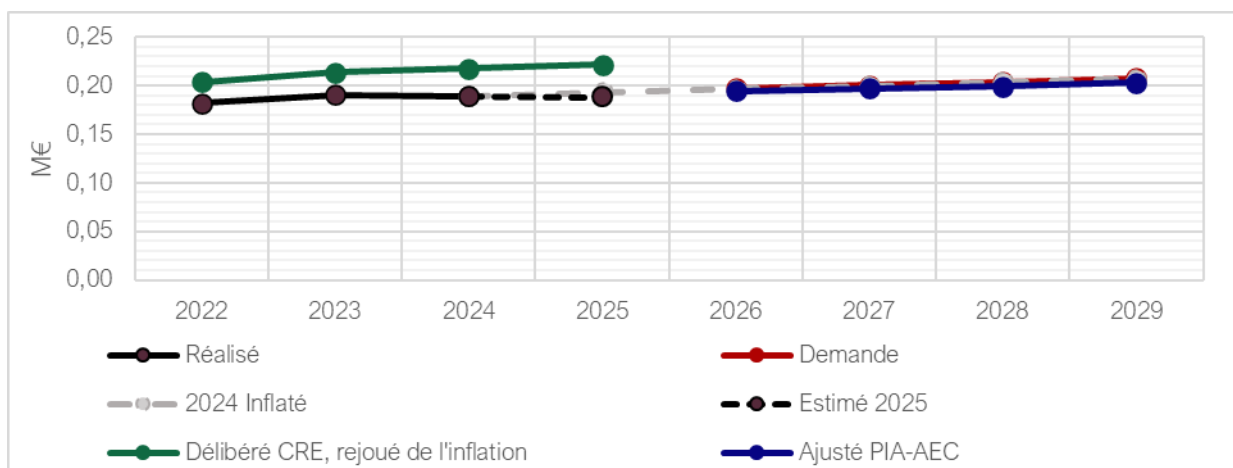


Figure 58 - Versements transports

1) Bilan ATRD6

Les versements en transports de l'opérateur évoluent principalement de l'inflation sur le réalisé.



2) Explication de la demande R-GDS

R-GDS justifie cette trajectoire par une reprise de la moyenne du réalisé 22-24, ensuite inflatée.\$

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

La trajectoire retenue par le consultant reste la même que l'opérateur, la moyenne du réalisé 22-24 est reprise, pondérée par l'évolution des effectifs de la trajectoire consultant retenue plus tôt dans ce rapport.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,20	0,20	0,20	0,21	0,20
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,19	0,20	0,20	0,20	0,20
Ecart (M€)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart (%)	-1%	-2%	-2%	-2%	-2%

Tableau 115 – Versement transport, demande et proposition du consultant pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

L'opérateur n'a pas apporté d'éléments complémentaires lors de l'exercice contradictoire.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire proposée par l'opérateur pour le versement transport est retenue, car elle reste inférieure à la moyenne des montants réalisés sur la période 2022–2024, après correction de l'inflation et ajustement selon l'évolution des effectifs selon la trajectoire consultant en ETPs.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,20	0,20	0,20	0,21	0,20
Ajusté PIA-AEC final	0,20	0,20	0,20	0,21	0,20
Ecart (M€)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart (%)	0%	0%	0%	0%	0%

Tableau 116 – Versement transport, demande et proposition finale du consultant

E. Autres

Le poste « Autres impôts et taxes » regroupe diverses contributions fiscales, notamment la taxe sur les véhicules de société, les taxes sur chiffre d'affaires non récupérables (comme la TVA sur les avantages en nature énergie), les droits d'enregistrement, la taxe sur les dépenses de publicité, entre autres.



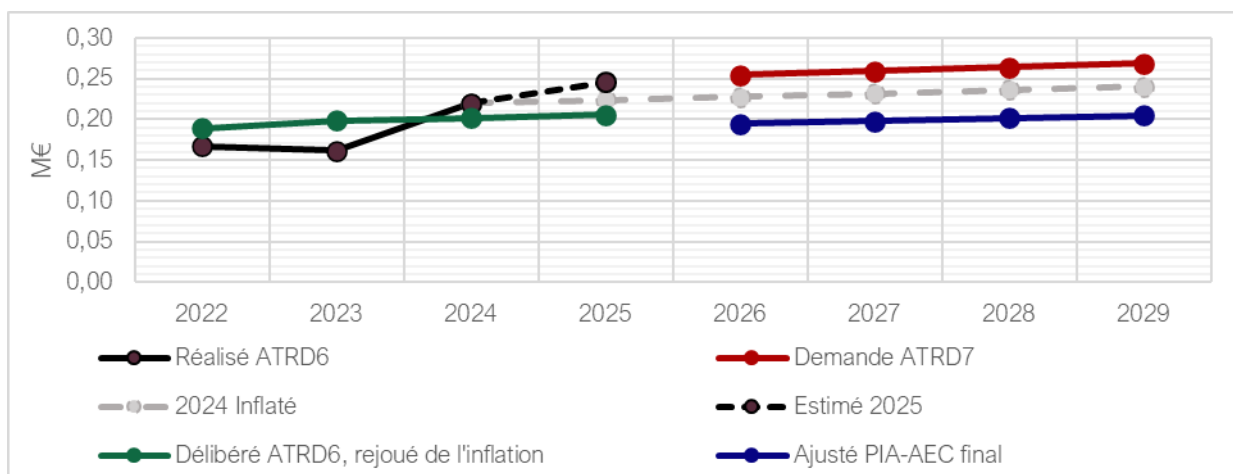


Figure 59 - Autres impôts et taxes

1) Bilan ATRD6

R-GDS explique que la forte hausse observée entre 2023 et 2024 (+35 %) est principalement due à une augmentation du sous-compte relatif aux taxes sur chiffre d'affaires non récupérables, elle-même liée à la hausse des prix de l'énergie pendant la crise. Cette évolution a entraîné une augmentation de la TVA due sur les avantages en nature énergie.

2) Explication de la demande par R-GDS

La hausse attendue en 2025 (+12 %) découle également de ce même phénomène, avec un effet différé lié à l'arrêt de la facturation des fournisseurs suite à la fin des tarifs réglementés du gaz en juillet 2023, qui a nécessité une provision dans les comptes annuels. Globalement, R-GDS projette ensuite une évolution de ce poste à l'inflation.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

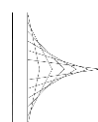
Le poste autres impôts et taxes augmentent du fait de la crise énergétique à partir de 2024. La référence conservée est celle de la moyenne du réalisé 22-23, ensuite inflaté, avant l'augmentation particulière de 2024 du poste relatif aux taxes sur CA non récupérables.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,25	0,26	0,26	0,27	0,26
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,17	0,17	0,18	0,18	0,18
Ecart (M€)	-0,08	-0,09	-0,09	-0,09	-0,09
Ecart (%)	-50%	-50%	-50%	-50%	-50%

Tableau 117 – Autres impôts et taxes, demande et proposition du consultant pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS :



« Attention, il convient de rester cohérent avec le poste des avantages en nature énergie dont le montant augmente sur la période 2026-2029. Ainsi la TVA correspondante (taxe sur le chiffre d'affaires non récupérable) devrait également augmenter dans les mêmes proportions ».

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

R-GDS attribue la forte hausse observée entre 2023 et 2024 (+35 %) à l'augmentation du sous-compte relatif aux taxes sur chiffre d'affaires non récupérables, elle-même liée à la hausse des prix de l'énergie pendant la crise. L'opérateur justifie cette évolution sur l'ATRD7 par une anticipation de hausse des avantages en nature énergie (ANE). Toutefois, dans le présent rapport, les ANE suivent la trajectoire baissière communiquée par la CRE. En conséquence, la trajectoire retenue se base sur la moyenne des montants réalisés entre 2022 et 2024, corrigée de l'inflation, afin de refléter la baisse attendue des ANE.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,25	0,26	0,26	0,27	0,26
Ajusté PIA-AEC final	0,19	0,20	0,20	0,21	0,20
Ecart (M€)	-0,06	-0,06	-0,06	-0,06	-0,06
Ecart (%)	-24%	-24%	-24%	-24%	-24%

Tableau 118 – Autres impôts et taxes, demande et proposition finale du consultant

F. Synthèse de la rubrique

Le poste « impôts et taxes » gaz regroupe l'ensemble des prélèvements obligatoires versés par l'opérateur en lien avec son activité. Ce poste se compose de plusieurs sous-postes, chacun correspondant à un type d'imposition ou de taxe.

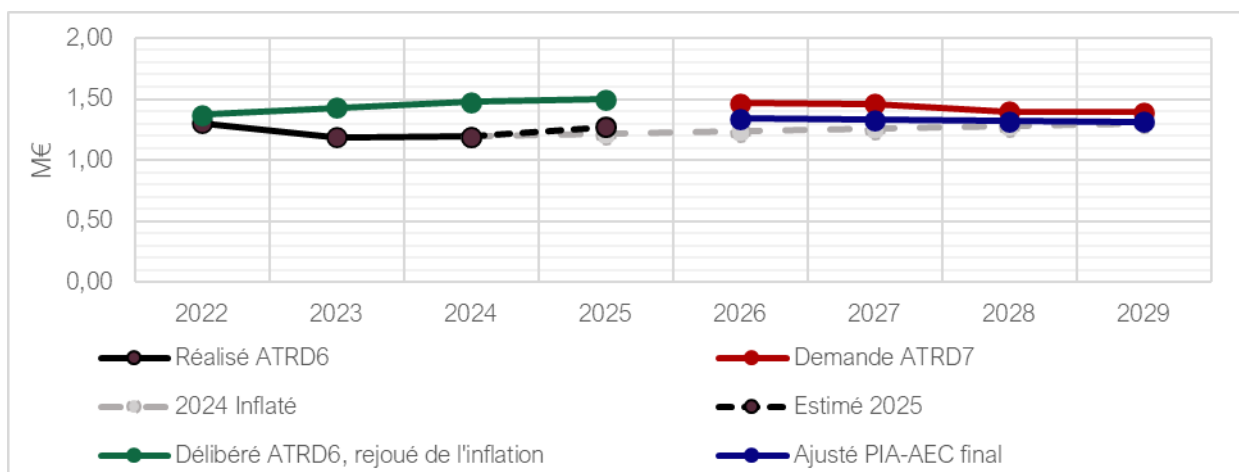


Figure 60 – Impôts et taxes

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
----	------	------	------	------	---------



Demande R-GDS	1,47	1,46	1,40	1,39	1,43
Ajusté PIA-AEC final	1,34	1,33	1,32	1,31	1,33
Ecart (M€)	-0,13	-0,13	-0,08	-0,08	-0,10
Ecart (%)	-9%	-9%	-6%	-6%	-7%

Tableau 119 – Impôts et taxes, demande et proposition finale du consultant

VII. Recettes extratarifaires

A. Transfert de charges

Le poste « Transfert de charges » regroupe différentes recettes extratarifaires correspondant à des refacturations internes (notamment envers les filiales de R-GDS), à des indemnités en cas d'endommagements d'ouvrages, ainsi qu'à divers remboursements (formation, CNIEG, etc.).

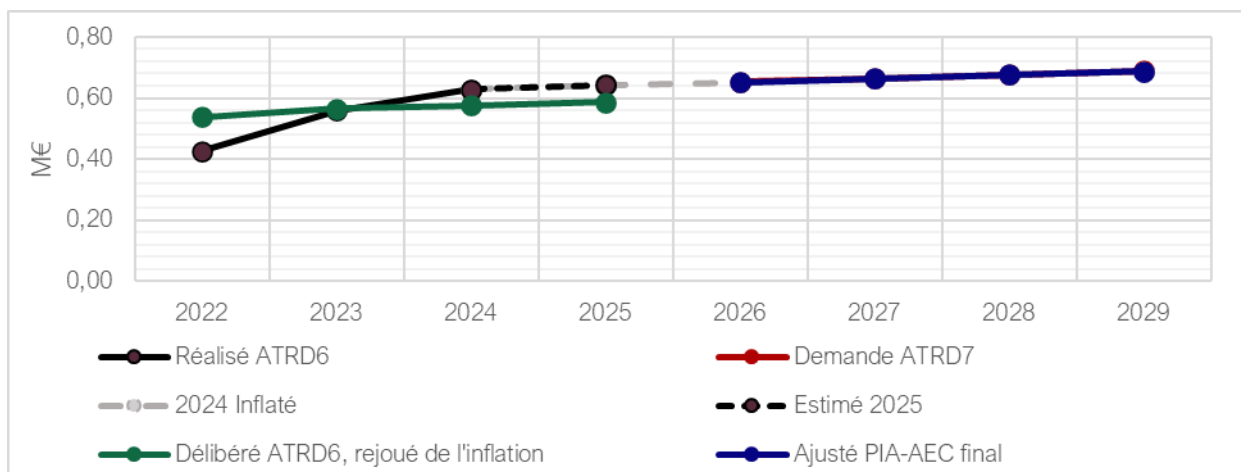


Figure 61 – Transfert de charges

1) Bilan ATRD6

Les montants réalisés de l'opérateur varient d'une année à l'autre et sont tendanciellement à la hausse. Ces transferts de charge proviennent d'événement opérationnels particuliers.

2) Explication de la trajectoire par R-GDS

R-GDS précise que ces recettes varient d'une année à l'autre en fonction des événements opérationnels et sont donc par nature peu prévisibles, ils s'appuient sur le réalisé inflaté pour réaliser leur trajectoire.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Le consultant fait ici le choix de partir des mêmes hypothèses que l'opérateur, et donc de l'année 2024 ensuite inflatée.



M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,65	0,67	0,68	0,69	0,67
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,65	0,66	0,68	0,69	0,67
Ecart (M€)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart (%)	0%	0%	0%	0%	0%

Tableau 120 – Transfert de charge, demande et proposition du consultant

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

L'opérateur n'a pas apporté d'éléments complémentaires lors de l'exercice contradictoire.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire pré-contradictoire est reconduite. Celle-ci reprend le réalisé 2024, ensuite inflaté sur la prochaine période tarifaire.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,65	0,67	0,68	0,69	0,67
Ajusté PIA-AEC final	0,65	0,66	0,68	0,69	0,67
Ecart (M€)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart (%)	0%	0%	0%	0%	0%

Tableau 121 – Transfert de charge, demande et proposition finale du consultant

B. Evolution des points de livraison

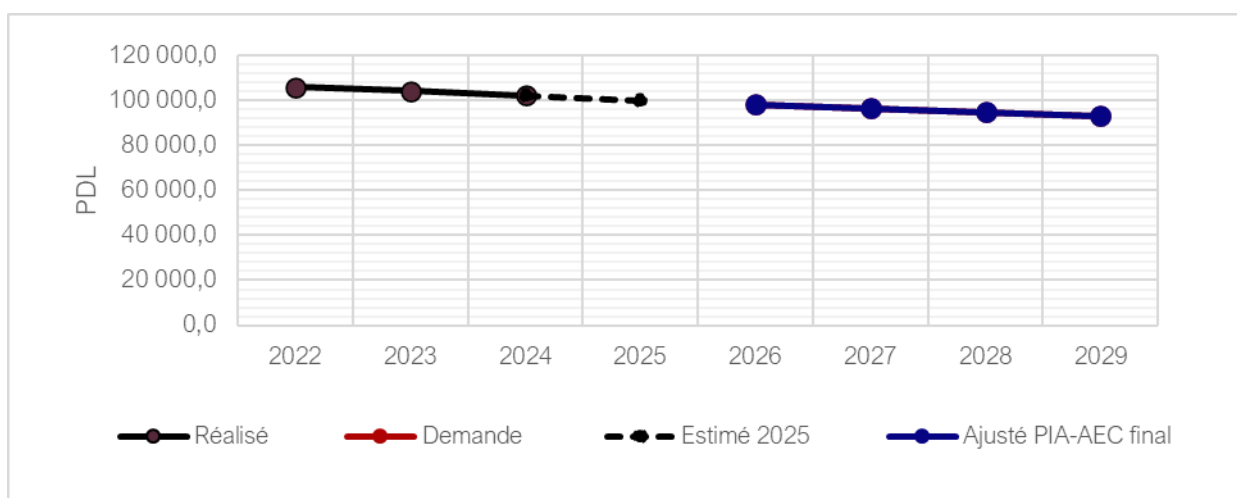


Figure 62 – Points de livraison



L'évolution des points de livraison correspond à la trajectoire prévisionnelle du nombre de clients raccordés au réseau de distribution de gaz exploité par R-GDS. Entre 2022 et 2029, R-GDS prévoit une diminution du nombre de PDL, passant de 106 000 à 93 000, avec un rythme de décroissance annuel stabilisé de -1,82%/an sur l'ATRD7.

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Points de livraison	105,991	104,146	102,289	100,039	98,224	96,440	94,686	92,962
Evolution N / N-1	-0.40%	-1.74%	-1.78%	-2.20%	-1.81%	-1.82%	-1.82%	-1.82%

Tableau 122 – Evolution des points de livraison

1) Bilan ATRD6

L'évolution des PDL de l'opérateur sur le réalisé 2022-2024 est tendancielle à la baisse, avec une diminution de -3,5% entre 2022 et 2024.

2) Explication de la demande par R-GDS

Pour justifier cette trajectoire sur la prochaine période tarifaire, R-GDS explique s'être appuyé sur un scénario prospectif élaboré en septembre 2024, aligné avec les objectifs du Schéma Directeur des Énergies (SDE) de l'Eurométropole de Strasbourg à horizon 2050. Ce scénario vise une forte réduction des usages du gaz fossile, en cohérence avec les ambitions locales de décarbonation.

Trois axes structurent cette vision à long terme :

- Un parc résidentiel limité à 60 000 logements chauffés au gaz (dont 50 % en PAC hybrides),
- Une consommation industrielle réduite à 800 GWh,
- Une mobilité gazière plafonnée à 400 GWh.

Sur cette base, R-GDS a modélisé des taux de variation annuels différenciés selon les tranches tarifaires, appliqués ensuite à l'ensemble de la zone péréquée.

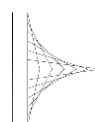
3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

La trajectoire proposée par R-GDS semble cohérente avec les tendances observées chez les autres opérateurs en matière de diminution de la consommation et de la distribution de gaz pour la prochaine période tarifaire. Dans l'attente de données comparatives plus précises concernant les autres ELD, la trajectoire proposée par R-GDS est retenue.

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS:

«A noter que cette trajectoire tient compte des actions de développement prévues dans la partie « transition énergétique ». Si le financement des actions de transition énergétique n'était pas retenu, cela se traduirait par le non-gain de 630 PCE/an et impliquerait une révision de la trajectoire prévisionnelle du nombre de PDL.»



5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire proposée par R-GDS est cohérente et conforme aux tendances observées chez les autres opérateurs en matière de diminution de la consommation et de la distribution de gaz pour la prochaine période tarifaire, elle est donc en l'état reprise par la consultant.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	98 224,01	96 440,18	94 686,27	92 961,53	95 578,00
Ajusté PIA-AEC final	98 224,01	96 440,18	94 686,27	92 961,53	95 578,00
Ecart (M€)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart (%)	0%	0%	0%	0%	0%

Tableau 123 – Evolution des points de livraison, demande et proposition finale du consultant

C. Locations de compteurs et postes

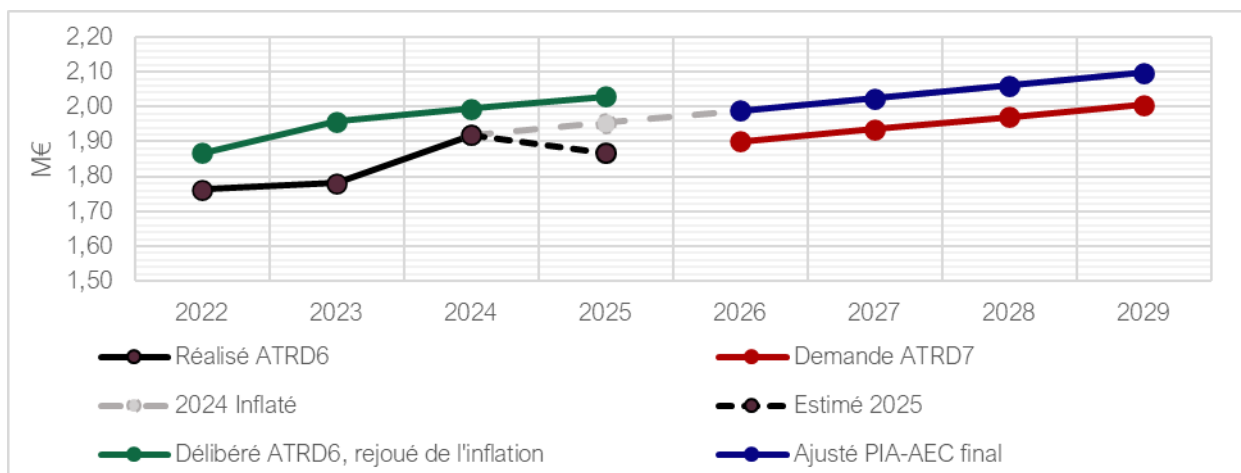


Figure 63 - Locations de compteurs et postes »

1) Bilan ATRD6

L'évolution des locations de compteurs et postes de l'opérateur augmente tendanciellement sur le réalisé (+9% entre 2024 et 2022), malgré une baisse des PDL sur la même période.

2) Explication de la demande par R-GDS

La demande de R-GDS moyenne par Point de Livraison (PDL) augmente légèrement plus vite que l'inflation. Cette évolution reste selon R-GDS sans enjeu tarifaire, car intégrée dans le CRCP.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

L'opérateur n'a pas fourni d'explication pour la baisse de son estimé de locations de compteurs et postes en 2025, ce poste de recette augmente sur toute la période l'ATRD6, malgré la baisse du nombre de PDL sur la période. Le consultant fait donc le choix de prendre comme référence l'année 2024, ensuite inflatée.



M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	1,90	1,94	1,97	2,01	1,95
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	1,99	2,03	2,06	2,10	2,04
Ecart (M€)	0,09	0,09	0,09	0,09	0,09
Ecart (%)	4%	4%	4%	4%	4%

Tableau 124 – Locations de compteurs et postes, demande et proposition du consultant pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS :

« Le montant pris en compte en 2025 a été calculé à partir du réel 2024 (soit 1 919 k€) auquel nous avons :

- déduit 120 k€ correspondant à l'arrêt de la facturation de 2 postes de livraison alimentant des stations GNV qui ont été mises hors exploitation (rue du Doubs et station Total à Strasbourg-Cronenbourg),
- rajouté 35 k€ lié à la facturation du tonnage pour la nouvelle station GNV V-GAS.

Ce qui donne un montant de 1 834 k€ en euros constants, soit 1 867 k€ en euros courants.

Notre trajectoire ATRD7 (2026 – 2029) correspond au montant 2025 inflaté. A noter que si nous avons tenu compte de la baisse potentielle du nombre de PDL sur la période tarifaire ATRD7, notre trajectoire serait encore plus basse.

Pour information, la facturation de cette prestation ne s'applique pas à l'ensemble des PDL (environ 105 000 actuellement) mais uniquement à ceux dont les consommations sont les plus importantes (environ 6 000 PDL). La diminution du nombre de PDL facturés sur les 8 premiers mois de l'exercice 2025 (octobre 2024 à mai 2025) en comparaison avec la même période de l'exercice 2024 (octobre 2023 à mai 2024) a été de -1,6%. »

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire du consultant ne peut pas s'appuyer sur la demande 2025 la prochaine période tarifaire. Ce poste de recette augmente sur toute la période l'ATRD6, malgré la baisse du nombre de PDL sur la période. La trajectoire consultant prend comme référence l'année 2024, ensuite inflatée.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	1,90	1,94	1,97	2,01	1,95
Ajusté PIA-AEC final	1,99	2,03	2,06	2,10	2,05
Ecart (M€)	0,09	0,09	0,09	0,09	0,09



Ecart (%)	5%	5%	5%	5%	5%
-----------	----	----	----	----	----

Tableau 125 – Locations de compteurs et postes, demande et proposition finale du consultant

D. Pénalités pour dépassement de capacités

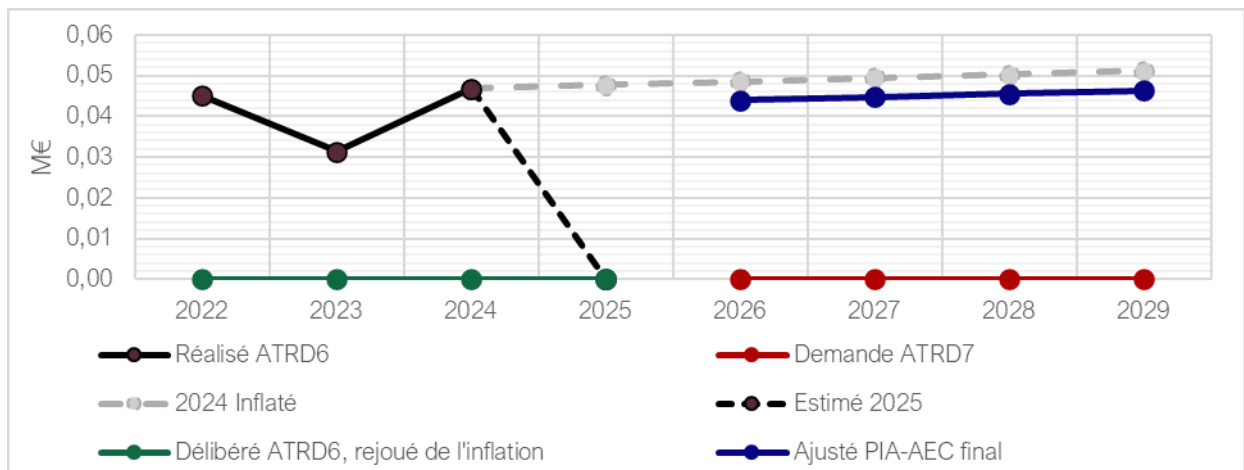


Figure 64 – Pénalités pour dépassement de capacités

1) Bilan ATRD6

Les pénalités pour dépassement de capacités sont variables sur le réalisé, et sont non-nulles pour les trois années du réalisé 22-24. Elle correspondent aux recettes extra-tarifiées que l'opérateur perçoit lorsque qu'un consommateur bénéficiant de l'option tarifaire T4/TP est en dépassement de capacité.

2) Explication de la demande par R-GDS

R-GDS ne prévoit pas de recettes pour ce poste sur la période 2025-2029, considérant leur nature imprévisible. Là encore, ils précisent que l'enjeu reste limité car les montants relèvent également du CRCP.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Même si ces montants relèvent du CRPCP, ils n'ont pas été nuls sur toute la période du réalisé ATRD6. Il paraît donc normal de faire une prévision pour la période tarifaire à venir. Le consultant prend comme référence la moyenne du réalisé 22-24, ensuite inflaté pour la trajectoire ATRD7.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ajusté PIA-AEC final	0,04	0,04	0,05	0,05	0,05
Ecart (M€)	0,04	0,04	0,05	0,05	0,05
Ecart (%)					



Tableau 126 – Pénalités pour dépassement de capacité, demande et proposition finale du consultant

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS :

« Nous n'avons jamais réalisé de prévision pour ce poste. Les montants sont faibles et sont pris en compte au CRCP. La CRE décidera si elle retient ou non une trajectoire pour ce type de recettes. »

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La trajectoire finale consultant reprend en l'état la trajectoire la moyenne du réalisé 22-24 corrigée de l'inflation.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ajusté PIA-AEC final	0,04	0,04	0,04	0,05	0,04
Ecart (M€)	0,04	0,04	0,04	0,05	0,04
Ecart (%)					

Tableau 127 – Pénalités pour dépassement de capacité, demande et proposition finale du consultant

E. Facturation prestations catalogues

Les recettes en facturation prestations catalogues regroupent les recettes perçus par R-GDS pour des prestations facturées aux clients en dehors du tarif d'acheminement.

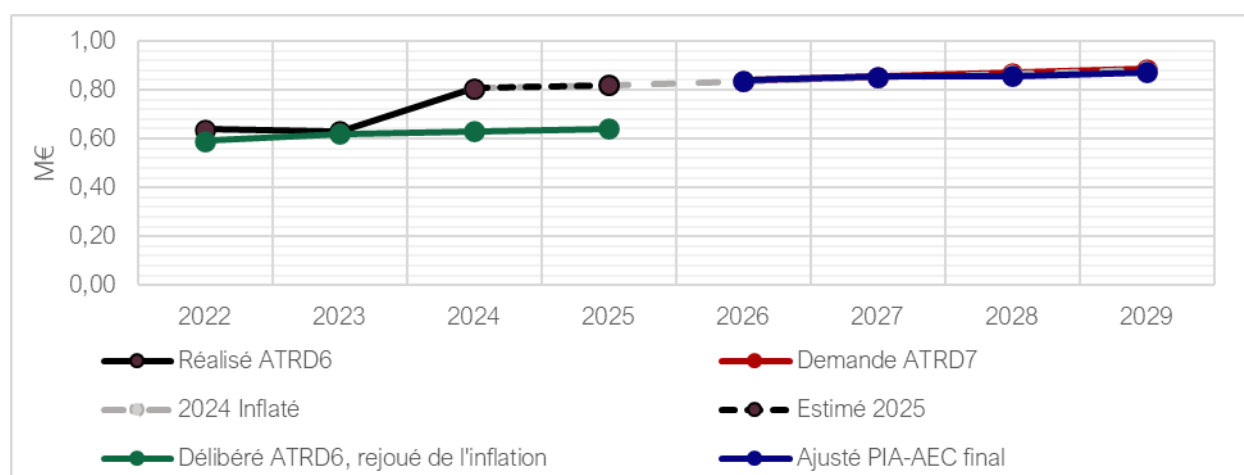


Figure 65 - Facturation prestation catalogue



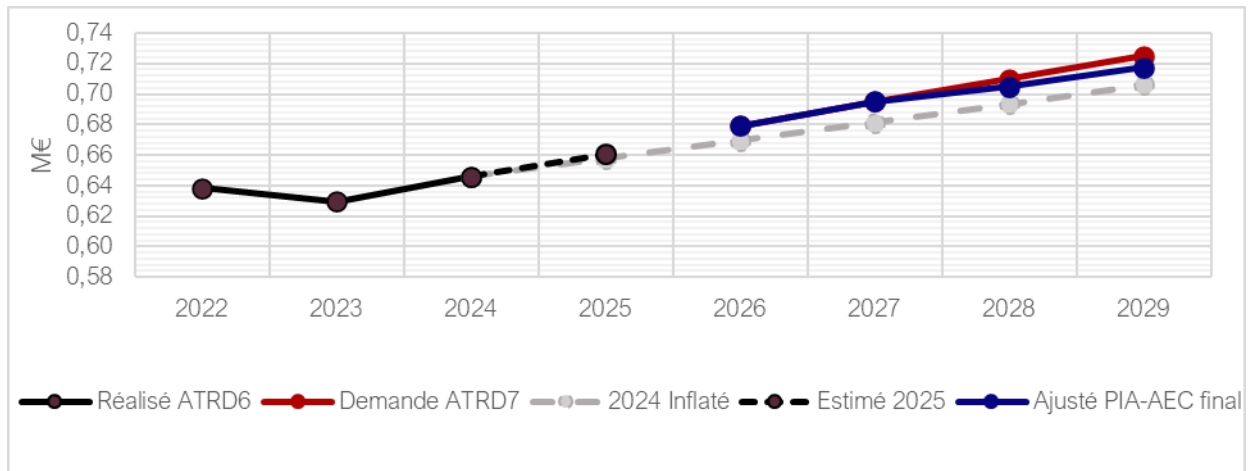


Figure 66 - Facturation prestation catalogue, retraitée de la prestation pression non standard

1) Bilan ATRD6

Sur la période ATRD6, R-GDS constate une augmentation à compter de 2024, essentiellement due à la facturation d'un service de pression non standard souscrit par une cinquantaine de consommateurs tarifés en T3, T4 ou TP, générant environ 160 k€/an.

2) Explication de la demande par R-GDS.

Concernant la trajectoire future, R-GDS avait initialement retenu une hypothèse d'augmentation du prix moyen des prestations supérieure à l'inflation, en intégrant l'introduction d'une nouvelle prestation ("Étude d'adéquation poste de livraison/besoins client") prévue dans le catalogue à partir du 1er juillet 2025, en lien avec la mise en place d'un nouveau terme tarifaire applicable au 1er juillet 2026. Cette nouvelle prestation pourrait générer 5 à 10 k€ de recettes supplémentaires par an.

3) Appréciation du niveau de la trajectoire

Compte tenu de la baisse anticipée du nombre de PCE, partant du principe qu'après l'entrée en vigueur du tarif, le nombre d'études d'adéquation diminuera fortement, le consultant choisit, en accord avec la délibération prestations annexes de 2025, de retenir la trajectoire de l'opérateur qui comprend donc ces recettes supplémentaires pour les deux premières années de l'ATRD7. Pour les deux années suivantes, la trajectoire est alignée sur la moyenne du réalisé 2022-2024, revalorisée par l'inflation.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,84	0,86	0,87	0,89	0,86
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,84	0,86	0,88	0,89	0,87
Ecart (M€)	0,00	0,00	0,01	0,01	0,00
Ecart (%)	0%	0%	1%	1%	0%

Tableau 128 – Facturation prestations catalogues, demande et proposition du consultant pré-contradictoire



4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS:

“A noter que ce poste comprend également les recettes relatives à l'injection de gaz renouvelable et bas-carbone (notamment service d'injection et analyses), qui devraient être prises en compte au CRCP à compter de la période tarifaire ATRD7.”

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

L'approche pré-contradictoire est conservée par le consultant. La trajectoire de l'opérateur est retenue pour les deux premières années de l'ATRD7, elle donc des recettes supplémentaires pour les deux premières années du tarif. Pour les deux années suivantes, la trajectoire est alignée sur la moyenne du réalisé 2022-2024, revalorisée par l'inflation.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,84	0,86	0,87	0,89	0,86
Ajusté PIA-AEC final	0,84	0,86	0,86	0,87	0,86
Ecart (M€)	0,00	0,00	-0,01	-0,01	-0,01
Ecart (%)	0%	0%	-1%	-1%	-1%

Tableau 129 – Facturation prestations catalogues, demande et proposition finale du consultant

F. Travaux et prestations pour tiers

Le poste « Travaux et prestations pour tiers » correspond aux revenus que R-GDS tire de prestations facturées à ses filiales ou à d'autres entités extérieures, telles que des services informatiques, juridiques ou d'achats.

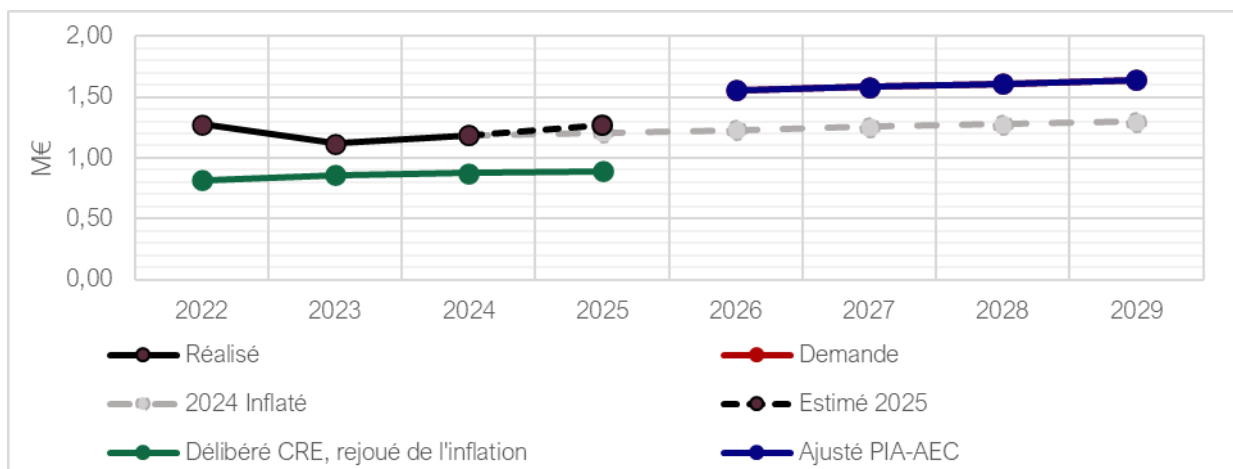


Figure 67 - Travaux pour tiers et prestations pour tiers



1) Bilan ATRD6

Le réalisé de l'opérateur est globalement stable et dépend des revenus que l'opérateur tire des prestations externes facturés aux filiales ou à d'autres entités extérieures.

2) Explication de la demande par R-GDS

À partir de 2026, R-GDS prévoit une augmentation significative de ces produits (+310 k€/an en moyenne sur la période ATRD7), soit une hausse de 22 % par rapport au niveau antérieur.

Cette augmentation s'explique par une stratégie de mutualisation des fonctions support dans le groupe R-GDS. [Confidentiel]

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Les justifications avancées par R-GDS confirment une tendance structurelle à la hausse du volume et de la portée des prestations rendues à ses filiales. En particulier, l'internalisation et la mutualisation de fonctions stratégiques (systèmes d'information, juridique, achats) sont désormais consolidées dans l'organisation de R-GDS et sont appelées à croître à mesure que les activités des filiales se développent, notamment dans les réseaux de chaleur et la gestion de services publics.

D'autre part, les niveaux de facturation prévus par R-GDS (310 k€/an supplémentaires) apparaissent prudents au regard du périmètre des fonctions support concernées et des ambitions de croissance externe du groupe, confirmées par ailleurs dans les réponses aux questions relatives à la structuration juridique et stratégique de R-GDS.

Par conséquent la trajectoire consultant retient une hypothèse plus volontariste, mais cohérente avec les éléments fournis pour intégrer les gains potentiels liés aux économies d'échelle et à la valorisation des fonctions support internes. Ce choix contribue également à une juste répartition des charges entre R-GDS et ses filiales.

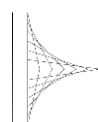
M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	1,56	1,58	1,61	1,64	1,60
Ajusté PIA-AEC	1,63	1,70	1,81	1,85	1,75
Ecart (M€)	0,08	0,12	0,20	0,21	0,15
Ecart (%)	5%	7%	11%	11%	9%

Tableau 130 – Travaux pour tiers et prestations pour tiers, demande et proposition du consultant

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS :

« RGDS constate que PIA refuse de prendre en charge les embauches prévues à certains postes clés et stratégiques que nous demandons (exemple : à l'informatique). Ces embauches qui sont nécessaires à RGDS et au Groupe afin de répondre à nos contraintes réglementaires et sécuritaires, feront l'objet de refacturation d'une quote-part aux filiales, ce qui explique



l'accroissement des produits prévisionnels attendus. Toutefois, si PIA remet en cause la justification de ces embauches, il n'y a pas lieu de retenir de facturation complémentaire prévue par RGDS par rapport au réalisé de la période ATRD6, soit 310 k€/an en moyenne. »

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

L'explication de la demande de l'opérateur vis-à-vis de l'augmentation des recettes en travaux pour tiers et prestations pour tiers concerne :

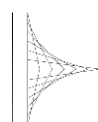
- L'internalisation et l'harmonisation croissante des services informatiques dans le groupe R-GDS et donc la refacturation conséquente aux filiales de l'opérateur [Confidentiel]
- L'accompagnement juridique aux filiales, notamment dans les projets de réseaux de chaleurs ou de délégations de service public [Confidentiel]
- La centralisation de la fonction achat à la suite d'un audit interne à l'opérateur [Confidentiel]

En parallèle, dans sa demande tarifaire, l'opérateur prévoit une augmentation de 17 ETPs SI sur la période 2024-2029. En considérant la rémunération moyenne du personnel en 2024, cela représente une augmentation de [Confidentiel] en rémunération du personnel. La refacturation aux filiales de l'opérateur des services informatiques [Confidentiel] () n'équilibre donc pas les charges supplémentaires liées à la seule rémunération des personnels SI.

Les recettes liées aux prestations pour tiers, notamment celles refacturées aux filiales du groupe R-GDS pour les services informatiques, sont maintenues dans la trajectoire tarifaire, bien que les ETP SI projetés des nouveaux projets hors experts cybersécurité aient été retirés du périmètre des charges. Les prestations liées aux filiales doivent toutefois être neutre aux bornes du tarif et donc s'équilibrer entre les charges et les recettes. Ce maintien est justifié par la réalité des prestations rendues, leur valorisation effective dans le cadre d'un marché interne au groupe, liée aux effets attendus de la démarche de Lean management engagée par l'opérateur. Cette démarche vise à améliorer l'efficacité des activités et à stabiliser la masse salariale, et donc permettre à R-GDS de répondre à ses nouvelles obligations sans accroître mécaniquement ses effectifs. Le maintien des recettes constitue ainsi une incitation cohérente à la maîtrise des coûts tout en favorisant la valorisation des compétences au sein du groupe. Le consultant reconduit donc la demande de l'opérateur.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	1,55	1,58	1,61	1,64	1,60
Ajusté PIA-AEC final	1,55	1,58	1,61	1,64	1,60
Ecart (M€)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart (%)	0%	0%	0%	0%	0%

Tableau 131 – Travaux pour tiers et prestations pour tiers, demande et proposition finale du consultant



G. Préacheminement

Le poste "Préacheminement" correspond aux recettes perçues par R-GDS dans le cadre de l'acheminement de gaz naturel pour le compte d'un autre distributeur, Gaz de Barr, via les canalisations de transit appartenant à R-GDS.

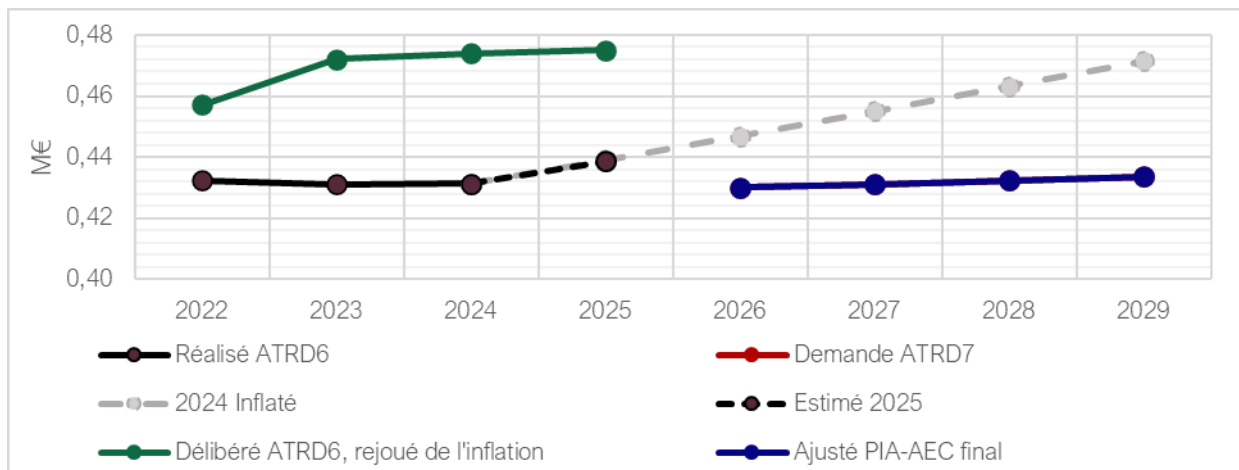


Figure 68 – Préacheminement

1) Bilan ATRD6

Le réalisé 22-24 en préacheminement de l'opérateur est globalement stable sur le réalisé.

2) Explication de la demande par R-GDS

Initialement, R-GDS proposait une trajectoire indexée sur l'inflation pour la période 2026-2029, avec une hausse annuelle moyenne d'environ +1,8 %.

Cependant, cette trajectoire a été révisée le 3 juin 2025, à la suite d'une actualisation des éléments contractuels avec Gaz de Barr. La nouvelle trajectoire montre une baisse progressive des recettes de préacheminement sur la période, passant de 431 k€ en 2025 à 415 k€ en 2028, avant une légère remontée en 2029.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Sans plus d'éléments contractuels entre R-GDS et Gaz de Barr, le consultant prend comme référence le réalisé 2024, ensuite inflaté pour la période ATRD7.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,43	0,42	0,42	0,42	0,42
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,45	0,45	0,46	0,47	0,46
Ecart (M€)	0,02	0,03	0,05	0,05	0,04
Ecart (%)	4%	7%	10%	12%	8%

Tableau 132 – Préacheminement, demande et proposition du consultant pré-contradictoire



4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS :

« Les modalités de calcul du coût du préacheminement des quantités de gaz acheminées vers le distributeur Gaz de Barr ont été communiqués au consultant par l'opérateur. Le document d'explication fait office de mise à jour de l'annexe 4 des conditions particulières du contrat d'interface conclu entre R-GDS et Gaz de Barr également joint au consultant.

Les montants sont en baisse, notamment du fait de charges d'exploitation entrant dans le calcul du préacheminement moins élevées sur la période ATRD7. Ils ont fait l'objet d'un calcul précis et correspondent aux valeurs réelles qui seront facturées à Gaz de Barr sur toute la période ATRD7. Il est donc totalement illogique de ne pas retenir cette trajectoire pour la période tarifaire à venir, à la fois pour Gaz de Barr et pour R-GDS.

La trajectoire communiquée est la suivante : »

	2026	2027	2028	2029
Charges de capital (€)	296 116	287 626	279 346	278 521
Charges d'exploitation (€)	131 270	133 633	136 038	138 487
Total (€)	427 386	421 259	415 384	417 008

Tableau 133 – Coût du préacheminement du gaz livré à Gaz de Barr sur le réseau de R-GDS

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Les montants communiqués par R-GDS en recettes de préacheminement sont cohérentes avec celles communiquées par Gaz de Barr dans son dossier tarifaire. Le détail de l'approche des calculs des montants de préacheminement a été transmis au consultant :

[Confidentiel]

Les recettes présentées par R-GDS diffèrent de celles communiquées dans sa demande tarifaire initiale. Par défaut, le consultant retient les données communiquées dans le dossier tarifaire de l'opérateur.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,43	0,43	0,43	0,43	0,43
Ajusté PIA-AEC final	0,43	0,43	0,43	0,43	0,43
Ecart (M€)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart (%)	0%	0%	0%	0%	0%

Tableau 134 – Préacheminement, demande et proposition finale du consultant



H. Autres recettes extra-tarifaires

Le poste "Autres recettes extra-tarifaires" regroupe les recettes perçues par R-GDS en dehors du cadre strict des tarifs de distribution, notamment des revenus locatifs.

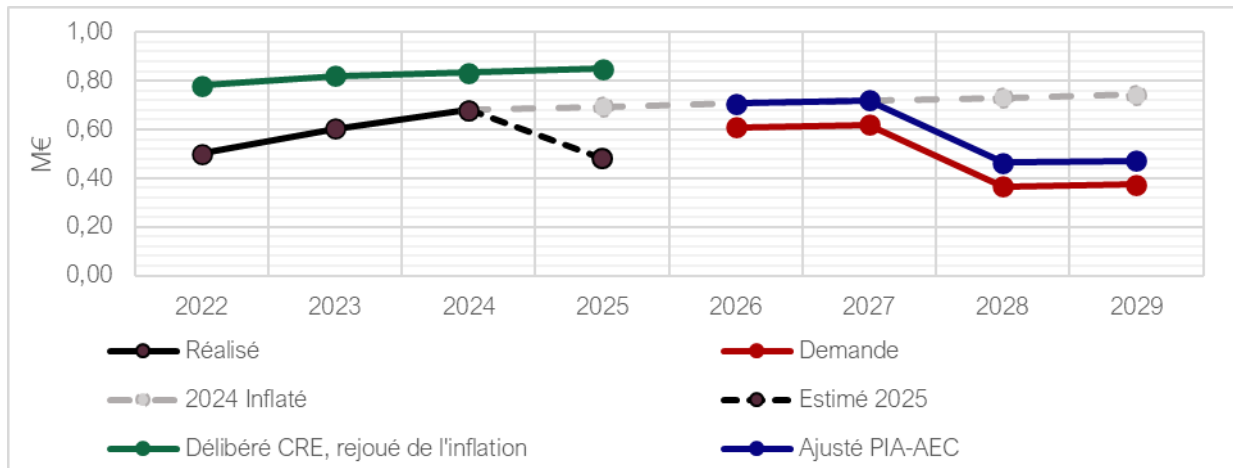


Figure 69 - Trajectoire du poste « autre recettes extra-tarifaires »

1) Bilan ATRD6

Ce poste augmente tendanciellement sur le réalisé 22-24 (+36%).

2) Explication de la demande par R-GDS

3) R-GDS prévoit une baisse significative de ces recettes à partir de 2028, de l'ordre de -240 k€ par an (soit -32 % par rapport à une trajectoire simplement indexée sur l'inflation). [Confidentiel] Appréciation du niveau de la trajectoire

La proposition du consultant repose sur la reconduction du niveau constaté en 2024, ajusté de l'inflation, tout en intégrant la baisse des revenus locatifs à partir de 2028. La e chantier lié à la reconstruction de bâtiments au 10 rue du Doubs ne doit cependant pas s'étendre sur plus d'un an. La trajectoire du consultant revient donc à la trajectoire inflatée à partir de 2029. Cela est aussi une incitation à R-GDS à retrouver rapidement un locataire pour ses locaux.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,61	0,62	0,37	0,37	0,49
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,71	0,72	0,46	0,74	0,66
Ecart (M€)	0,10	0,10	0,10	0,37	0,17
Ecart (%)	14%	14%	21%	50%	25%

Tableau 135 – Autres recettes extratarifaires, demande et proposition pré-contradictoire



4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS :

« Pourquoi retenir le niveau constaté en 2024 compte tenu des fluctuations et ne pas partir sur la moyenne 22-24, sachant que PIA prend comme référence l'année 2024 où le niveau des recettes est le plus élevé.

La construction de locaux neufs prend plusieurs années. Il est juste illusoire de penser que la construction se réalisera sur une année. Raisonnablement, un projet de cette envergure s'étale sur une durée minimale de 3 voire 4 ans. »

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Compte tenu de l'évolution tendancielle en augmentation sur le réalisé du poste, le consultant reprend le réalisé 2024, ensuite inflaté ; en intégrant la baisse des revenus locatifs à partir de 2028 et jusqu'à fin 2029, le temps que le chantier rue du Doubs soit terminé.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,61	0,62	0,37	0,37	0,49
Ajusté PIA-AEC final	0,71	0,72	0,46	0,47	0,59
Ecart (M€)	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10
Ecart (%)	16%	16%	26%	26%	20%

Tableau 136 – Autres recettes extratarifaires, demande et proposition finale

I. Synthèse de la rubrique

Le poste « recettes extratarifaires » regroupe l'ensemble des produits perçus par l'opérateur en dehors du tarif d'acheminement du gaz (ATRD). Ces recettes ne sont donc pas directement issues de l'activité régulée de distribution.

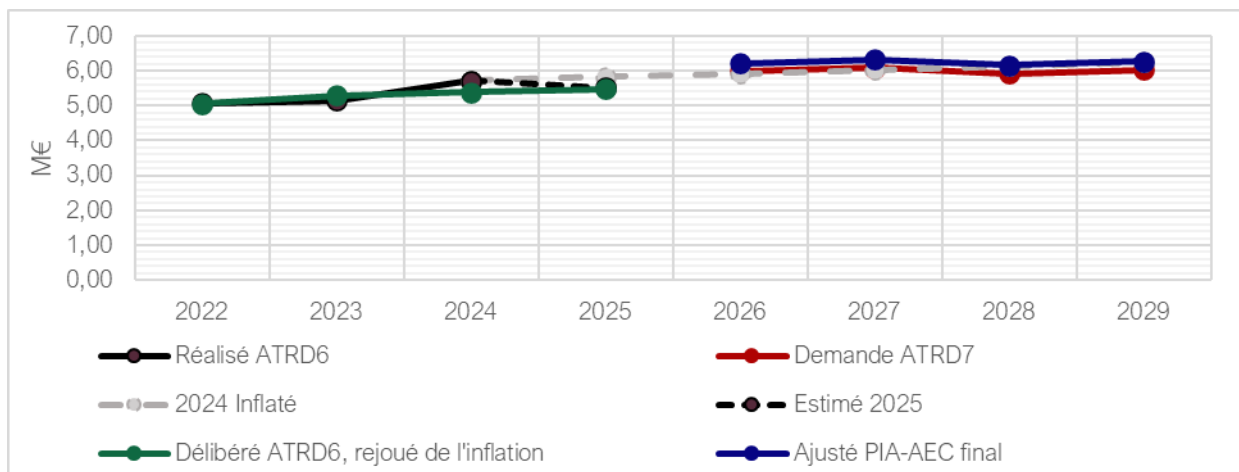


Figure 70 – Recettes extratarifaires



M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	5,99	6,09	5,93	6,03	6,01
Ajusté PIA-AEC final	6,21	6,32	6,16	6,27	6,24
Ecart (M€)	0,23	0,23	0,24	0,24	0,23
Ecart (%)	4%	4%	4%	4%	4%

Tableau 137 – Recettes extratarifaires, demande et proposition finale du consultant

VIII. Production immobilisée

[Confidentiel]

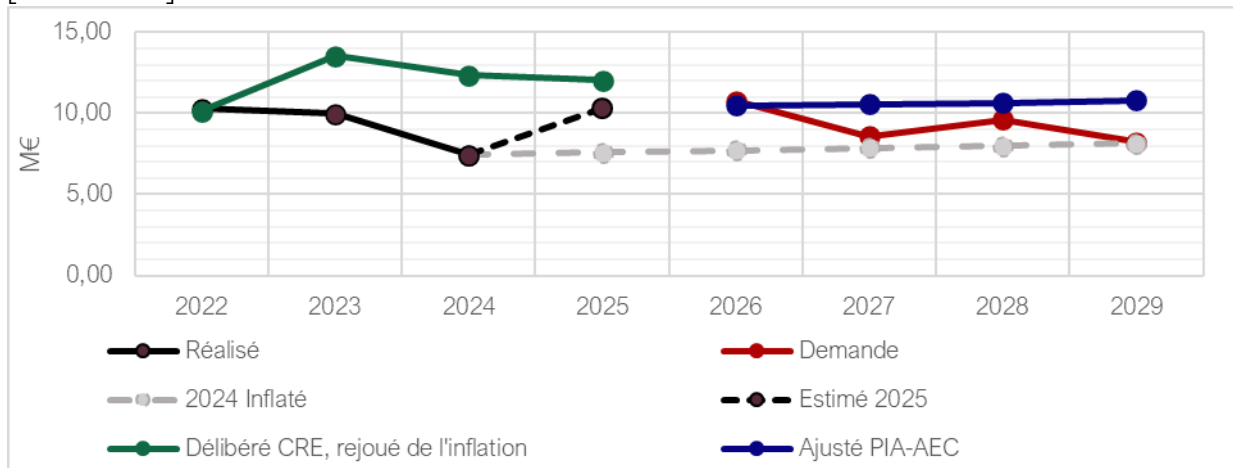


Figure 71 - Trajectoire du poste « Production immobilisée »

1) Bilan ATRD 6

La trajectoire 2018-2019 de la production immobilisée s'est établie autour de 10.5 M€ ; l'année 2020 était en retrait à 8.1 M€. La trajectoire ATRD6 était basée sur l'hypothèse suivante : en moyenne, sur la période tarifaire ATRD6, le montant de la production immobilisée représente environ 80% des montants investis.

La trajectoire délibérée ATRD6 était de 11.7M€ en moyenne sur 22-24 alors que le réalisé était de 9.2 M€ sur la même période.

Entre 2022 et 2024, le réalisé est en moyenne inférieur de 2,5 M€ par an à la trajectoire délibérée, avec un écart particulièrement marqué en 2024 (5 M€). R-GDS explique cette différence par une baisse des investissements sur certains groupes d'actifs spécifiques : principalement le développement du réseau et le renouvellement des conduites amont-compteurs (reporté à 2025), ce qui a réduit la production immobilisée du groupe d'actifs G1. De plus, les compteurs gris (G3), initialement prévus, ont été remplacés par des compteurs communicants, réduisant également la charge en interne. Enfin, un projet d'unité de biométhane (G4), prévu en 2024, a été reporté à 2026 en raison de retards externes à l'activité de R-GDS



2) [Confidentiel] Explication de la demande par R-GDS

Pour la période ATRD7, R-GDS souligne que la production immobilisée n'est pas directement proportionnelle au total des investissements.

Les groupes d'actifs liés à la PI considérés par R-GDS sont les groupes G1 (Canalisations et branchements), G2 (Postes de détente), G3 (Compressions et comptage), G4 (Autres installations techniques), G4bis (Aménagement de locaux), G6 (Mobilier et matériel), à l'exception des équipements et outillages industriels de G4, du changement d'identité dans G4 bis et du mobilier dans G6.

La trajectoire retenue pour la période ATRD7 est ainsi basée sur les investissements prévisionnels dans ces groupes.

3) Appréciation du niveau de la trajectoire

On note dans le tableau ci-dessous que la production immobilisée a dépassé les investissements dans les groupes G1 à G6 chaque année sur la période ATRD6.

En M€	2022	2023	2024
Total production immobilisée	10,3	10,0	7,4
Investissements G1 à 6	7,6	9,4	6,7

Tableau 138 – CAPEX et production immobilisée – réalisé 2022 à 2024

On notera sur ce tableau une tendance comparable entre la période 18-20 et la période 22-24 : une production immobilisée qui s'établit autour de 10.5 M€ pour les deux premières années du tarif puis baisse significativement la troisième année.

La production immobilisée est principalement comptabilisée en contrepartie de consommations externes et de charges de personnel :

M€ et %	2022	2023	2024
Contrepartie Consommations externes	8,2	7,9	5,8
En pourcentage de la PI	80%	80%	78%
Contrepartie personnel	2,0	2,0	1,6
En pourcentage de la PI	20%	20%	21%

Tableau 139 – Production immobilisée : entre consommation externe et personnel – réalisé 2022 à 2024

[Confidentiel] Ainsi, la proposition de la trajectoire du consultant ci-dessous retient :

- Une contrepartie charges de personnel qui évolue à partir des montants constatés en 2022-2023 suivant l'évolution des charges de personnel. Cette évolution intègre à la fois une évolution du coût salarial moyen et du volume horaire consacré aux investissements, tenant compte de l'évolution des effectifs de R-GDS. La trajectoire du consultant reprend donc un



taux moyen 2022-2023 de contrepartie du personnel sur les effectifs de l'opérateur, ensuite ajusté de la trajectoire en effectifs de l'opérateur pour l'ATRD7 ;

- Une contrepartie consommation externe qui évolue à partir des montants constatés en 2022-2023 du volume d'heures consacré aux investissements et de l'inflation. La trajectoire du consultant reprend donc un taux moyen 2022-2023 de contrepartie en consommation externe sur les effectifs de l'opérateur, ensuite ajusté de la trajectoire en effectifs de l'opérateur pour l'ATRD7 ;
- Cette même logique est appliquée à la contre-partie des autres charges

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	10.76	8.60	9.61	8.22	9.30
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	10.65	10.71	10.85	11.00	10.80
Ecart (M€)	-0.11	2.11	1.24	2.77	1.50
Ecart (%)	-1%	20%	11%	25%	14%

Tableau 140 Production immobilisée, demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS :

5) [Confidentiel] Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

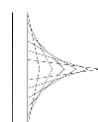
R-GDS calcule sa production immobilisée à partir des groupes d'investissements G1, G1bis, G2, G3, G4, G4bis, G6.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande production immobilisée	10,76	8,60	9,61	8,22	9,30
G1+G1bis+G2+G3+G4+G4bis+G6	10,65	8,42	9,42	8,03	9,13
Ecart (M€)	-0,12	-0,18	-0,19	-0,19	-0,17
Ecart (%)	-1%	-2%	-2%	-2%	-2%

Tableau 141 – Production immobilisée : demande 26-29 opérateur et somme des postes d'actifs concernés

L'écart de 2% en moyenne par rapport à la demande en production immobilisée s'explique par le fait que R-GDS retraits de la somme des groupes d'actifs concernés les éléments suivants des groupes d'actifs suivants :

- G4 – Equipements et outillages industriels
- G4 bis – Changement d'identité (enseignes)
- G6 – Mobilier



Et intègre les participations de tiers au montant de la production immobilisée indiqué dans la matrice tarifaire.

L'écart étant seulement de 2%, on applique la même somme de groupes d'actifs au réalisé :

Pour examiner le rapport entre Production immobilisée et choix d'investissements, on peut reproduire la méthode de calcul de R-GDS pour la prochaine période tarifaire sur le réalisé :

M€	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Moyenne
Réalisé production immobilisée	10,67	10,19	8,10	10,63	10,29	9,96	7,44	9,23
G1+G1bis+G2+G3+ G4+G4bis+G6	6,43	7,98	6,63	8,34	7,61	9,38	6,72	7,90
Ecart (M€)	-4,24	-2,21	-1,47	-2,29	-2,68	-0,58	-0,72	-1,80
Ecart (%)	-40%	-22%	-18%	-22%	-26%	-6%	-10%	-18%

Tableau 142 – Production immobilisée : réalisé 22-24 opérateur et somme des postes d'actifs concernés

[Confidentiel]

k€/ETP	2022	2023	(2023/2022)
Contrepartie consommations externes / Effectifs	38,29	37,34	97,54%
Contrepartie personnel / Effectifs	9,35	9,39	100,46%
Total de la production immobilisée	47,79	46,82	97,96%

Tableau 143 – Evolution 22-23 du rapport Production immobilisée / effectifs

En omettant l'année 2024, où de nombreux projets ont été reportés au futur selon R-GDS, le rapport entre la contrepartie des consommations externes et du personnel dans la production immobilisée est stable. La moyenne de ce taux sur le réalisé 22-23 peut donc être reproduit avec plus de confiance pour l'ATRD7 que le somme des groupes d'actifs présentés par l'opérateur.

Pour s'en assurer, on peut aussi appliquer cette méthode sur le réalisé 2018-2019, hors année 2020 car particulière, comme également rappelé par R-GDS au début de cette partie :

k€/ETP	2018	2019	(2019/2018)
Contrepartie consommations externes / Effectifs	47,18	45,53	96,49%

On observe donc un taux stable entre la production immobilisée et les effectifs de l'opérateur sur le réalisé, hors années particulières pour la PI (2020 et 2024).

On peut confirmer cela en calculant l'écart type sur les écarts avec la PI réalisée entre la méthode utilisée par R-GDS sur le réalisé et l'approche PIA, qui consiste à prendre la moyenne du réalisé



22-23 du rapport PI/effectif, rapporté aux effectifs de chaque année. On obtient les écarts types suivants⁴ :

(M€)	Ecart type
Ecart type sur le réalisé 18-19, 22-23, approche R-GDS	1.50
Ecart type sur le réalisé 18-19, 22-23, approche PIA	0.21

Tableau 144 – Ecart type sur les écarts entre la PI réalisée l’approche utilisée pour la calculer

Sur le réalisé, hors années particulières, l’approche du consultant pour calculer la PI est donc significativement plus proche de la production immobilisée réalisée que celle utilisée par R-GDS.

Il convient toutefois de noter que l’ajustement proposé par le consultant sur la production immobilisée est, pour l’essentiel, compensé par sa contrepartie en consommations externes, comptabilisées en charges, notamment dans les postes d’achats stockés, d’achats de matériels, équipements et travaux, ainsi que d’achats de matières et fournitures non stockées. L’impact de cet ajustement sur le total des consommations nettes externes reste donc limité.

La trajectoire du consultant reproduit donc la moyenne du rapport observé sur le réalisé 22-23 aux contreparties de la PI en consommations externes, personnel, autres contreparties, inflatées et en fonction de la trajectoire d’effectifs présentée plus tôt dans ce rapport.

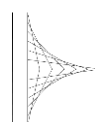
Somme des groupes (M€)	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	10,76	8,60	9,61	8,22	9,30
Ajusté PIA-AEC	10.47	10.55	10.65	10.81	10.62
Ecart (M€)	-0.29	1.95	1.04	2.59	1.32
Ecart (%)	-3%	23%	11%	31%	14%

Tableau 145 - Production immobilisée, demande et proposition

IX. Coûts échoués

Le poste des coûts échoués correspond aux pertes financières liées à des actifs encore non amortis qui doivent être retirés de la Base d’Actifs Régulés.

⁴ On examine l’écart type sur le réalisé 2018, 2019, 2022, 2023, afin de ne pas prendre en compte les années particulières selon l’opérateur.



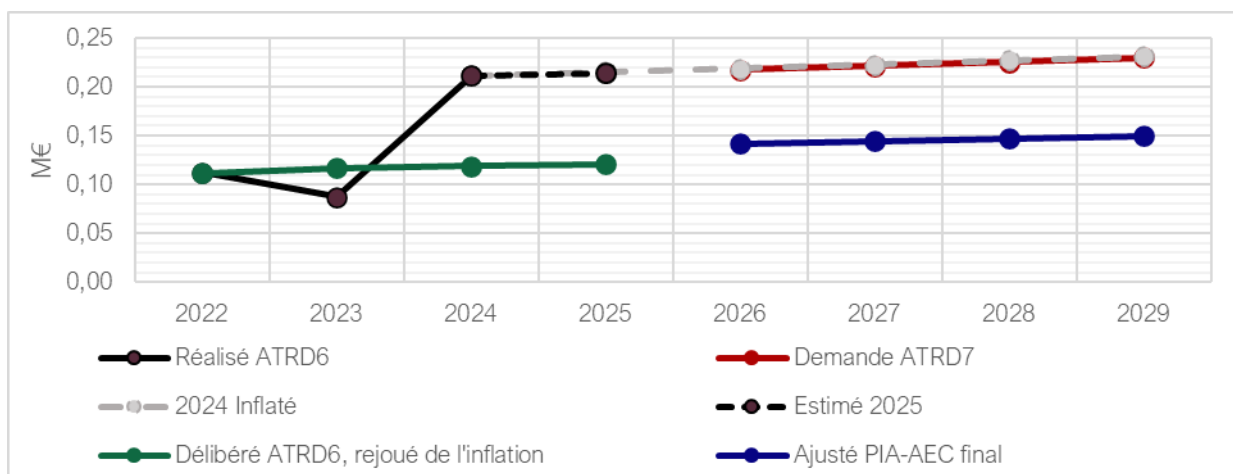


Figure 72 - Coûts échoués

1) Bilan ATRD6

Les coûts échoués ont fortement augmenté en 2024 par rapport au réalisé 2022-2023. R-GDS observe une forte augmentation de ces coûts en 2024 (211 k€), contre 112 k€ en 2022 et 87,5 k€ en 2023. Cette hausse est principalement due à un nombre croissant de chantiers de renouvellement ou de dévoiement de canalisations, liés notamment aux aménagements de la Ville de Strasbourg dans le cadre de son plan canopée (objectif de 10 000 arbres plantés d'ici 2030). Les sorties d'actifs liées à Strasbourg représentent à elles seules 97 k€ en 2024.

2) Explication de la trajectoire par R-GDS

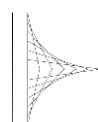
Selon R-GDS, cette tendance devrait se poursuivre sur l'ensemble de la période tarifaire ATRD7. L'entreprise propose donc une trajectoire prévisionnelle constante à hauteur de 223,5 k€ par an en moyenne à partir de 2025, calée sur le niveau de 2024.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau de la trajectoire

Étant donné que l'annexe sur les conduites abandonnées ne précise aucune valeur pour 2024, et qu'aucun élément ne permet de confirmer que le plan d'aménagement de la Ville de Strasbourg entraînera durablement des coûts équivalents à ceux constatés en 2024, premières phases des chantiers, le consultant retient, pour la trajectoire ATRD7, la moyenne du réalisé 22-23, avant augmentation des charges en 2024, ensuite inflatée.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,22	0,22	0,23	0,23	0,22
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,11	0,12	0,12	0,12	0,12
Ecart (M€)	-0,10	-0,11	-0,11	-0,11	-0,11
Ecart (%)	-90%	-90%	-90%	-90%	-90%

Tableau 146 – Coûts échoués, demande et proposition du consultant pré-contradictoire



4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS :

« La valeur des coûts échoués pour 2024 figure dans une annexe fournie au consultant au stade du questionnaire. Ces montants concernent uniquement les canalisations abandonnées au cours de l'exercice 2024, d'où la valeur de 160 k€, en comparaison avec le réalisé qui est de 211 k€. En effet, d'autres actifs ont fait l'objet de coûts échoués comme des matériels informatiques (serveur et casque de réalité virtuelle), un poste de distribution publique gaz, un véhicule, etc...

L'un des éléments majeurs du dossier tarifaire de RGDS est le plan canopée de la ville de Strasbourg, R-GDS est persuadée de l'augmentation, dans les années à venir, des coûts échoués liés à l'abandon de canalisations, d'autant plus que la transposition en droit français de la directive européenne n° 2024/1788 du 13 juin 2024 qui prévoit l'adoption d'un plan le déclassement des réseaux de distribution de gaz, devra se faire avant le 5 août 2026. »

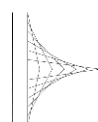
5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Au regard de l'augmentation des coûts échoués en 2024 du fait de l'abandon de conduites, du plan canopée de Strasbourg ville et de la transposition en droit français de la directive européenne n° 2024/1788 d'ici 2026, qui prévoit l'adoption d'un plan le déclassement des réseaux de distribution de gaz, le consultant considère également l'année 2024 dans sa référence de moyenne, ensuite projetée pour l'ATDR7.

La référence n'est cependant pas prise à l'année 2024 car cette année est particulière en termes de charges en coûts échoués, et l'opérateur ne prévoit pas de baisse significative de ses kms de canalisations cumulés, ce qui ne montre pas une accélération de la quantité de conduites abandonnées. Sur le réalisé, le volume cumulé en km de canalisation diminue seulement de 2022 à 2023 de 2km, en passant de 1869kms à 1867kms. Il est ensuite en légère hausse jusqu'à 2029 avec 1886 kms de canalisations cumulés, selon l'opérateur. Les coûts échoués supplémentaires du fait de dévoiements ou de renouvellement de canalisation sont par ailleurs équilibrées avec des recettes extra-tarifaires correspondantes, ce qui vient annuler l'effet de ces charges sur les CNE au global.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,22	0,22	0,23	0,23	0,22
Ajusté PIA-AEC final	0,14	0,14	0,15	0,15	0,15
Ecart (M€)	-0,08	-0,08	-0,08	-0,08	-0,08
Ecart (%)	-35%	-35%	-35%	-35%	-35%

Tableau 147 – Coûts échoués, demande et proposition finale du consultant



X. Charges et produits communes non péréquées à retraiter

Le poste « Charges et produits communes non péréquées à retraiter » correspond aux éléments financiers liés à des communes hors zone péréquée. Ce poste est retraité du total des CNE de l'opérateur.

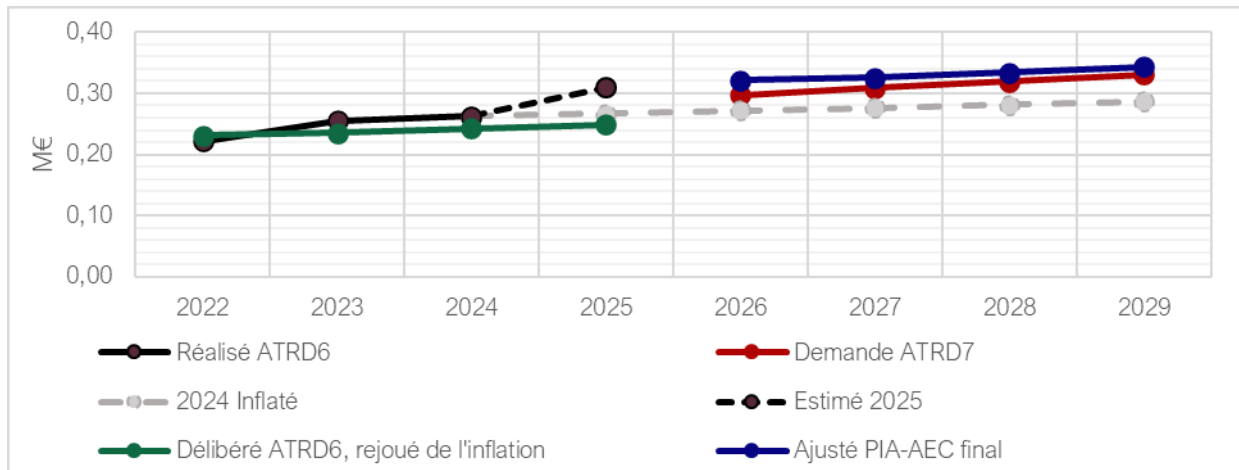


Figure 73 - Charges et produits communes non péréquées à retraiter

1) Bilan ATRD6

Depuis l'ATRD4, R-GDS applique un retraitement spécifique de ces montants en utilisant un coefficient basé sur les quantités de gaz acheminées, coefficient estimé à environ 1,5 % pour l'exercice 2024. Ce taux est ensuite appliqué au niveau global des charges à couvrir pour la période ATRD7.

2) Explication de la demande par R-GDS

La trajectoire proposée par R-GDS consiste donc à déduire systématiquement ces montants des charges couvertes par le tarif péréqué, afin de respecter le périmètre de la régulation tarifaire.

3) Appréciation du niveau de la trajection lors de l'exercice contradictoire

Le consultant a établi la trajectoire ATRD7 en appliquant au total des CNE déterminés au stade pré-contradictoire le % de 1,5% correspondant aux communes non péréquées (fonction des quantités acheminées) indiqué par l'opérateur dans son dossier tarifaire.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,30	0,31	0,32	0,33	0,31
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,29	0,29	0,30	0,30	0,29
Ecart (M€)	-0,01	-0,02	-0,02	-0,03	-0,02
Ecart (%)	-4%	-7%	-8%	-12%	-8%



Tableau 148 – Charges et produits communes non péréquées à retraiter, demande et proposition du consultant pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

R-GDS :

« En fonction des ajustements retenus, ce montant sera à réactualiser. »

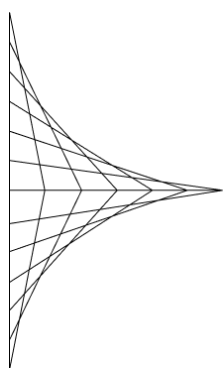
5) Suite donnée par le consultant

La trajectoire de ce poste sera à actualiser lorsque l'ajustement final des CNE sera adopté. En l'état, le consultant a établi la trajectoire ATRD7 en appliquant le taux de R-GDS de 1,5% sur la prochaine période tarifaire à partir des quantités acheminées aux communes non péréquées. Ce taux est utilisé par le consultant et appliqué aux CNE ajustés de la trajectoire consultant. Il est plus élevé que le taux calculé à partir de la demande de l'opérateur (1,18%), en contradiction avec son dossier tarifaire.

M€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande R-GDS	0,30	0,31	0,32	0,33	0,31
Ajusté PIA-AEC final	0,32	0,33	0,33	0,34	0,33
Ecart (M€)	0,02	0,02	0,01	0,01	0,02
Ecart (%)	8%	6%	5%	4%	5%

Tableau 149 – Charges et produits communes non péréquées à retraiter, demande et proposition finale du consultant





PARIS INFRASTRUCTURE ADVISORY

La raison d'être de PIA est de développer une expertise de qualité pour soutenir ses clients dans le développement d'infrastructures respectueuses de l'environnement et contribuant au progrès humain.

A ce titre, PIA s'engage à contribuer majoritairement à des projets compatibles avec le scénario de développement durable de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) ; contribuer à des projets favorisant l'atteinte de l'un des dix-sept objectifs de développement durables tels que définis par les Nations Unis ; et contribuer à la formation des compétences futures aux enjeux sociétaux, politiques, techniques, économiques et financiers du développement durable

www.parisinfrastructureadvisory.com
contact@parisinfrastructureadvisory.com
+33.6.50.16.87.23
15, Rue Lacépède, 75005, Paris - France